

161864

UNIVERSITE GALATASARAY
Institut des Sciences Sociales
Département de Relations Internationales

**LA PROBLEMATIQUE DU MOYEN-ORIENT
DANS LES RELATIONS TRANSATLANTIQUES**

Aylin CENGİZ

Directeur de Recherche : Yrd. Doç. Dr. Füsün Türkmen

Mémoire pour l'obtention du DEA : « Relations Internationales »

Juillet, 2005

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ABBREVIATIONS	v
INTRODUCTION	1
I- PREMIERE PARTIE : LA TRANSFORMATION DU PARTENARIAT TRANSATLANTIQUE APRES LA GUERRE FROIDE	4
CHAPITRE 1- LES ETATS-UNIS ET L'EUROPE : GRANDS ACTEURS DES DEUX COTES DE L'ATLANTIQUE.....	8
A- Les Etats-Unis en tant qu'unique super puissance dans le système International	11
B- L'Europe en tant que puissance régionale dans les relations Internationales	17
CHAPITRE 2- L'EUROPE ET LES ETATS-UNIS : VISION DU MONDE, VISION DE L'AUTRE	23
A- Vision du monde	24
B- Vision de l'autre.....	30
CHAPITRE 3- LES SOURCES DES DIVERSES PERSPECTIVES STRATEGIQUES DES ALLIES.....	33
A- Dimension politique.....	34
B- Dimension militaire	36
C- Dimension économique	42

II- DEUXIEME PARTIE: PARAMETRES PRINCIPAUX DES POLITIQUES ETRANGERES AMERICAINES ET EUROPEENNES VERS LE MOYEN- ORIENT 47

CHAPITRE I: PRIORITES AMERICAINES 48

A- Israël ; l'allié indispensable des Etats-Unis 51

B- Le Pétrole..... 52

C- Assurer la stabilité régionale 55

CHAPITRE II: PRIORITES EUROPEENNES 63

A- Historique coloniale..... 64

B- La proximité géographique..... 66

i- Promotion de la stabilité..... 67

ii- L'immigration et le rôle de l'Islam..... 68

C- Les intérêts économiques 71

i- Le Pétrole 72

ii- Le commerce avec le Moyen-Orient..... 73

CHAPITRE III: LES INTERETS AMERICAINS ET EUROPEENS

COMMUNS 73

III- TROISIEME PARTIE: LES POLITIQUES DIVERGENTES DES ETATS-UNIS ET DE L'EUROPE	79
CHAPITRE I- POLITIQUE AMERICAINE BASEE SUR LA SUPERIORITE MILITAIRE	81
A- L'Association stratégique avec Israël.....	84
B- La sécurité de la région de Golfe et de la politique d'endiguement (Containment Policy).....	91
C- Développement des relations bilatérales avec les Etats principaux du Moyen-Orient.....	95
CHAPITRE II- POLITIQUES EUROPEENNES BASEE SUR LA DIPLOMATIE.....	95
A- Soutien du processus de paix.....	98
B- Le « Dialogue Critique » avec l'Iran.....	102
C- L' «Euro-Med Club» et le Processus de Barcelone.....	107
CHAPITRE III- LE NOUVEAU VISAGE DU PARTENARIAT TRANSATLANTIQUE DANS LE MOYEN-ORIENT APRES LE 11 SEPTEMBRE	111
CONCLUSION.....	116
BIBLIOGRAPHIE	121
ANNEXES.....	135

ABBREVIATIONS

ADM	: Armes de Destruction Massive
AEM	: Association Euro-Mediterranean
ALENA	: Accord de libre-échange nord-américain
BIE	: Banque d'Investissement Européenne
BM	: Banque Mondiale
CASR	: Contrôle des Armements et la Sécurité Régionale
CCG	: Conseil de Coopération du Golfe
CENTCOM	: Central Command
CSNU	: Conseil de Sécurité de Nations Unies
EMP	: Association Euro-Mediterranean
EU	: Etats-Unis
G3	: Groupes des 3
G 7	: Groupe des 7
G 8	: Groupe des 8
G 10	: Groupe des 10
G 24	: Groupe G 24
MEDA	: Programme d'Assistance
MNM	: Pays Méditerranéens Non Membres à l'UE
NSS	: National Security Strategy
OLP	: Organisation de Libération de la Palestine
OMC	: Organisation Mondiale du Commerce
ONU	: Organisation des Nations Unies
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economique
OPEP	: Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
OTAN	: Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PESC	: Politique Etrangère et de Sécurité Commune
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNB	: Produit National Brut
R&D	: Recherche et Développement
REDWG	: Regional Development Working Group
SIDA	: Syndrome Immuno Déficience Acquise
TV	: Télévision
UE	: Union Européenne

INTRODUCTION

“Il est temps de mettre un terme au fait que les Européens et les Américains aient une vision commune du monde mais également, qu'ils occupent le même monde. Les perspectives sur le pouvoir sont différentes chez les Américains et les Européens concernant son effet, sa moralité, ainsi que son désirabilité. C'est pourquoi, désormais, sur les points stratégiques et internationaux importants, les Américains viennent de Mars et les Européens sont de Vénus : ils sont d'accord sur peu de choses et se comprennent de moins en moins. Et ce n'est guère une situation transitoire.”¹

Robert Kagan

Depuis le 11 Septembre, divers articles ont été rédigés sur les relations euro-américaines. Mais aucun d'entre eux n'avait le style et la perspective de Robert Kagan. Il a peut-être été le seul à poser un point d'interrogation. Est-il vrai que les relations euro-américaines se situent dans une nouvelle ère, et cela frise-t-il la rupture, comme l'affirme Kagan ?

Pour pouvoir y répondre, on doit se demander si les relations euro-américaines sont en train de traverser une crise passagère, ou bien une rupture d'ordre plus définitif. Pour cette raison, l'étude doit prendre en compte l'ensemble des problèmes transatlantiques actuels, y compris les facteurs plus profonds mettant en cause la durabilité de l'alliance. A cet effet, nous avons choisi le Moyen-Orient comme étude de cas, puisqu'il s'agit d'une région où convergent et divergent la plupart des intérêts des puissances occidentales. Ainsi, dans ce travail, nous allons analyser des approches respectives de l'Europe et des Etats-Unis à cette région où les intérêts semblent plutôt convergents tandis que leurs politiques divergent considérablement. Nous allons voir par la suite si ce schéma illustre la conceptualisation de Kagan que nous venons d'aborder.

¹ Robert Kagan, *Paradise and Power*, New York, Alfred A. Knopf, 2003, p.3

Au début, il est difficile de dire que l'ère d'après Guerre Froide a apporté un nouvel ordre mondial et une stabilité. Même si la chute du Mur de Berlin a ouvert une nouvelle période de transition et une incertitude pour les pays, grands et petits, ils ont tous fait l'effort de s'y adapter. On peut y constater clairement que les relations entre les Etats-Unis et l'Europe risquent de ne plus être cohérentes ni harmonieuses, comme c'était le cas pendant la Guerre Froide. Et c'est justement, lorsque nous analysons les points convergents et divergents, ainsi que les politiques menées dans le Moyen-Orient, que nous pouvons constater une diversification d'approches entre les Etats-Unis et l'Europe.

Il est vrai qu'il existe actuellement une crise dans les relations euro-américaines. Et cette crise est spécifique car elle a des aspects aussi bien politiques que «philosophiques», c'est-à-dire recouvrant des valeurs fondamentales. Cependant, malgré l'avenir incertain des relations transatlantiques et du système international, quelques tendances ont émergé dans la plus grande clarté. Justement, ces nouvelles tendances sont les déterminants fondamentaux actuels des relations euro-américaines, particulièrement concernant la Moyen-Orient.

En premier lieu, l'effondrement de l'Union Soviétique et la fin de la Guerre Froide ont permis d'atténuer les pressions réunissant les Etats-Unis et ses alliés européens dans un but commun. Cela a créé de nouvelles menaces pour les États-Unis et ses alliés européens : pendant la Guerre Froide, les défis principaux aux intérêts Occidentaux se trouvaient en Europe, tandis qu'aujourd'hui, les défis principaux face aux démocraties occidentales sont de plus en plus à la périphérie de l'Europe et au-delà de ses frontières. Ce changement pose de nouveaux dilemmes politiques et stratégiques aux décideurs américains et européens. La manière dont ils vont gérer ces défis, donnera une signification aux rapports transatlantiques dans l'avenir proche.

En second lieu, l'une des tendances frappantes est la dispersion et la décentralisation du pouvoir de l'État-nation. La disparition de la menace soviétique a adouci les structures d'alliances. Les frontières sont devenues plus poreuses face aux menaces transnationales et aux pressions, comme les drogues douces, le terrorisme et les réfugiés. Les attaques terroristes du 11 septembre est l'indicateur important de cette

situation. Ces attaques démontrent que, peu importe la situation géographique et la supériorité technologique, chaque nation est vulnérable face à une attaque terroriste.

Dans ce contexte, il faut souligner que, l'attention du monde se concentre sur le Moyen-Orient. Car si d'une part, cette région possède un élément incontestable qui est la plus grande réserve pétrolière du monde, d'autre part, elle sert de source aux diverses organisations terroristes en raison des problèmes démographiques, politiques et sociaux. Comme cette région regroupe les intérêts et les menaces communs des États-Unis et l'Europe, elle est crucialement importante pour eux. Mais le fait qu'il existe des différences importantes des deux côtés de l'Atlantique, notamment leur histoire vis à vis du Moyen-Orient ; la différence de capacité au niveau militaire, politique, et économique ; ainsi que leur vision du monde et leurs valeurs, font qu'il y a des divergences d'approche et de politique envers cette région. Ironiquement, bien que les États européens soient plus proches du Moyen-Orient tant géographiquement que historiquement, ce sont les États-Unis qui exercent leur puissance dans le Moyen-Orient.

Ce travail consiste donc en une étude de cas -le Moyen Orient- autour de la nouvelle définition des relations transatlantiques. La première partie aborde la transformation du partenariat euro-américain à la suite de la Guerre Froide. Les deux parties suivantes concernent les relations transatlantiques dans le Moyen-Orient comme l'application des points de vues présentés ci-dessus : d'abord, les intérêts importants et réciproques des États-Unis et de l'Europe dans le Moyen-Orient et ensuite, les politiques divergentes de ces deux acteurs internationaux qui seront évalués. Notre étude se termine sur l'analyse des transformations apportées par l'attentat du 11 Septembre, suivi de la crise irakienne.

I- PREMIERE PARTIE : LA TRANSFORMATION DU PARTENARIAT TRANSATLANTIQUE APRES LA GUERRE FROIDE

Aujourd'hui, les Etats-Unis et l'Europe occidentale (l'UE étant sa forme la plus importante) sont les deux principales puissances du monde. A eux deux, ils représentent presque la moitié de la production économique mondiale et trois quarts de sa technologie. Ils guident les principales institutions internationales du monde. D'un côté, nous avons les Etats-Unis, pays considéré comme « la » superpuissance, avec sa suprématie militaire, son influence diplomatique, sa supériorité technologique, et son industrie établie. D'un autre côté, nous avons l'Union Européenne qui est l'une des principales puissances régionales avec son économie dynamique, son influence diplomatique et son rôle sur la scène internationale.

Il est certain qu'une seule superpuissance domine actuellement notre système international. Puisqu'elle détient une supériorité incontestable dans plusieurs domaines : il s'agit des Etats-Unis dont la force globale dépasse de loin celle de l'Europe. Cela ne signifie toutefois pas que le monde est *unipolaire*. Certains pensent que le monde bipolaire, en disparaissant, a fait place à un système *multipolaire*. C'est une perception bien fautive d'un monde où l'hégémonie des Etats-Unis prévaut. Cependant, *l'unipolarité* est une vision tout aussi mauvaise. C'est exagérer le pouvoir qu'auraient les Etats-Unis à obtenir ce qu'ils veulent.²

Qui dit système unipolaire dit superpuissance, c'est-à-dire une puissance unique significative, et beaucoup de puissances mineures. En conséquence, seule la superpuissance pourrait résoudre les problèmes internationaux majeurs, et aucune alliance entre les autres Etats dits « mineurs » ne pourrait l'empêcher de le faire. Durant de nombreux siècles, le monde classique sous la dominance de Rome, et parfois l'Asie de l'Est sous celle de la Chine se sont rapprochés de ce modèle. Dans un système bipolaire, comme celui que nous avons eu pendant la Guerre Froide, il y avait deux superpuissances et toute la politique internationale dépendait de leurs relations. Chaque superpuissance dominait une coalition d'Etats alliés et collaborait

² Joseph S. Nye, "Redefining National Interest", *Foreign Affairs*, July/August 1999, p.24

avec l'autre superpuissance afin de parvenir à influencer les pays non-alignés. Un système multipolaire a plusieurs grandes puissances de force comparables qui coopèrent ou s'entraident. Une coalition de grands Etats est nécessaire pour résoudre les problèmes internationaux les plus importants. On peut dire que la politique européenne s'est pendant plusieurs siècles rapprochée de ce modèle.³

La politique internationale contemporaine ne respecte aucun de ces trois modèles. C'est au contraire, un étrange mélange. C'est un système *uni multipolaire* avec une superpuissance et plusieurs grandes puissances. Par exemple, le système international du 19^{ème} siècle comportait six à huit pôles répartis entre approximativement 30 Etats. Pendant la Guerre Froide, il y avait deux pôles, toutefois répartis entre plus de 70 Etats. Aujourd'hui il y a un pôle dans un système où gravitent trois fois plus d'Etats, soient presque 200.⁴

A la veille du 21^{ème} siècle, la résolution des principaux conflits internationaux exige l'intervention de « la » superpuissance, avec toutefois toujours le concours de certains grands Etats. Les Etats-Unis étant la seule superpuissance, cela du fait de leur prédominance dans les domaines les plus importants (économique, militaire, diplomatique, idéologique, technologique, et culturel), peuvent se déployer et défendre leurs intérêts dans pratiquement chaque recoin de la planète. Un second groupe est constitué par les grandes puissances régionales qui occupent une position prépondérante dans les différentes régions du monde, sans toutefois parvenir à exploiter, sur le modèle des Etats-Unis, leurs capacités pour défendre leurs intérêts. Ces grandes puissances régionales incluent le condominium allemand-français en Europe ; la Russie en Eurasie ; la Chine et le Japon en Asie de l'Est ; l'Inde en Asie du sud, l'Iran dans le sud-ouest asiatique, le Brésil en Amérique latine. Un troisième groupe est constitué des puissances régionales secondaires dont les intérêts sont souvent en conflit avec les Etats régionaux dominants. Cela concerne la Grande-Bretagne face à l'alliance Allemagne-France, l'Ukraine face à la Russie, le Japon face à la Chine, la Corée du sud face au Japon, le Pakistan face à l'Inde, l'Arabie Saoudite face à l'Iran, et l'Argentine face au Brésil.⁵

³ Samuel P. Huntington, "The Lonely Superpower", *Foreign Affairs*, March/April 1999, p.35

⁴ Stephan G. Brooks, William C. Wohlforth, "American Primacy in Perspective", *Foreign Affairs*, July/August 2002, p.29

⁵ Samuel P. Huntington, *op.cit.*, p.35

Toutefois, la puissance est actuellement distribuée comme un jeu d'échecs en trois dimensions. Le niveau supérieur, avec la dimension militaire qui est unipolaire, avec les Etats-Unis qui dominent tous les autres Etats. Le niveau intermédiaire, avec la dimension économique qui est multipolaire, avec les Etats-Unis, l'Europe, et le Japon qui représentent les deux tiers de la production mondiale. Et enfin le niveau inférieur, c'est-à-dire le fond, représentant les relations transnationales traversant les frontières et s'étendant hors de portée du contrôle des gouvernements, a une structure plus dispersée. Cette complexité rend aujourd'hui l'élaboration de la politique plus difficile. Elle nécessite de jouer sur plusieurs terrains ou « dimensions » en même temps. Dans ce système international, les Etats-Unis sont une puissance prépondérante, mais pas entièrement dominante.⁶

Dans ce contexte, nous pouvons admettre que l'Union Européenne soit la principale puissance régionale, et un des acteurs internationaux les plus importants de l'actuel système international. L'économie européenne est d'ailleurs encore plus importante que celle des Etats-Unis même si elle n'est pas aussi flexible et dynamique que l'économie américaine. En dépit de toutes ces insuffisances, l'Europe occidentale possède toutefois la deuxième force militaire la plus efficace et moderne au monde. Les pays européens occidentaux tiennent une pluralité de sièges permanents au Conseil de sécurité des Nations Unies (l'ONU) et ils sont majoritaires au sein du G-7⁷. Bien que l'UE soit toujours loin d'être un acteur unifié, l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et encore les autres pays européens restent en tête de la liste des démocraties les plus avancées et les plus stables du monde. Et ils cherchent à augmenter leur poids en adoptant une politique étrangère commune. Même si elle est une entité relâchée ou une combinaison d'Etats séparés, on peut dire que seule l'Europe peut prétendre s'aligner au même rang que les Etats-Unis.⁸

Quand le bloc soviétique s'est effondré éclaté, les Américains et les Européens ont voulu que leur alliance continue. C'est la peur du communisme et du pouvoir que pouvait représenter une Allemagne unifiée qui avait motivé les Etats-Unis à sauver l'Alliance Atlantique, car seule cette superpuissance pouvait prétendre les contrôler.

⁶ Joseph S. Nye, *op.cit.*, p.24

⁷ Le groupe de G 7 est établi le 22 septembre 1985 par les Etats membres de la France, l'Allemagne, le Japon, le Royaume-Uni, les Etats-Unis, le Canada et l'Italie. Et son but est de faciliter la coopération économique parmi les sept pouvoirs économiques noncommunistes importants.

⁸ David. C. Gompert, *America and Europe: A Partnership for a New Era*, in Larrabee F.S.,(Ed.), New York, Cambridge University Press, 1998, p.4

Mais la vraie motivation était que ni Européens ni Américains n'étaient prêts à abandonner la valeur connue du lien atlantique en faisant face aux dangers inconnus de l'ère de post-Soviétique. Ainsi l'alliance s'orientait vers d'autres objectifs que ceux initialement prévus par ses créateurs.⁹

Les Etats-Unis et l'Europe occidentale ont évidemment rigoureusement changé. Cela, non seulement depuis le commencement de la Guerre Froide mais surtout depuis sa fin. Les Américains étaient déçus et impatients face aux contraintes imposées par les alliés européens qui s'étaient, en comparaison à eux, si peu investis dans la Guerre Froide. Les Européens, eux, n'étaient pas contents face à la domination américaine et à leur propre dépendance.¹⁰

Selon Kagan, les Etats-Unis préféraient clairement un système unipolaire dans lequel ils seraient dominants et ils se sont souvent comportés comme si c'était vraiment le cas. D'autre part les autres grandes puissances, comme l'Union Européenne, préféraient un système multipolaire dans lequel elles pourraient poursuivre leurs intérêts, unilatéralement et collectivement, sans être sujet aux contraintes, à la coercition, et à la pression exercée par la superpuissance. Elles se sentaient menacées en voyant les Etats –Unis continuer à construire son hégémonie globale. Les dirigeants américains se sentaient frustrés puisqu'ils ne parvenaient pas à réaliser cette hégémonie. En conséquence, dans le domaine des affaires internationales, aucune puissance principale n'était satisfaite de ce statu quo.¹¹

Pendant la Guerre Froide les Européens comptaient sur la protection offerte par le parapluie nucléaire des Etats-Unis, espérant que la sécurité de l'Europe pourrait être préservée par l'équilibre de la terreur entre les Etats-Unis et l'Union soviétique et la doctrine de la destruction mutuellement assurée. Durant les premières années de la Guerre Froide, les économies européennes étaient de toute façon beaucoup trop faibles pour recréer une force militaire suffisamment efficace pour assurer la défense européenne. Mais même plus tard dans la Guerre Froide, une fois les économies européennes stabilisées, les Européens ne voulaient ou ne pouvaient pas vraiment combler l'espace militaire.¹²

⁹ *Ibid.* p.4

¹⁰ Robert Kagan, *op.cit.*, p.51

¹¹ *Ibid.*, p.18

¹² *Ibid.*

Les positions divergentes des Etats-Unis et de l'Europe en matière de politique et de stratégie globale ou encore de manière de gouverner ne sont pas nouvelles. Il y avait évidemment déjà des failles dans cette alliance : l'opposition américaine face à l'occupation du canal de Suez par la France, l'Angleterre, et les troupes israéliennes dans les années 1950; le retrait de la France de l'aile militaire de l'OTAN dans les années 1960; la guerre sur l'Euro au début des années 80; la politique à adopter pour arrêter la guerre dans les Balkans au début des années 1990.¹³ Cependant ce qui est remarquable aujourd'hui c'est que, selon certains observateurs, la base culturelle et structurelle nécessaire à la viabilité de l'alliance transatlantique s'érodait déjà. L'historien Francis Fukuyama qui, par exemple, disait il y a 13 ans de cela, que le triomphe des valeurs et des institutions communes à l'Europe et aux Etats-Unis marquait « la fin de l'histoire, » parle aujourd'hui de " profondes différences " au sein de la communauté euro-atlantique et affirme que la fissure actuelle entre les Etats-Unis et l'Europe n'est "pas simplement un problème transitoire."¹⁴

Mais c'est surtout Robert Kagan qui s'est efforcé à faire évoluer l'idée que les Américains et les Européens se développaient séparément. Il a souligné le fait qu'il était temps d'arrêter de prétendre que les Européens et les Américains partageaient une opinion commune du monde, ou qu'ils occupaient même le même monde. Dans l'analyse qui suivait, Kagan argumentait que la disparité de la puissance entre les Etats-Unis et l'Europe s'était tellement développée qu'au moment de « fixer des priorités nationales, de cerner les menaces, de définir des enjeux ou de concevoir et d'appliquer une politique étrangère et une politique de défense, les Etats Unis et l'Europe ne faisaient plus cause commune. » D'après lui les " raisons de ce clivage transatlantique sont profondes, anciennes et vont sans doute perdurer."¹⁵

CHAPITRE 1- LES ETATS-UNIS ET L'EUROPE: GRANDS ACTEURS DES DEUX COTES DE L'ATLANTIQUE

Tandis que nous sommes au début de 21ème siècle, les Etats-Unis et l'Europe, en tant que deux principaux acteurs internationaux des deux côtés de l'océan Atlantique, sont les dénominateurs principaux du système international du monde actuel.

¹³ Ronald D. Asmus, "Rebuilding the Atlantic Alliance", *Foreign Affairs*, September/October 2003, p.20

¹⁴ H. Philip Gordon, "Bridging the Atlantic Divide", *Foreign Affairs*, January-February 2003, p.71

¹⁵ Robert Kagan, *La Puissance et la Faiblesse*, Collection Commentaire Plon, 2003, p.10

L'engagement des Etats-Unis sur la scène internationale était jusqu'alors justifié par la peur de la menace soviétique. Juste après la fin de la Guerre Froide, cette justification laisse sa place à celle de l'importance de l'économie globale. Pourtant le peuple américain ne favorise ni la conduite unilatérale, ni le multilatéralisme basé sur l'ONU comme une bonne stratégie pour l'engagement. Ils veulent que les Etats-Unis partagent le leadership, pas qu'ils le monopolisent. Pour cette raison, on peut dire que l'Amérique a besoin d'alliés forts et dignes de confiance.¹⁶

Dans ces conditions, le candidat idéal est l'Europe. Elle partage les intérêts de base de l'Amérique: une puissante économie mondiale intégrée par le libre échange, s'étendant aux nouvelles démocraties, et à l'abri des dangers de l'instabilité, de l'anarchie, et des armes de destruction massive.¹⁷

Cependant, il est extrêmement important de noter que de grandes disparités existent entre les alliés transatlantiques et cela en terme de perceptions de puissance et de menace. « En effet, sur la question primordiale de la puissance, (est-elle efficace, légitime ou désirée ?) les points de vue sont, d'un côté et de l'autre de l'Atlantique, radicalement différents. L'Europe est en train de renoncer à la puissance ou semble-t-elle du moins s'en détourner au bénéfice d'un monde clos fait de loi et de règles, de négociation et de coopération transnationales. Elle pénètre dans un paradis post-historique de paix et de relative prospérité, concrétisation de ce que Emmanuel Kant avait nommé la « paix éternelle ». De leur côté, les Etats-Unis restent prisonniers de l'Histoire, exerçant leur puissance dans le monde anarchique décrit par Hobbes, où lois et règles internationales sont peu fiables et où la vraie sécurité ainsi que la défense et la promotion d'un ordre libéral dépendent toujours de la détention et de l'usage de la force militaire.¹⁸ C'est pourquoi plusieurs intellectuels comme Robert Kagan acceptent la vision allégorique que les Américains viennent de Mars et les Européens de Vénus.¹⁹

D'autre part, l'un des sujets de désaccord transatlantique les plus marquants depuis la fin de la Guerre Froide concerne l'identification des « nouvelles » menaces qui

¹⁶ John Roper, "A European Comment", in David C. Gompert, F. Stephen Larrabee (ed.), *America and Europe*, Cambridge University Press, New York, 1998, p.232

¹⁷ Ibid.

¹⁸ Robert Kagan, "Different Philosophies of Power: Europe and America", *International Herald Tribune*, May 27, 2002

¹⁹ Robert Kagan, "Power and Paradise", *op.cit.*, p.3

doivent retenir l'attention. Pour les administrations américaines, la première des priorités est constituée par ceux qualifiés d'« Etats voyous »²⁰ et que le président George W. Bush a désignés comme « axe du mal ». La plupart des Européens ont envisagé plus sereinement les risques posés par ces régimes. Du point de vue des Européens, le vrai problème est celui des « Etats en faillite », pas des « Etats voyous ».²¹ Néanmoins, la notion de menace n'est pas la même pour les Etats-Unis et l'Europe. Cela n'est pas simplement une question de psychologie. Cette notion de menace est ancrée dans la réalité pratique, ce qui représente encore un autre résultat de la disparité de la puissance. Il y a, tout d'abord, la garantie américaine de sécurité dont les Européens bénéficient et ont bénéficié depuis six décennies, cela depuis que les Etats-Unis ont décidé de porter le lourd fardeau de maintenir l'ordre dans les régions les plus vastes du monde (de la péninsule coréenne au golfe Persique) d'où la puissance européenne s'était en grande partie retirée.

Les Européens et les Américains sont en désaccord sur non seulement la question de la puissance et des menaces, mais également sur celle des moyens. Les néoconservateurs américains soutiennent que la puissance militaire américaine crée une tendance idéologique à y recourir. En Europe, en revanche, la faiblesse de la force militaire coexiste avec une aversion pour la guerre. Influencée par les idées démocratiques et sociales, les deux guerres mondiales, et l'expérience de l'Union Européenne, l'UE préfère traiter les problèmes par l'intégration économique, l'aide étrangère, et les institutions multilatérales. Ces différences se sont ancrées dans la bureaucratie : par exemple les diplomates américains se spécialisent en générale dans des affaires politico-militaires unilatérales, tandis que leurs homologues européens se concentrent de plus en plus sur des organisations multilatérales civiles telles que l'UE.²²

Afin de mieux comprendre la vision de puissance, de menace ou de moyen pour les Etats-Unis et pour l'Europe dans les cadres du système international actuel, il nous faut analyser les différences de perspective des deux côtés de l'Atlantique.

²⁰ Traduction de l'expression américaine *Rogue States*. Rogue signifie en anglais 'gredin ou voyou. Mais en Français, ce terme n'est finalement que faiblement péjoratif. Les dirigeants américains citent Cuba, l'Irak, l'Irak, la Libye, le Soudan, la Corée du Nord comme les Etats voyous. Pour cette définition on s'est appuyé sur Pascal Boniface, *Les Guerres de Demain*, Paris, Editions de Seuil, 2001, p.44-46.

²¹ Robert Kagan, "La Puissance et la Faiblesse", *op.cit.*, p.9

²² William Wallace, "Europe the Necessary Partner", *"Foreign Affairs"*, May/June 2001, p. 22

A- Les Etats-Unis en tant qu'unique super puissance dans le système international

Il est vrai qu'à l'aube du 21^{ème} siècle le monde est caractérisé par l'ampleur de la puissance des Etats-Unis. Ce pays possède l'une des forces militaires les plus formidables et la plus grande économie nationale de la planète. Par exemple, le budget de défense que le Pentagone a demandé pour l'année fiscale de 2005 reflète une augmentation de 24 % de trois dernières années et atteint plus de 400 milliards de dollars.²³ De plus, l'économie américaine est aussi grande que la somme des quatre plus grandes économies qui la suit. (Le Japon, l'Allemagne, la Grande Bretagne, la France).²⁴ Selon les statistiques de la Banque mondiale, le PIB (Produit intérieur brut) des Etats Unis compte 10.9 trillions de dollars avec une population de 291 millions.²⁵ Les tendances sociales et culturelles américaines exercent une grande influence sur d'autres sociétés. Dans la liste des grandes puissances, les Etats-Unis occupent la première place et avec une si large avance qu'on ne peut s'empêcher de faire le rapprochement avec la puissance de l'Empire Romain dans l'Antiquité.²⁶

D'ailleurs, aujourd'hui, les Etats-Unis n'ont aucun rival dans tous les domaines où on peut parler de puissance. Aucun état souverain n'a jusqu'ici réussi à diriger un pays à un niveau de contrôle. Une des manifestations de la force des Etats-Unis est la position unique qu'ils ont adoptée après la Guerre Froide. Encerclés par des océans à l'est et à l'ouest et par des puissances amicales et faibles au nord et au sud, les Etats-Unis sont moins vulnérables que leurs prédécesseurs qui aspiraient à l'hégémonie et ils paraissent également moins menaçants aux yeux des autres pays. Néanmoins, les principaux rivaux potentiels à l'unipolarité, comme la Chine, la Russie, le Japon, et l'Allemagne ou la France sont dans une position bien différente. Ils ne peuvent pas augmenter leurs potentiels militaires et s'aligner ainsi au niveau des Etats-Unis sans devenir simultanément une menace immédiate pour leurs voisins. La politique, même la politique internationale, est locale. Bien que la puissance américaine concerne et attire beaucoup l'attention de la communauté internationale, les États

²³ **The Military Balance: 2003-2004**, London: The International Institute for Strategic Studies, 2003.
<http://www.globalissues.org/Geopolitics/ArmsTrade/Spending.asp> visité le 20-05-2005

²⁴ www.worldbank.org/data/databytopic/GDP/pdf visité le 20-06-2005

²⁵ <http://www.worldbank.int/data/countrydata/countrydata.html> visité le 20-06-2005

²⁶ Michael Mandelbaum, "The Inadequacy of American Power", *Foreign Affairs*, September/October 2002, p.61

sont en général plus préoccupés par ce qui se passe chez leurs voisins que par l'équilibre à l'échelle planétaire.²⁷

Lorsque les spécialistes se réfèrent à un modèle historique d'équilibre contre des puissances potentiellement prépondérantes, ils disent rarement que les Habsbourg, la France napoléonienne, ou l'Union Soviétique étaient des superpuissances qui étaient vulnérables, menacées, centralement localisées, et qui dominaient dans seulement un ou deux domaines de puissance. Les possibilités américaines, en revanche, sont relativement plus grandes et plus complètes que ceux de ces anciens aspirants hégémoniques, elles ne sont pas exposées aux risques sur le littoral. Les Etats-Unis sont un pays et un gouvernement unique tandis que ses principaux rivaux doivent agir collectivement pour rassembler et coordonner leurs forces militaires.²⁸

En outre, les Etats-Unis sont grands et riches, tandis que leurs concurrents potentiels sont soit l'un soit l'autre mais pas les deux à la fois. Aujourd'hui il faudra à d'autres grands pays comme la Chine ou encore l'Inde au moins une génération avant de devenir riche. Les actuels taux de natalité nous montre que les autres riches puissances ne sont pas sur le point de devenir grands, mais tout est relatif. Depuis les années 90, la population des Etats-Unis a augmenté de 32.7 millions, soit plus de la moitié de la population actuelle de la France ou du Royaume-Uni.²⁹

Comme l'affirme Kagan, «les grandes puissances ont une vision du monde différente de celle des puissances plus faibles. Elles mesurent différemment les risques et les menaces, elles définissent différemment la sécurité et elles ont différents niveaux de tolérance pour l'insécurité. Les pays ayant une grande puissance militaire tendent plus à considérer la force comme un outil utile aux relations internationales que ceux en ayant une plus faible. Les divergences de perception de la notion de puissance, de faiblesse et des raisons psychologiques expliquent en grande partie la division actuelle des Etats-Unis et de l'Europe. »³⁰

En fait les Etats-Unis diffèrent de l'Europe en plusieurs points. La taille et l'éloignement de l'Amérique face aux continents rendent l'interdépendance globale plus difficile à accepter. Son exceptionnelle tradition en matière de politique

²⁷ Stephan G. Brooks, William C. Wohlforth, *op.cit.*, p. 23

²⁸ *Ibid.*, p.24

²⁹ *Ibid.*, p.25

³⁰ Robert Kagan, "Power and Paradise", *op.cit.*, p.27

étrangère n'a pas été rompue par l'occupation et n'a ni même été modifiée par la réalisation des limites de l'autonomie nationale. Leur dynamisme économique et leur supériorité militaire incontestée mettent les Etats-Unis en position de force, leur permettant facilement de refuser un éventuel compromis multilatéral et de réclamer bien au contraire une approche plus « américaniste » de la politique internationale.³¹

Depuis la fin de la Guerre Froide les Etats-Unis ont essayé ou ont donné l'impression d'essayer, plus ou moins unilatéralement, de faire ce qui suit : faire pression sur d'autres pays pour les pousser à adopter des valeurs et des pratiques américaines en matière de droits de l'homme et de démocratie ; empêcher les autres pays d'acquérir les capacités militaires qui pourraient s'opposer à la supériorité conventionnelle américaine; évaluer les pays selon leur adhésion aux normes américaines en matière de droits de l'homme, de drogues, de terrorisme³², de prolifération nucléaire, de prolifération de missiles, et maintenant de liberté religieuse ; appliquer des sanctions contre les pays qui n'adoptent pas toutes ces normes; favoriser les intérêts des compagnies américaines sous le couvert du libre échange et des marchés libres; former les politiques de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International pour servir les intérêts de ces mêmes compagnies; intervenir dans les conflits locaux dans lesquels ils n'ont relativement que peu d'intérêt direct ; pousser les autres pays à adopter les politiques économiques et sociales qui serviront les intérêts économiques américains ; favoriser les ventes d'armes américaines à l'étranger tout en essayant d'empêcher des ventes comparables par d'autres pays ; élargir l'OTAN en commençant par intégrer la Pologne, la Hongrie, et la République Tchèque; entreprendre une action militaire en l'Irak; et classer certains pays comme "états voyous," et les exclure parce qu'ils refusent de se soumettre aux exigences américaines.³³

En considérant la période couvrant la fin de la Guerre Froide jusqu'à nos jours, force est de constater que les deux principaux outils de répression utilisés par les Etats-Unis sont les sanctions économique et l'intervention militaire. Les sanctions

³¹ William Wallace, *op.cit.*, p. 33

³² Le terrorisme implique l'usage de la violence dans les conditions de nature à porter atteinte à la vie des personnes ou à leur intégrité physique dans le cadre d'une entreprise ayant pour but de provoquer la terreur en vue de parvenir à certains fins. Si ces fins sont politiques, le terrorisme peut être qualifié de politique. Pour cette définition on s'est appuyé sur Gilbert Guillaume, « Terrorismes et Droit Internationaux », Martinus Nijhoff Publishers, Boston, 1990, p. 306

³³ Samuel P. Huntington, "The Lonely Superpower", *op.cit.*, p.38

fonctionnent, cependant, seulement avec le soutien des autres pays, mais c'est de moins en moins le cas si l'on considère dernièrement la guerre en Irak. Par conséquent, les Etats-Unis les appliquent unilatéralement au détriment de ses intérêts économiques et de ses relations avec ses alliés, ou ils ne les imposent pas. Dans ce cas ils deviennent des symboles de faiblesse américaine.³⁴

La puissance dure (*hard power*), c'est-à-dire les militaires et leurs équipements restent toujours primordiaux. Cela représente un critère indispensable de la puissance. Mais quand nous parlons de ceci, nous devrions également voir l'autre aspect, celui de la puissance douce (*soft power*).

La puissance douce veut dire la capacité d'attirer et de persuader plutôt que celle de contraindre. Il signifie que d'autres veulent ce que les Etats-Unis veulent, et que c'est moins nécessaire de recourir à alternance menace-récompense (*carrots and sticks*). La puissance dure, la capacité de contraindre, se développe hors d'une force militaire et économique d'un pays ; tandis que la la puissance douce résulte de l'attraction de la culture, des idéaux politiques, et des politiques d'un pays. Lorsque les différentes politiques des Etats Unis semblent légitimes aux yeux des autres, la puissance douce des Etats Unis est renforcée. La puissance dure demeurera toujours cruciale dans un monde où les Etats-nation gardent leur indépendance, mais la puissance douce deviendra de plus en plus importante en faisant face aux problèmes transnationaux qui exigent la coopération multilatérale pour leur résolution.³⁵ Il est important de noter que peu d'attention est porté à la puissance douce est nuisible à la puissance dure. En effet, la puissance dure et douce peut parfois être en conflit, mais elles peuvent également se compléter.³⁶

La puissance douce est moins agressive et moins réelle. La manière classique est de pousser les autres nations à obéir, finalement cela se soldait par une guerre somme toute assez coûteuse. Aujourd'hui, il est plus intéressant de pousser les autres nations à vouloir les mêmes choses et cela en les attirant par ses idées, une idéologie et des institutions, et en récompensant la coopération.³⁷

³⁴ *Ibid.*, p.39

³⁵ Joseph S. Nye, "U.S Power and Strategy After Iraq", *Foreign Affairs*, July/August 2003, p.66

³⁶ Joseph S. Nye, "Redefining National Interests", *op.cit.*, p. 67

³⁷ Josef JOFFE, "How America Does It", *Foreign Affairs*, September/October 1997, p.23

Dans le monde d'aujourd'hui, les Etats-Unis exportent toujours la nourriture, la technologie, les idées, la culture, et la puissance militaire. Ils importent cependant les personnes, le capital, et les marchandises. Ils deviennent le plus grand débiteur du monde. Ils comptent plus d'immigrés que tous les autres pays dans le monde combiné. Comme Josef Joffe l'a observé, "La culture populaire américaine est unique; sa puissance vient de la traction, pas de la propulsion."³⁸ La puissance américaine, en bref, dérive non seulement de sa la puissance dure énorme, mais également de sa puissance douce. Elle joue sur son propre terrain au jeu de la puissance douce. Selon Nye, la Chine, la Russie, le Japon, et même l'Europe de l'ouest ne peuvent pas prétendre rivaliser. Les gens risquent la mort sur les hautes mers pour entrer aux Etats-Unis. Il est important que tous les ans un demi million d'étudiants étrangers veuillent étudier aux Etats-Unis, qu'Européens et Asiatiques veuillent regarder la TV et les films américains, et que les libertés américaines soient attrayantes dans beaucoup de régions du monde. Les valeurs américaines sont des sources significatives de la puissance douce. Malgré tout, les deux, la puissance dure et la puissance douce demeurent essentielles, et il est vrai que, à l'époque de l'information, la puissance douce devient plus que jamais contraignante.³⁹

En fait, les partisans du néoconservatisme dans l'actuelle administration américaine sont plus attentifs à certains aspects de la puissance douce. Leurs visions wilsonienne de la démocratie et des droits de l'homme peut aider à définir la politique des Etats-Unis. Ils se définissent comme des « Wilsoniens durs ». Les abus en matière de droits de l'homme sous le régime de Saddam sont ainsi devenus une légitimation importante de la guerre contre l'Irak. D'ailleurs, l'administration de Bush a fait des investissements considérables dans la puissance douce américaine en augmentant l'aide au développement et en offrant son aide dans la campagne pour aider à combattre le SIDA. Mais bien qu'ils partagent le désir de Woodrow Wilson de propager la démocratie, les néo-Wilsonian ignorent l'importance attachée par celui-ci aux institutions. En l'absence d'institutions internationales à travers lesquelles certains se sentiraient consultés et inclus, l'imposition impériale des valeurs américaine ne peut ni être attrayante ni produire la puissance douce.⁴⁰

³⁸ Cité par Joseph S. Nye, "Redefining National Interests", *op.cit.*, p.24-25

³⁹ Ibid.

⁴⁰ Joseph S. Nye, "US Power and Strategy After Iraq", *op.cit.*, p.67

Le problème pour la puissance des Etats-Unis à l'aube du 21^{ème} siècle est que, de plus en plus d'Etats continuent d'échapper à leur contrôle. Bien que les Etats-Unis s'en sortent sur les mesures traditionnelles de puissance dure, ces mesures ne parviennent pas à s'emparer du changement constant de la politique du monde apportée par la globalisation et la démocratisation de la technologie. Le paradoxe de la puissance américaine est que la politique du monde change de sorte que cela rend leurs objectifs difficiles à accomplir. Rome n'a-t-elle pas dû réaliser certains de ses objectifs internationaux seule. Les Etats-Unis manquent de capacité internationale et domestique à résoudre les conflits qui sont internes à d'autres sociétés, ils n'arrivent pas à contrôler les développements transnationaux qui leur font peur. Sur plusieurs questions essentielles d'aujourd'hui, telles que la stabilité financière internationale, le trafic de drogue, la propagation des maladies, et particulièrement le nouveau terrorisme, une réponse uniquement militaire ne peut pas tout résoudre, et peut parfois s'avérer contreproductive.⁴¹

En définitif, bien que l'Amérique soit actuellement le leader politique et militaire du monde, ce n'est que trop simplifier que de décrire le système international comme multipolaire ou unipolaire parce que la puissance ne peut plus être mesurée en fonction de la seule suprématie militaire. Bien que les Etats-Unis s'en sortent bien sur les mesures traditionnelles de puissance, aujourd'hui il y a plusieurs questions complexes que de telles mesures ne peuvent résoudre. La révolution de l'information et la mondialisation a provoqué une diffusion générale de puissance dans le système international, de sorte que l'Amérique ne peut plus efficacement atteindre tous ces objectifs en agissant seule.⁴² Les Etats-Unis ont plus que jamais besoin d'associés et d'alliances pour prétendre jouer un rôle efficace dans des affaires globales et relever avec succès les défis de la sécurité internationale que les Etats-Unis souhaiteraient relever dans un avenir proche. Actuellement, les Américains ont besoin de la légitimité que seule l'Europe peut leur fournir s'ils veulent contrer les menaces globales.⁴³

⁴¹ *Ibid.*, p : 72-73

⁴² Joseph S. Nye, *The Paradox of American Power: Why the World's only Superpower can't go it alone*, Oxford University Press, London, 2002, p.38-40

⁴³ Ronald D. Asmus, "Double Enlargement: Redefining the Atlantic Partnership after the Cold War ", in David C. Gompert, F. Stephen Larrabee (ed.), *America and Europe: A Partnership for a New Era*, Cambridge University Press, New York, 1998, p.232

B- L'Europe en tant que puissance régionale dans les relations internationales

L'Europe peut signifier beaucoup de choses: Europe de l'ouest, Europe de l'ouest et l'Europe occidentale combinée, l'Union Européenne, les Alliés européens de l'OTAN de l'Amérique, les terres de l'Atlantique à l'Oural. En effet, la question de ce qu' est l'Europe devient un sujet controversé parmi les "Européens", cela en raison de deux principales questions : Qui fait partie de l'Europe? Et l'Europe, est-elle une entité dans un sens significatif?

La notion d'Europe est importante parce que c'est une source de confusion évidente de l'autre côté de l'Atlantique. Les spécialistes américains de politique étrangère parlent de l'Union Européenne en utilisant le mot 'Europe' de la même façon qu'ils le feraient en utilisant le mot 'Amérique' pour parler des Etats-Unis d'Amérique.⁴⁴ Le but de la présente étude n'est pas de répondre à des questions mentionnée ci dessus, mais ce terme représente en général un ensemble de nations sur le continent européen, pour la plupart démocratiques et de plus en plus intégrées à l'Union Européenne.⁴⁵

Tout d'abord, dans le cadre de notre introduction, il est important de rappeler jusqu'à quel niveau l'Europe a dominé le reste du monde, et de voir que les effets prolongés de cette domination et de sa chute à encore, au début du vingtième siècle, des répercussions sur certains événements. A la veille de la première Guerre Mondiale, l'Europe a régné sur la grande majorité du territoire et de la population du monde. Si l'Empire Britannique était la "superpuissance" de l'époque, la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Italie, et la Russie comptait parmi les grandes puissances, alors que même les petites puissances telles que la Hollande, la Belgique, le Danemark, et le Portugal exerçaient un degré d'influence remarquable dans les régions les plus reculées du monde. Pour les grandes et petites puissances européennes, cette influence s'est généralement reposée sur une association de colonies, de succès industriel et financier, de force militaire et particulièrement de force navale, ainsi que d'attraction culturelle. A cette époque, l'engagement global sous forme d'impérialisme était considéré économiquement rentable autant dans le domaine

⁴⁴ Erik Jones, "Debating the Transatlantic Relationship: Rhetoric and Reality", *International Affairs*, April 2004, p.602.

⁴⁵ David C. Gompert, "A Partner for America" in David C. Gompert and F. Stephen Larrabee (ed.), *America and Europe: Partnership for a new Era*, Cambridge University Press, New York, 1998, p.1

public que privé. Et justement ce concept était considéré un critère primordial pour être un Etat puissant.⁴⁶

L'histoire du vingtième siècle a été le témoin d'une mini révolution en terme de perception de la sécurité chez les Européens et les Américains. Et la cause profonde de cette transformation a été l'effondrement du système d'Etat européen traditionnel et des guerres mondiales sanglantes qui en ont résulté. Pendant plusieurs siècles après le Moyen-âge, la sécurité européenne a été obtenue grâce à un système gouvernemental d'équilibre des forces parmi les principaux Etats. Ce système, qui a contrôlé avec succès des tentatives espagnoles, autrichiennes et françaises à exercer une hégémonie sur l'Europe, n'a pas pu empêcher l'émergence de la puissance allemande et celle de ses aspirations après 1870. La défaite de l'Allemagne était seulement possible par l'intervention externe des Etats-Unis lors de la Première Guerre Mondiale. Pourtant la Première Guerre Mondiale a été suivie d'une tentative de reconstitution du vieux système européen. Ce système, artificiel et transitoire, a vite été balayé par l'ascension de la puissance allemande, cela avant même l'éclatement de la Deuxième Guerre Mondiale en 1939.⁴⁷

La deuxième Guerre Mondiale a mis fin à la puissance globale de plusieurs nations européennes, et a révélé leur incapacité après la guerre à se maintenir dans les colonies d'Asie, d'Afrique, du Moyen-Orient et réussir ainsi à conserver ces colonies qu'elles avaient depuis plus de cinq siècles. Cependant, pendant près d'un demi siècle après la Deuxième Guerre Mondiale, cette faiblesse a été masquée par des circonstances géopolitiques uniques de la Guerre Froide. Une Europe affaiblie a néanmoins été le théâtre stratégique de la lutte mondiale entre le communisme et le capitalisme démocratique. Si la Première Guerre Mondiale marquait le commencement du déclin de l'Europe d'un point de vue global, après la Deuxième Guerre Mondiale, l'Europe a perdu la capacité de commander son propre destin au sein même de l'Europe. Les Etats-Unis et d'une manière différente l'Union

⁴⁶ John Von QUADENAREN, "Europe as a Partner", in David C. Gompert and F. Stephen Larrabee (ed.), *America and Europe: Partnership for a new Era*, Cambridge University Press, New York, 1998, p.105

⁴⁷ Ronald D. Asmus, "Double Enlargement: Redefining the Atlantic partnership after the Cold War", *op.cit.*, p.24

Soviétique ont assumé la responsabilité primaire de la gestion de la sécurité européenne.⁴⁸

Dans le sillage immédiat de l'effondrement du communisme, l'Europe semblait être à l'aube d'une nouvelle ère. L'Europe de l'Est a été libérée, l'Allemagne a été unifiée, et les troupes de l'ancienne Union Soviétique se sont retirées, sur mille kilomètres à l'est. Les Etats-Unis et l'Europe de l'ouest ont embrassé la vision d'une nouvelle Europe, entière et libre, construite sur une UE renforcée et une alliance atlantique transformée. De même, la fin de la Guerre Froide a encore décalé l'évolution, la politique, et l'ordre de l'UE, de manières qu'on ne pouvait même pas concevoir avant 1989. En rassemblant une unité politique et économique simple (l'accomplissement historique du traité de Maastricht en 1992) beaucoup ont espéré recréer l'ancienne grandeur de l'Europe mais sous une nouvelle forme politique.⁴⁹

Avec une population fortement instruite et productive, presque 306 millions de personnes et près de 8,2 trillions de dollars d'économie, l'Europe aurait dû être la prochaine superpuissance, du point de vue non seulement économique et politique mais aussi militaire.⁵⁰ Elle devait régler les crises sur le vieux continent, comme les conflits ethniques dans les Balkans, et redevenir un acteur mondial de premier plan. Durant les années 1990, les Européens purent encore affirmer avec certitude que la puissance d'une Europe unifiée allait enfin rétablir la « multipolarité » du monde anéantie par la Guerre Froide et par ses suites. Samuel P. Huntington de l'université de Harvard alla même jusqu'à prédire que la fusion des membres de l'Union européenne serait l'« élément capital » de la réaction mondiale contre la domination américaine et qu'elle donnerait naissance à un vingt- et- unième siècle "véritablement multipolaire".⁵¹ Ils pourraient facilement dépenser deux fois plus qu'ils dépensent actuellement pour la défense s'ils jugeaient cela nécessaire. De sorte qu'il est important de combler la marge des perceptions stratégiques afin de combler la marge de puissance (power gap) séparant les Etats-Unis et l'Europe. Selon beaucoup de stratèges et experts américains, les Européens apprécient simplement

⁴⁸ John Von Quadenaren, *op.cit.*, p.105

⁴⁹ Ibid.

⁵⁰ <http://www.worldbank.int/data/countrydata/countrydata.html> visité le 20-06-2005

⁵¹ Robert Kagan, "La Puissance et la Faiblesse", *op.cit.*, p.38

"le parcours gratuit" (*free ride*) qu'ils ont obtenu sous le couvert de sécurité américaine pendant les dernières six décennies.⁵²

En dépit de la difficulté que l'Europe continue à avoir en tentant de définir à la fois son propre rôle et son identité globale, l'« Europe » sous ses diverses formes institutionnelles et politiques reste un acteur important dans les affaires internationales. À cet égard, il est ainsi intéressant de rappeler les principaux aspects du rôle et de la présence de l'Europe dans les différentes arènes internationales:⁵³

- L'UE est l'un des plus grands blocs commerciaux du monde. Elle représente plus de 20 % des exportations mondiales face aux 16 % des Etats-Unis et aux 12 % du Japon. Le fait que l'Europe parle d'une voix unique dans les forums commerciaux internationaux fait de l'UE l'un des deux les plus grands et plus influents acteurs de L'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).
- L'Europe a une grande influence sur les questions commerciales car son influence dans les affaires monétaires est aussi grande. Cette influence se manifeste dans le G-3⁵⁴, au sein duquel l'Allemagne parle efficacement pour l'Europe, dans le G-7, et dans le G-10⁵⁵, dont huit membres sont européens. D'ailleurs, par l'établissement de la Banque Centrale Européenne, et de l'Euro en tant que monnaie unique de l'UE, le rôle formel de l'UE et de ses institutions dans les affaires monétaires s'est accru.
- l'Europe est bien représentée (et certains diront même un peu trop) au sein de plusieurs associations politiques, économiques, et techniques internationales. Deux des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (l'Organisation des Nations Unies) sont européens, et l'Allemagne est le principal candidat à un siège permanent additionnel. Les Etats européens forment une majorité dans le G-7,

⁵² Robert Kagan, "Power and Paradise", *op.cit.*, p.53

⁵³ John Von Quadenaren, *op.cit.*, p.124-125

⁵⁴ C'est une organisation internationale établie par la Colombie, le Mexique, le Venezuela en septembre de 1990 pour le but de coordination de politique.

⁵⁵ C'est aussi connu comme le Club de Paris; inclut les membres les plus riches du FMI qui fournissent la plupart de l'argent à être prêté et l'acte. Il est établi en octobre de 1962. Son but est de coordonner la politique de crédit. Les Etats membres sont la Belgique, le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, la Suède, la Suisse, le Royaume-Uni, les Etats-Unis et non déclarent que les participants sont BIS, l'UE, le FMI et OECD.

l'OCDE⁵⁶, le G-10, le G-24⁵⁷, et autres associations importantes. À l'Assemblée générale de l'ONU, une position unifiée de l'UE crée un bloc automatique de trente à quarante voix. L'autorité européenne croissante dans des organismes internationaux s'est manifestée lors de récents conflits américano-européens concernant les conduites à adopter. Les Etats-Unis ont dû se plier ou du moins accepter un compromis face à la position européenne.

- L'UE et ses Etats membres représentent 53 % de l'aide au développement, une part qui, selon les pronostics, augmenterait au fur et à mesure que celle des Etats-Unis diminuerait. La contribution régulière européenne aux budgets de l'ONU et le maintien de la paix (peacekeeping) augmente face à celle des Etats-Unis, de même que son influence politique. Cette influence augmente en fonction de la bonne volonté et de la capacité d'un pays à payer.

Cependant, à défaut de connaître un progrès économique considérable et l'émergence d'une superpuissance européenne, les années 90 ont connu le déclin de l'Europe dans certains domaines. Le conflit balkanique au début de la décennie a démontré l'incapacité militaire européenne et son désordre politique; à la fin de la décennie, le conflit du Kosovo⁵⁸ a révélé les lacunes transatlantiques en matière de technologie militaire. En dehors des frontières de l'Europe, la disparité à la fin des années 90 était d'autant plus évidente que celle de l'incapacité des puissances européennes, individuellement ou collectivement, à envoyer et faire respecter une force décisive dans les régions de conflit. Les Européens auraient pu fournir des forces pour rétablir la paix dans les Balkans mais les moyens de maintenir et de soutenir cette force de combat dans un territoire potentiellement hostile, même en Europe, leur ont manqué.

⁵⁶ L'organisation pour la Coopération Économique et le Développement (OECD) est établie le 14 décembre 1960. Il est composé de 30 membres, à savoir, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la République tchèque, le Danemark, la Finlande, la France, l'Allemagne, la Grèce, la Hongrie, l'Islande, l'Irlande, l'Italie, le Japon, la Corée du Sud, le Luxembourg, le Mexique, les Pays-Bas, NZ, la Norvège, la Pologne, le Portugal, la Slovaquie, l'Espagne, la Suède, la Suisse, la Turquie, le Royaume-Uni, les Etats-Unis. Et son but est de promouvoir la coopération économique et le développement.

⁵⁷ Le groupe de G-24 est établi le 1 août 1989 pour le but de promouvoir les intérêts de pays en développement en Afrique, Asie et Amérique latine dans le FMI. Ses Etats membres sont l'Algérie, l'Argentine, le Brésil, la Colombie, la République démocratique du Congo, la Côte-d'Ivoire d'Ivoire, l'Egypte, l'Éthiopie, le Gabon, le Ghana, le Guatemala, l'Inde, l'Iran, le Liban, le Mexique, le Nigeria, le Pakistan, le Pérou, le Philippines, l'Afrique du Sud, le Sri Lanka, la Syrie, Trinité et Tobago, le Venezuela.

⁵⁸ Depuis la constitution 1974, Kosovo était une de 8 parti constituant de la Yougoslavie. Même s'il avait certains droits d'autonomie, formellement, il était une province de la République de la Serbie. En 1989, après Milosevic a enlevé les droits de l'autonomie de Kosovo, Kosovars ont déclaré leur indépendance et l'armée Yougoslave a intervenu pour garder leur intégrité territoriale.

Dans le meilleur des cas, le rôle européen s'est limité au maintien de la paix après l'intervention, en grande partie exclusive dans les phases décisives d'intervention et dans celle de stabilisation de la situation, des Etats-Unis. Comme certains Européens l'ont fait remarquer, la vraie division de travail repose sur le fait que les Etats-Unis "dînent" et les Européens "font la vaisselle."⁵⁹

Les Européens concentrent leur attention sur des dangers tels que les conflits ethniques, l'immigration clandestine, le crime organisé, la pauvreté et la dégradation de l'environnement. Toutefois, la différence essentielle est moins une affaire de culture et de philosophie que de moyens. Les Européens se préoccupent surtout des problèmes qui peuvent être résolus par un engagement politique et par des investissements massifs. En d'autres termes, les Européens se concentrent sur les dangers pour lesquels ils peuvent déployer leurs points forts mais pas sur les menaces pour lesquelles, en raison de leur faiblesse, toute tentative de règlement est incertaine.⁶⁰

L'interprétation européenne montre que le compromis et la réconciliation sont possibles après des siècles de préjugés, de guerres et de souffrance. La transmission du miracle européen au reste du monde est devenu la nouvelle *mission civilisatrice* du vieux continent. De même que les Américains persuadés d'avoir découvert le secret du bonheur, ont voulu l'exporter au reste du monde ; les Européens se voient aujourd'hui investis d'une nouvelle mission née de leur propre découverte de la paix éternelle.⁶¹ Les qualités principales qui composent la culture stratégique européenne sont basées sur la négociation, la diplomatie, et les liens commerciaux, sur le droit international qu'ils mettent au-dessus de l'utilisation de la force, sur la coercition à la place de la séduction, sur le multilatéralisme à la place de l'unilatéralisme.⁶² La faiblesse relative de l'Europe a engendré, comme il se doit, un très vif désir de bâtir un monde où le pouvoir militaire et la manière forte importent moins que le pouvoir économique et la manière « douce », un ordre mondial où le droit international et les institutions internationales importent plus que le pouvoir de tel ou tel pays, où l'action unilatéral par des Etats puissants est proscrite, où toutes les nations, quelque

⁵⁹ Robert Kagan, "Power and Paradise", *op.cit.*, p.22

⁶⁰ Robert Kagan, "La Puissance et la Faiblesse", *op.cit.*, p.32

⁶¹ *Ibid.*, p.98

⁶² Robert Kagan, "Power and Paradise", *op.cit.*, p.55

soit leur force, ont les mêmes droits et bénéficient de la même protection garantie par des règles de conduite internationales approuvées par tous.⁶³

En conclusion, alors que l'horizon économique et commercial de l'Europe est de plus en plus global, ses perspectives stratégiques demeurent régionales. Deux raisons peuvent être apportées pour expliquer cela. D'abord, en dépit du progrès vers une politique commune étrangère et de sécurité, l'Europe continue à manquer d'un profil unifié et ne parle pas d'une voix unique sur la scène internationale. En second lieu, et c'est peut-être le point le plus important, l'Europe comme collectivité a souvent une orientation interne et non externe.⁶⁴

CHAPITRE 2- L'EUROPE ET LES ETATS-UNIS: VISION DU MONDE, VISION DE L'AUTRE

Les relations transatlantiques se sont dans la dernière décennie concentrées sur la redéfinition de l'alliance des Etats-Unis et de l'Europe dans le monde après la Guerre Froide. Ces relations des deux côtés de l'Atlantique se regroupent dans un réseau dense de liens multilatéraux, comprenant des réunions annuelles du groupe des huit nations industrialisées, des consultations semi annuelles entre les hauts dirigeants, et l'adhésion commune à l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE). L'organisation centrale des relations transatlantiques militaires, l'OTAN, réalise des sommets, des réunions fréquentes des Ministres des Affaires Etrangères et de la Défense, et de régulières consultations entre les délégations nationales permanentes basées à Bruxelles.⁶⁵

En général, ce dialogue multilatéral fonctionne bien, cela à cause de l'intérêt mutuel de tous les participants au maintien du libre échange des marchandises, des services et de l'information. Cependant, pour ce qui est du développement en matière de coopération transatlantique, le dialogue ne fonctionne pas bien.⁶⁶ Quand nous regardons leurs visions du monde et les visions mutuelles de l'autre en tant qu'entité,

⁶³ Robert Kagan, "La Puissance et la Faiblesse", *op.cit.*, p.61

⁶⁴ Ronald D. Asmus, "Double Enlargement: Redefining the Atlantic partnership after the Cold War", *op.cit.*, p:40

⁶⁵ Wallace, *op.cit.*, p.17

⁶⁶ *Ibid.* p.17

on peut clairement repérer les domaines de divergences, bien que les deux parties partagent la plupart du temps les même valeurs.

A- Vision du monde

Derrière des visions du monde élaborées par les Etats-Unis et par l'Union Européenne, on retrouve les deux questions constitutives classiques de tout concept stratégique : la première porte sur le niveau de menaces, la seconde sur les moyens d'y faire face. Les Américains perçoivent le monde de manière plus dangereuse, les Européens insistent sur son caractère plus complexe. Sur la force et le droit, les divergences sont plus prononcées.

Les attentats du 11 septembre ont amené l'administration de George W. Bush à développer un paradigme stratégique désormais dominant sur l'agenda international : le terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive, la dictature des Etats voyous, qui portent un coup mortel au système international et à la sécurité des démocraties. Chacun des trois arguments – prolifération, terrorisme, dictature – a été indifféremment utilisé pour justifier l'intervention militaire contre le régime de Saddam Hussein. Face à la vulnérabilité nouvelle des démocraties devant ce paradigme potentiellement dévastateur, les Etats-Unis, en tant que nation et en tant que *leader* du monde libre ont donc entrepris une révision radicale de leur stratégie, de leur appareil de défense et de leur politique d'alliances. L'Amérique est désormais en guerre indéfinie contre le terrorisme, au nom d'une défense tous azimuts de la démocratie. Deux concepts ont servi de base à cette révolution stratégique : les *frappes préventive* et le *changement de régime*.⁶⁷

Du côté européen, nul ne conteste que le terrorisme international, la prolifération des armes de destruction massive et leur possible conjonction sous la forme d'un terrorisme nucléaire ou chimique constituent une menace contre la sécurité des citoyens et des intérêts européens. La stratégie de sécurité de l'Union – « Une Europe sûre dans un monde meilleur » – présentée par Javier Solana et approuvée par le Conseil européen de Bruxelles en décembre 2003, est très explicite à cet égard : « la prolifération des armes de destruction massive constitue potentiellement la menace la

⁶⁷ Nicole Gnesotto, "EU and US: Visions of the World", in Gustav Lindstrom (ed), *Shift or Rift: Assessing US-EU Relations after Iraq*, Paris, Institute for Security Studies, Transatlantic Book 2003, p.24

plus importante pour notre sécurité [...] Le scénario le plus effrayant est celui où l'on verrait des groupes terroristes acquérir des armes de destruction massive. »⁶⁸

Cette convergence euro-américaine dans l'analyse de la menace s'accompagne toutefois de plusieurs réserves. Malgré le consensus sur la nouvelle menace, l'appréciation européenne se distingue sur plusieurs aspects. D'une part, le terrorisme international et les risques de prolifération nucléaire n'annulent pas pour l'Union les risques plus traditionnels d'instabilité régionale ou de catastrophe humanitaire qui avaient placé, en 1999, l'ex-Yougoslavie au premier rang des priorités.

L'Union y superpose, tout comme le crime organisé, la multiplication des Etats en faillite et elle est contre une série d'actions ou d'interventions purement militaires. La vision européenne, les atrocités d'une mondialisation mal régulée constituent autant de défis que les menaces directement militaires : « Quarante-cinq millions de personnes meurent chaque année de faim et de malnutrition [...]. Depuis 1990, les guerres ont coûté la vie à près de quatre millions de personnes dont 90% de civils. »⁶⁹

D'autre part, la vision européenne ne sépare pas le terrorisme et la prolifération de leur enracinement politico-économique, ni des conflits régionaux dans lesquels ils peuvent trouver des raisons d'être et de prospérer : l'accroissement des différentiels entre riches et pauvres, l'enlisement des conflits et l'absence de perspectives politiques, au Moyen-Orient notamment, la mauvaise gouvernance dans une majorité de pays du Sud constituent autant de facteurs pervers que les Européens estiment aussi urgent de traiter.⁷⁰

Enfin, si les Européens identifient les mêmes types de menaces que les Etats-Unis, ils restent dans leur ensemble beaucoup moins idéologiques dans leur appréhension de cette nouvelle donne stratégique : la notion d'*Etats voyous* est tout simplement absente de la réflexion européenne, beaucoup plus axée sur les risques que représentent les *Etats faillis* et les Etats victimes de mauvaise gouvernance. Sur un

⁶⁸ *Ibid.*

⁶⁹ Javier Solana, *A Secure Europe in a Better World*, Document Presented to the European Council, Thessaloniki, 20 June 2003, visité le 15 Mars 2005
www.iss-eu.org/solana/solanae.pdf visité le 22/03/05

⁷⁰ *Ibid.*

plan plus philosophique, les Européens ne partagent pas ce sentiment d'être en guerre totale et ouverte contre un ennemi symbolisant le plus grand Mal de l'histoire universelle. La mémoire historique des Européens situe plutôt le Mal dans le passé : « L'Europe n'a jamais été aussi prospère, aussi sûre, ni aussi libre. La violence de la première moitié du XX^e siècle a cédé la place à une période de paix et de stabilité sans précédent dans l'histoire européenne. »⁷¹

Au lendemain du 11 septembre, les Etats-Unis sont en état de légitime défense, conformément à l'article 51 de la Charte des Nations Unies et au nom de l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord. De même, l'attaque contre le régime des Talibans en Afghanistan a été approuvée à l'unanimité par la communauté internationale (Résolutions 1373 et 1378), permettant d'ailleurs à l'ONU d'élargir la notion de légitime défense en réponse aux agissements d'Etats directement complices d'attentats terroristes. Le débat ne commence qu'à partir du moment où la légitime défense invoquée par les Etats-Unis cesse d'être un droit circonstanciel, lié à un événement particulier, pour devenir un droit permanent.⁷²

Les Etats-Unis considèrent eux-mêmes, selon la formule de Pierre Hassner, une sorte « d'état d'exception permanent » à l'égard des règles traditionnelles du jeu international.⁷³ « Nous avons été attaqués. Nous n'avons besoin d'aucune résolution des Nations Unies pour cette affaire d'autodéfense », déclarait déjà Paul Wolfowitz, en février 2002.⁷⁴ L'Amérique lance la guerre contre le terrorisme entre le Bien et Le Mal. Parce qu'elle est une *puissance du bien*, l'Amérique ne peut avoir tort. Tous ceux qui ne soutiennent pas l'Amérique sont complices du Mal. Le président Bush a expliqué son point de vue sur la guerre contre le terrorisme dans le document intitulé *The National Security Strategy of the USA*⁷⁵, publié en 2002, « Nous n'hésiterons pas à agir seuls, si nécessaire, pour exercer notre droit de légitime défense par une action

⁷¹ *Ibid.*

⁷² *Ibid.*

⁷³ Pierre Hassner, « Vers l'état d'exception permanent ? », *Le Monde*, 24 juin 2003, p. 1

⁷⁴ Laurent Zecchini, « Etats-Unis et Europe : le grand écart des budgets de défense », *Le Monde*, 6 février 2002.

http://www.lemonde.fr/cgi-bin/ACHATS/acheter.cgi?offre=ARCHIVES&type_item=ART_ARCH_30_J&objet_id=740348 visité le 02/01/2005

⁷⁵ La nouvelle doctrine stratégique de l'Amérique, dévoilée en septembre 2002 contenait des innovations pouvant créer un fossé entre les Etats-Unis et ses alliés. C'était une question de guerre 'de préemption', non seulement contre les groupes 'privés', des terroristes non-Etats, mais également contre des états suspectés de les héberger, de les financer, de les armer ou de les aider.

préventive contre les terroristes. »⁷⁶ À ce point, le Secrétaire de la Défense Donald Rumsfeld vaut la peine d'être cité: " C'est la mission qui fait la coalition et non l'inverse." Avec le temps, l'idée que " c'est la mission qui fait la coalition " est venue représenter l'essence de l'unilatéralisme américain.⁷⁷

Rien de plus étranger en effet à la culture collective de l'Union que cet éloge de la force et de l'unilatéralisme dans les relations internationales. Non que les Européens soient à cet égard identiques : tous les genres stratégiques coexistent au sein de l'Union, des plus interventionnistes aux plus abstentionnistes, des plus nationalistes aux plus multilatéralistes, des plus militaristes aux plus pacifistes. Mais la culture stratégique commune des Européens est bien autre chose qu'une sorte de moyenne molle entre les différentes traditions nationales de chacun des Etats membres : elle est surtout le résultat d'une expérience institutionnelle unique, vieille de cinquante ans, faite de compromis permanents, de négociations constantes, et de succès indéniables pour l'Union et pour ses Etats membres. Certes, cette culture européenne du droit, de la norme, du règlement pacifique des différends ne s'applique que depuis peu – et encore marginalement – aux dimensions diplomatique et militaire de la politique des Etats. Mais cette culture est omniprésente et contagieuse et elle conduit à ériger le multilatéralisme mettant en parragon toute bonne gouvernance internationale.⁷⁸

Javier Solana devait ainsi en plaider la cause aux Etats-Unis : « L'attachement des Européens à une approche multilatérale de ces questions est une affaire de conviction, non de malveillance. Notre expérience nous dit que la souveraineté partagée est une souveraineté amplifiée. Pour citer Sir Winston Churchill en déformant ses propos, le multilatéralisme est le plus mauvais gouvernement international, à l'exception de tous les autres qui ont été essayés. »⁷⁹ Même conviction dans la stratégie européenne de sécurité : « Dans un monde où les menaces, les marchés et les médias ont une dimension planétaire, notre sécurité et notre prospérité dépendent de plus en plus de l'existence d'un système multilatéral

⁷⁶ The National Security Strategy of the United States of America, September 2002, The White House, Washington, p. 6

⁷⁷ Erik Jones, *op.cit.*, p.597

⁷⁸ Nicole Gnesotto, *op.cit.*, p.28

⁷⁹ Javier Solana, Une Europe sûre dans un monde meilleur, Conseil Européen Thessaloniki, 20 June 2003, p.10

http://ue.eu.int/ueDocs/cms_Data/docs/pressdata/FR/reports/76256.pdf visité le 22/04/2005

efficace ». Et l'ONU est au cœur de ce système : « les relations internationales ont pour cadre fondamental la Charte des Nations Unies. »⁸⁰

Cette suprématie de la légitimité collective conduit à une interprétation restrictive de l'usage de la force. Peu d'Européens nieraient que le principe d'abolition de la force dans les relations entre Etats représente un progrès radical de la communauté internationale. L'emploi de la force reste collectivement conçu par les Européens, en dehors bien évidemment des cas de légitime défense individuelle et collective, comme un ultime recours dont la légitimité ressort du Conseil de Sécurité des Nations Unies. L'outil militaire n'est ainsi qu'un élément d'une chaîne beaucoup plus vaste d'instruments dont l'usage cumulé est plus adapté à la complexité post-Guerre Froide de l'environnement international : « Contrairement à la menace massive et visible du temps de la Guerre Froide, aucune des nouvelles menaces n'est purement militaire et ne peut être contrée par des moyens purement militaires »⁸¹

Rien d'étonnant donc à ce que l'engagement préventif, à partir de tous les moyens d'action disponibles dans un cadre européen, soit considéré comme la réponse optimale à la stabilisation, très en amont, des zones potentielles de crises : « Un engagement préventif peut permettre d'éviter des problèmes plus graves dans le futur. »⁸²

De là à dire qu'Américains et Européens évoluent sur deux planètes totalement différentes ? La tentation serait grande en effet d'opposer systématiquement les concepts stratégiques élaborés des deux côtés : « frappes préventives » contre « engagement préventif » ; « Etats voyous » contre « déliquescence des Etats » ; primat de la force ou primat du droit ; « changement de régime » contre « bonne gouvernance », intérêt national contre « multilatéralisme efficace » etc. Ce serait toutefois méconnaître les évolutions qui imprègnent également les réflexions américaines et européennes. La stratégie européenne n'ignore pas en effet les profondes dynamiques en cours dans le monde de l'après 11 septembre, s'agissant aussi bien des menaces que des limites du système international actuel : « Si nous voulons que les organisations internationales, les régimes et traités jouent leur rôle face aux menaces qui pèsent contre la paix et la sécurité internationales, nous devons

⁸⁰ *Ibid.*

⁸¹ *Ibid.*

⁸² *Ibid.*

être prêts à agir lorsque leurs règles ne sont pas respectées »⁸³. Du côté des Etats-Unis, ce sont surtout les difficultés rencontrées en Irak depuis l'été 2003 qui commencent à ébranler les certitudes et à ressusciter un débat anesthésié depuis le début de la crise. Mais seule l'Histoire dira quels types de leçons seront à long terme tirées par les Etats-Unis de cette catharsis irakienne.⁸⁴

La question juridique est assez classique : un Etat peut-il recourir à la force pour d'autres cas que ceux prévus par la Charte des Nations Unies, c'est-à-dire la légitime défense individuelle et collective en cas d'agression d'une part, l'autorisation du Conseil de sécurité d'autre part ? Il y a deux écoles de pensées concernant cette question. Ces deux écoles se sont incarnées dans les positions prises respectivement par la France et l'Allemagne d'un côté et qui insistent sur la légalité onusienne, et d'autre part, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis qui ont utilisé la force militaire sans la résolution de l'ONU. Dans ces conditions, l'Union Européenne s'est divisée : la « vieille Europe » était accusée de soutenir les dictatures au nom d'un conservatisme stratégique et la préservation des *statu quo* régionaux l'emportant sur la promotion de la démocratie au Moyen-Orient. La « nouvelle Europe »⁸⁵ était à l'inverse prisée à Washington pour son messianisme révolutionnaire, la défense de la démocratie contre l'incarnation du Mal l'emportant sur des considérations stratégiques.⁸⁶

Pour les partisans de l'intervention militaire, celle-ci était à la fois légale (mise en œuvre de la *Résolution 1441*)⁸⁷ et légitime parce que morale. Pour les opposants, l'intervention militaire était illégale faute de preuves de la menace irakienne et donc faute d'accord au Conseil de Sécurité pour une seconde résolution autorisant le recours à la force. Près d'un an plus tard, il est clair que l'absence d'armes de destruction massive conforte la thèse de l'illégalité de l'intervention, les forces de la coalition ayant d'ailleurs été qualifiées de « puissances occupantes » par la

⁸³ Cité par Nicole Gnesotto, *op.cit.*, p.29-30

⁸⁴ *Ibid.*

⁸⁵ Ceux-ci sont les pays qui sont doublés par Donald Rumsfeld comme "Nouvelle Europe" : la Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Italie et peu de nations de L'Europe de l'Est.

⁸⁶ *Ibid.*, p.31

⁸⁷ Pour le document complet de la Résolution 1441 voir

http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/irak/IMG/pdf/resolution_1441.pdf visité le 04/04/2005

Résolution 1483.⁸⁸ Cependant la moralité de renverser un régime qui a fait des atrocités contre sa propre population durant plus de trente ans, est également discutable.

B- Vision de l'autre

Depuis cinquante ans, concevoir un ordre stratégique sans faire référence à l'Amérique est aussi inconcevable, pour les Européens, que de concevoir l'organisation de leur marché sans faire référence à l'Acte Unique. De même que les Etats-Unis façonnent l'agenda international, de même les Européens se positionnent donc d'abord par rapport à l'Amérique.⁸⁹ Deux visions coexistent dans le discours américain : soit les Européens sont taxés hors du jeu par déficit de capacités et de sérieux militaires, soit ils deviennent potentiellement dangereux par excès d'organisation ou d'ambition politique. Il est vrai que les administrations américaines successives ont toujours maintenu une attitude ambivalente à l'égard de la dimension stratégique de l'Union : soutien sans condition à l'égard d'une augmentation des capacités militaires des pays membres ; conditions très strictes quant à la portée politique de ces efforts européens.⁹⁰

Surtout, la dénonciation de toute autonomie européenne a une dimension idéologique majeure. La fameuse formule « léninienne » du président Bush « soit vous êtes avec nous soit vous êtes contre nous » ne laisse guère de marge en effet à une différenciation des Européens et permet d'assimiler toute différence européenne à une menace ou à une trahison.

Quelques Européens pensent, en revanche, qu'ils peuvent doter leur continent d'une politique étrangère et d'une politique de défense capables de contrebalancer la puissance américaine [...] Les Américains espèrent que cette nouvelle forme d'*unilatéralisme* européen sera rejetée par la majorité des pays qui veulent préserver l'OTAN comme principale organisation de sécurité sur le continent »⁹¹. L'Amérique

⁸⁸ Pour le document complet de la Résolution 1483 voir <http://www.unhchr.ch/Huridocda/Huridoca.nsf/0/4861e4b57a476176c1256d320030e8c5?Opendocument> visité le 04/04/2005

⁸⁹ Nicole Gnesotto, *op.cit.*, p.33

⁹⁰ Ibid

⁹¹ Nicholas R. Burns, *The New NATO: Healing the Rift* Remarks to the Konrad Adenauer Foundation Brussels, Belgium May 27, 2003. <http://www.state.gov/p/eur/rls/rm/2003/21241.htm> visité le 18/06/2005

attend des Européens qu'ils lui fournissent des moyens d'action et de soutien. Elle a besoin de capacités, non de politique.

On constate cette tendance dans l'administration George W. Bush. Elle joue systématiquement sur la marginalisation de l'Union au profit des relations bilatérales, l'émiettement des nations plutôt que leur unité, les coalitions de circonstance plutôt que les alliances en bonne et due forme. Rarement administration n'aura à ce point misé sur un maillage de relations bilatérales avec chacun des pays européens.⁹²

Selon le chroniqueur William Pfaff, la politique de leadership d'une grande partie de l'Europe reconnaît que la politique américaine s'oppose à une politique indépendante de sécurité et on dit qu'elle est en train de détruire ou disperser l'UE. De la même manière, Javier Solana a déclaré cette nouvelle tendance américaine : « Dans un partenariat, nous ne pouvons ignorer nos partenaires. Les voix différentes ne doivent pas être rejetées et punies, mais entendues et respectées [...] La désagrégation de l'Europe ne serait pas dans l'intérêt des Etats-Unis. »⁹³

D'un autre point de vue, selon John Hulsman, de l'*Heritage Foundation*⁹⁴, « l'Amérique doit prendre note des désaccords intra-européens afin de les exploiter. Seule une Europe qui s'élargit au lieu de s'approfondir, une Europe à la carte, où les efforts vers une plus grande centralisation et une plus grande homogénéisation sont maintenus au minimum, répondrait à la fois aux intérêts des Etats-Unis et à ceux des citoyens des pays du continent »⁹⁵ Et nul autre sujet que la Cour Pénale Internationale n'illustre mieux cette stratégie américaine de contournement de l'Union au profit de pressions bilatérales sur chacun des alliés européens.

Selon certaines élites européennes, les Etats-Unis craignent une Europe plus forte et s'opposent à ses efforts d'intégration économique, politique, et militaire. Par exemple, l'ancien Président Français Valéry Giscard d'Estaing et l'ancien Chancelier Ouest-allemand Helmut Schmidt ont réclamé que Washington soutienne l'élargissement de l'UE seulement parce que plus l'Union s'élargit, plus elle perd de son efficacité, d'où l'UE devient désormais une menace impuissante face aux Etats-

⁹² Nicole Gnesotto, *op.cit.*, p.36

⁹³ Javier Solana, **Une Europe sûre dans un monde meilleur**, Conseil Européenne Thessaloniki, 20 June 2003, p.10

http://ue.eu.int/ueDocs/cms_Data/docs/pressdata/FR/reports/76256.pdf visité le 22/04/05

⁹⁴ *Think tank* néoconservateur aux Etats-Unis.

⁹⁵ John Hulsman, « Comment empêcher l'Europe de nuire », *Courrier international*, 6-12 Mars 2003

Unis. En fait, les leaders américains des deux partis politiques ont loyalement préconisé une plus large et plus profonde Europe, de George H. W. Bush, qui a aidé la réunification allemande, à Bill Clinton, qui a reçu le prix prestigieux de Charlemagne pour ses efforts en vue de l'unité européenne. Les leaders de la politique étrangère américaine croient que la perspective de joindre l'UE, l'OTAN, et d'autres organismes multilatéraux a encouragé tous les pays européens à régler des conflits au-déla des frontières et sur les minorités ethniques et à approfondir leur engagement à la démocratie et aux marchés libres.

Pour cette raison, d'un point de vue américain, la manière dont l'Europe poursuit l'intégration (par exemple, par la fédération ou la coopération renforcée) est un choix que doivent faire les Européens; mais la plupart des dirigeants américains soutiennent la pleine réalisation d'une Europe unie, dans l'espoir de faire de l'Europe un allié plus fort pour l'Amérique.⁹⁶

Pendant la crise irakienne en 2002 et 2003, deux fossés sont clairement apparus au sein de l'ensemble européen. La première ligne de clivage a séparé « la rue européenne » de la majorité de ses dirigeants.⁹⁷ Les sondages d'opinion montrent une érosion brutale de l'image des Etats-Unis en Europe. En Grande-Bretagne, les perceptions favorables sont passées de 75 à 48% de 70 à 34 % en Italie, et ils ne sont plus que 14% en Espagne à définir positivement la politique américaine entre mai 2002 et mai 2003.⁹⁸ Quant le sondage du *German Marshall Fund*, il confirme, six mois après l'entrée en guerre, l'aggravation de ce fossé: seulement 45% des Européens souhaitent un leadership américain dans les affaires internationales, contre 64% en 2002. 78% des Européens considèrent l'unilatéralisme américain comme une menace. Et 71% souhaitent que l'Union devienne une superpuissance mondiale.⁹⁹

La seconde ligne de clivage a opposé les gouvernements, balayant les distinctions traditionnelles entre anciens et futurs membres, grands et petits, nationalistes et fédéralistes, au profit d'un réalignement des Etats sur le seul facteur américain. D'un

⁹⁶ Antony Blinken, "The False Crisis Over the Atlantic", *Foreign Affairs*, May/June 2001, p.44

⁹⁷ Nicole Gnesotto, *op.cit.*, p.38

⁹⁸ **International Sondage**, The PEW Research Center for the People and the Press, publié le 29 mai 2003, p.18

<http://people-press.org/reports/pdf/185.pdf> visité le 19/03/2005

⁹⁹ **Transatlantic Trends 2003**, the German Marshall Fund, 4 Septembre 2003, p.6

[http://www.transatlantictrends.org/apps/gmf/ttweb.nsf/0/A550833A2BCEE6CE85256D96007F118B/\\$file/Transatlantic+Trends+Final+Report.pdf](http://www.transatlantictrends.org/apps/gmf/ttweb.nsf/0/A550833A2BCEE6CE85256D96007F118B/$file/Transatlantic+Trends+Final+Report.pdf) visité le 07/06/2005

côté, des pays pour lesquels les Etats-Unis sont le seul critère déterminant de tout système international, et donc du système européen lui-même. Se retrouvent dans ce groupe aussi bien des « convaincus » que des « pragmatiques », autrement dit des gouvernements qui partagent sincèrement la nouvelle analyse du monde proposée par les Etats-Unis, et des gouvernements parfois plus sceptiques sur les décisions américaines, mais convaincus qu'ils n'ont pas d'autre choix que de les soutenir.¹⁰⁰ De l'autre côté, se rangent des pays qui considèrent que les Etats-Unis sont sans aucun doute un critère déterminant du système international, mais qu'il existe aussi d'autres critères importants, telles la construction européenne, la gouvernance multilatérale, la stabilité du Moyen-Orient, etc.¹⁰¹ Pour ce groupe de pays, l'affirmation d'une différence avec Washington n'est pas l'objectif, mais, lorsque la différence existe, elle doit être exprimée et assumée.¹⁰²

En définitive, l'Amérique, après avoir joué pendant un demi-siècle la réconciliation des Européens, a pu devenir, en quelques semaines, le principal facteur de division en Europe. Autrement dit, un certain nombre de pays européens sont brutalement sortis, via la crise irakienne, du paradigme de la Guerre Froide qui faisait de l'Amérique le protecteur absolu de l'Europe et l'égalisateur ultime des ambitions européennes. D'autres pays en revanche, et en particulier les nouveaux membres de l'Union européenne, ont un intérêt fondamental à conserver intact ce paradigme. Quant aux Etats-Unis, ils contestent ou valorisent leur fonction atlantique selon les cas et selon leurs besoins, se montrant très désinvoltes sur la fonction « collective » de l'Alliance militaire et simultanément inflexibles sur le primat de leur leadership politique en Europe.¹⁰³

CHAPITRE 3- LES SOURCES DES DIVERSES PERSPECTIVES STRATEGIQUES DES ALLIES

Au début, il est crucialement important de souligner que les Etats-Unis et l'Europe se comportent de manières différentes face à la puissance, la force militaire, et la souveraineté. Beaucoup de raisons expliquent les divergences d'attitudes américaines

¹⁰⁰ Comme nous avons déjà mentionnée, ceux-ci sont les pays qui sont doublés par Donald Rumsfeld comme "Nouvel Europe" : la Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Italie et peu de nations de L'Europe de l'Est

¹⁰¹ These are the countries of European camp led by France and Germany (Rumsfeld's "Old Europe")

¹⁰² Nicole Gnesotto, *op.cit.*, p.38-39

¹⁰³ *Ibid.*, p.42

et européennes face à la puissance, la souveraineté, et pourquoi ces différences semblent particulièrement visibles aujourd'hui. « La marge de puissance » identifiée par Kagan est certainement un facteur important. Il ne fait aucun doute qu'un pays avec les ressources technologiques, militaires, et diplomatiques des Etats-Unis a tendance à essayer de résoudre des problèmes – comme les menaces de missile, les crises Balkaniques ou les Etats voyous- tandis que les pays avec peu de ces ressources ont plutôt tendance à "les contrôler".¹⁰⁴ Cependant les causes profondes de ces différentes perspectives stratégiques ne peuvent pas seulement être expliquées par le terme du « la marge du puissance ». Cette affaire est si controversée qu'il faudrait analyser les deux côtés de l'Atlantique à travers les trois dimensions principales du problème : militaire, politique, et économique. C'est seulement de cette manière que nous pourrions évaluer exactement l'état actuel des relations transatlantiques.

A- Dimension politique

Comme nous l'avons déjà mentionné, le terme « Europe » est délibérément imprécis et cela dans le but de montrer qu'il n'existe aucune entité politique en Europe, comme les "Etats-Unis d'Europe", qui fonctionnent en tant qu'acteur international qui pourrait négocier une association transatlantique. L'UE n'est pas loin de le devenir, mais sa capacité de parler et d'agir au nom de l'"Europe" est limitée par sa propre division dans ses composantes supranationales et intergouvernementales (avec les Etats membres maintenant la souveraineté et liberté d'action dans le dernier) et par son inachèvement.¹⁰⁵

Si on considère tous ces facteurs on peut clairement voir que l'Europe n'a pas le poids suffisant en tant qu'acteur politique mondial. Deux raisons peuvent être avancées. D'abord, en dépit des avancées en matière de politique étrangère et de sécurité commune, l'Europe continue d'être désunie et ne s'exprime pas d'une seule et même voix sur la scène internationale. En Europe, le fait que la législation soit imposante et puissante, masque la faiblesse d'exécution. La représentation indélogeable de petits Etats européens à Bruxelles, l'élaboration de la politique (policymaking) constitue un obstacle à la politique étrangère européenne. Par exemple, le gouvernement grec a bloqué la reconnaissance du Macédoine pendant plus d'une année; les Danois

¹⁰⁴ Philip H. Gordon, *op.cit.*, p.74

¹⁰⁵ John Van Quadenaren, *op.cit.*, p.105

formulent des objections répétées au sujet du statut juridique de la diplomatie internationale de l'UE.¹⁰⁶

Particulièrement, la guerre d'Irak nous montre la division politique au sein de l'Union Européenne plus clairement. Les pays de l'Union Européenne n'ont pas pu déterminer une stratégie commune pendant la Guerre d'Irak. On peut catégoriser les pays principaux de l'Union européenne en trois groupes selon leur attitude pendant la guerre contre l'Irak. 1) Camp américain : la Grande Bretagne, l'Espagne, le Portugal, le Danemark, l'Italie, la République tchèque, la Pologne, la Hongrie. Ces pays ont soutenu et ont contribué à la guerre des Etats-Unis contre l'Irak. 2) *la Vieille Europe* : la France, l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg, la Grèce. Ces pays étaient contre la guerre d'Irak et ont exploré jusqu'au bout les voies pacifiques. 3) les pays neutres : la Finlande, l'Autriche, la Suède, l'Irlande.

Les chefs d'Etat et de gouvernement de huit pays européens (Royaume-Uni, Espagne, Italie, Danemark, Portugal, Pologne, Hongrie et République tchèque), membres de l'Union Européenne et tous membres de l'Alliance atlantique, ont pris position en faveur de l'union et de la cohésion avec la politique américaine, en se démarquant des réserves exprimées à Berlin et à Paris. A la fin janvier, les dirigeants de pays soutenant les Etats-Unis ont signé une lettre commune exprimant ce soutien, avec l'initiative de José Maria Aznar et Tony Blair publiée par *The Wall Street Journal*¹⁰⁷ Cette situation a entraîné la déclaration du Secrétaire américain à la Défense Donald Rumsfeld sur une division entre la «Vieille Europe» représentée par la France et l'Allemagne, et la «Nouvelle Europe», rassemblant les pays reconnaissants de l'Europe de l'Est. L'appel à l'unité transatlantique contre l'Irak de Saddam Hussein et contre le terrorisme a été publié le 30 janvier dans une douzaine de journaux de divers pays d'Europe. Signé par sept chefs de gouvernement et un chef d'Etat européen, cet "*Appel des huit*"¹⁰⁸ prend le contre-pied d'un antiaméricanisme désormais commun sur le Vieux Continent.

¹⁰⁶ William Wallace, *op.cit.*, p.30

¹⁰⁷ <http://www.nato.int/docu/review/2003/issue2/french/art1.html> visité le 12/02/05

¹⁰⁸ Les signataires de « l'appel de huit » étaient Tony Blair (Royaume-Uni), José Maria Aznar (Espagne), Silvio Berlusconi (Italie), José Manuel Durão Barroso (Portugal), Anders Fogh Rasmussen (Danemark), Leszek Miller (Pologne), Peter Medgyessy (Hongrie) et Vaclav Havel (Président de la République tchèque). L'appel à l'unité transatlantique contre l'Irak de Saddam Hussein et contre le terrorisme publié le 30 janvier dans une douzaine de journaux de divers pays d'Europe.

En second point, et c'est peut-être là le point le plus important car le plus difficile à articuler, l'Europe en tant qu'entité collective a souvent une orientation centripète et manque de d'instinct externe de "grande puissance", qui caractérise l'approche des Américains (et aussi celle des Britanniques et des Français) en matière de politique étrangère. Cette situation n'étonne guère et cela en raison des expériences précédentes de l'Allemagne avec sa Weltpolitik qui ont été désastreuses, et du globalisme français et britannique qui était lié aux empires qui n'existent plus.¹⁰⁹

Troisièmement, les membres de l'Union Européenne ont des préférences et des priorités politiques différentes. Par exemple, alors que l'Allemagne souligne l'importance qu'elle porte à Europe de l'Est et l'Europe centrale, les priorités de la politique étrangère de la France et de l'Espagne se portent sur le sud de l'Europe et en particulier sur le bassin méditerranéen. On peut donner plusieurs exemples pour les autres états membres et pour les autres régions comme les orientations atlantiques du royaume uni et de plusieurs petits pays.¹¹⁰

En conséquence, en prenant en considération les relations transatlantiques, il est très important de ne pas oublier ce que cela implique d'avoir un système centralisé et fédéral d'un côté de l'Atlantique et un ensemble coordonnée de gouvernements nationaux de l'autre.

B- Dimension militaire

Ayant différentes perceptions, concepts, objectifs et une géographie différente, l'Europe dépense moins d'argent que l'Amérique sur la défense et elle a des priorités budgétaires différentes. Pendant les années de Guerre Froide, les Européens ont compté sur l'appui décisif des Américains pour approvisionner leur défense collective en essence, leur laissant ainsi la commande, le contrôle principal et les possibilités stratégiques, tandis qu'eux fournissaient la main d'oeuvre et les capitaux devenus aujourd'hui peu utiles.¹¹¹ Dans les années 1980, Joseph Joffe a qualifié la présence militaire des États-Unis sur le continent de « pacificateur » de l'Europe.¹¹²

¹⁰⁹ John Van Quadenaren, *op. cit.*, p.126

¹¹⁰ *Ibid.*, p.127

¹¹¹ Antonio Missoroli, "Mind the Gaps Across the Atlantic and the Union" in Gustav Linstrom (ed.), "Shift or Rift: Assesinng US-EU relations after Iraq", Paris, European Union Institute for Secuity Studies, Transatlantic Books, 2003, p.78

¹¹² Josef Joffe, "Europe's American Pacifier", *Foreign Policy*, No:54, Spring 1984, p.81

Il a argumenté en disant qu'aussi longtemps que présence militaire des Etats Unis en Europe persistait, les Européens n'entreprendraient jamais un réel effort en matière de défense européenne. L'Europe pourra grandir en termes de sécurité, de défense et de pouvoir de contrôle de sa propre sécurité, seulement une fois ce pacificateur parti.

Plutôt que de considérer l'effondrement de l'Union soviétique comme une occasion d'étendre l'influence stratégique du continent, les Européens y virent l'occasion rêvée de tirer profit de la paix.¹¹³ Pour l'Europe, la chute de l'Union soviétique ne fut pas la simple élimination d'un adversaire stratégique: d'une certaine manière elle supprima le besoin de toute géopolitique. Ainsi, même si l'on parlait de faire l'Europe une superpuissance mondiale, les budget de défense moyenne des pays de la région tombèrent progressivement à moins de 2% du PIB et, tout au long des années 1990, le potentiel militaire européen diminua régulièrement par rapport à celui des Etats-Unis. D'ailleurs, le conflit balkanique au début de la décennie a mis en évidence l'incapacité militaire européenne et son incohérence politique.¹¹⁴

A partir de la fin de la Guerre Froide, les Américains ont su profiter de la paix, c'est-à-dire que ils ont baissé leur budget de la défense tout en gardent une base (3% PIB). Au contraire l'Union Européenne, au lieu de profiter de cette occasion en modifiant et évoluant leur puissance militaire, l'a totalement ignorée. Entre-temps, le simple effondrement de l'Empire soviétique a augmenté dans des proportions considérables la puissance américaine sur le reste du monde. L'imposant arsenal militaire qui jadis suffisait à peine à contre balancer le potentiel soviétique était à présent déployé dans un monde où il n'y avait plus un seul adversaire redoutable. La conséquence de cette "unipolarité" était tout à fait naturelle et prévisible. Une fois le frein que constituait la puissance soviétique supprimé, le pays était libre d'intervenir où il voulait et quand il voulait, comme l'a montré la multiplication des interventions militaires à l'étranger qui débuta durant la première administration Bush avec l'invasion du Panama en 1989, la guerre du Golfe en 1991 et l'intervention humanitaire en Somalie en 1992, et se poursuivit, sous Clinton, avec les interventions en Haïti, en Bosnie et au Kosovo. Grâce aux nouvelles technologies le pays fut aussi plus libre d'utiliser la force à travers le monde de manière plus limitée avec des frappes aériennes et des tirs de missiles, ce qu'il fit avec une fréquence accrue. Ainsi, la fin

¹¹³ Antonio Missoroli, *op.cit.*, p.78

¹¹⁴ Robert Kagan, *op.cit.*, p.42

de la Guerre Froide eut pour effet de creuser le fossé déjà large entre la puissance de l'Amérique et celle du vieux continent.¹¹⁵

Pour simplement comprendre en quoi les Etats-Unis sont actuellement supérieurs, on doit analyser chacune des composantes de la puissance américaine. Dans le domaine militaire, les Etats-Unis ont dépensé plus sur la défense en 2003 que les 15-20 grand pays suivants combinés. Les Etats-Unis ont la supériorité nucléaire, l'Armée de l'Air la plus puissante au monde, la seule véritable marine, et des possibilités uniques pour déployer sa puissance sur tout le globe. Et son avantage militaire est bien plus évident d'un point de vue qualitatif que quantitatif Les Etats-Unis mènent le monde en utilisant les applications militaires des communications et de la technologie avancées de l'information. Ils ont démontré leur supériorité également sur le champ de bataille et en détruisant des cibles de loin avec une précision extraordinaire. Etant donné l'investissement massif sur la recherche et le développement militaires (R&D), Washington ne rend pas facile pour d'autres d'avancer sur ce en quoi les Etats-Unis dépensent trois fois que les six puissances suivantes combinées. Vu sous un autre angle, les Etats-Unis dépensent actuellement plus dans le domaine de la recherche et du développement que l'Allemagne ou le Royaume Uni ne dépense pour leur défense au total.¹¹⁶ Aucun Etat dans l'histoire moderne de la politique internationale n'a réussi à rivaliser avec la suprématie militaire que ces chiffres suggèrent. Et les Etats-Unis achètent cette suprématie avec approximativement seulement 3,5 % de son PIB.¹¹⁷

Il n'est pas question ici de détailler l'arsenal dont les Etats-Unis disposent. Au début, on peut rappeler que cinq flottes sont prêtes à défendre les intérêts américains sur les différents océans et mers : la 2^e Flotte dans l'Atlantique, la 3^e Flotte dans la pacifique, la 5^e Flotte dans l'océan Indien, le golfe Persique et la mer Rouge, la 6^e Flotte en Méditerranée et la 7^e Flotte dans la Pacifique Ouest, tandis que l'Europe n'est présente nulle part sur le plan naval. D'autre part, les forces armées américaines disposent de 64 satellites de reconnaissances, alors que les Européens en ont 5. Les Américains disposent de huit gros avions porteurs stratégiques qui leur permettent de transporter des soldats et du matériel lourd sur des grandes distances, tandis que les

¹¹⁵ *Ibid*, p:44-45

¹¹⁶ Stephen G. Brooks and William C. Wohlforth, *op.cit.*, p.21-22

¹¹⁷ Richard Medley, "Europe's Next Big Idea", *Foreign Affairs*, no:5, September/October 1999, p.20

Européens n'ont aucun système équivalent.¹¹⁸ Aucun Etat dans l'histoire moderne de la politique internationale n'est venu aussi près de la prédominance militaire que ces nombres suggèrent.¹¹⁹

Une discussion se concentrant uniquement sur les efforts budgétaires européens en matière de sécurité ou de défense est trop limitée et est, surtout, insatisfaisante pour nous permettre d'aborder les vrais besoins et les lacunes dans la gestion de la crise de l'UE.

Malgré le fait que les économies européenne et américaine soient à peu près de même taille, aujourd'hui les Etats-Unis dépensent environ 430 milliards de dollars par année pour sa défense, alors que l'Europe en dépense moins de 250 milliards.¹²⁰ Tandis que les Etats-Unis dépensent 30 milliards de dollars par an dans la recherche et la technologie avancée, les Etats membres de l'UE dépensent tous réunis moins de \$10 milliards. Et les dépenses des pays européens pour la recherche et le développement sont en grande partie gaspillées dans des projets reproduits répétés dans plusieurs pays du continent, limitant énormément la capacité de l'UE à produire une force militaire européenne cohérente et détruisant tous les avantages latéraux possibles pour l'Europe en tant qu'un tout.¹²¹

Quand on prend en considération les différences entre les possibilités technologiques et les commandements européens et américains pendant la guerre de Kosovo, on peut voir évidemment l'insuffisance des militaires européens. L'intervention de l'UE au Kosovo a prouvé de nouveau la faiblesse de l'Union. La conduite de la guerre a reflété le grave déséquilibre militaire transatlantique. Les Etats-Unis ont initié la majorité des missions, presque toutes les munitions lâchées en Serbie et Kosovo ont été fabriquées en Amérique. Et la supériorité américaine sur le recueil de renseignements était incontestable. 99 pour cent des cibles proposées sont venus des sources de renseignement américaines. Comme deux experts britanniques

¹¹⁸ Yves Henri Nouilhat, *Les Etats-Unis et le Monde au 20e Siècle*, Armand Colin, Paris, 2000, p.296

¹¹⁹ Stephen G. Brooks and William C. Wolfforth, *op.cit.*, p.21-22

¹²⁰ Les États-Unis dépensent deux fois plus comme l'Union Européenne : \$393 milliards en 2003, par rapport à \$200 milliards de dépenses de défense U.E. combinées, selon l'OTAN. Les pays d'individu plus haute dépense de l'U.E. étaient la Grande-Bretagne (£27 milliards, ou \$47 milliards), la France (€40 milliards, ou \$48 milliards) et l'Allemagne (€31 milliards, ou \$37 milliards). De plus petits pays ont dépense beaucoup moins : le Portugal a dépensé €3 milliards, ou \$3.6 milliards sur la défense l'année dernière et le Luxembourg a dépensé €205 millions, ou \$247 millions.

<http://www.cfr.org/publication.php?id=7729> visité le 19/06/2005

¹²¹ Richard Medley, *op.cit.*, p.20

observaient après la guerre, même le Royaume Unis qui est fier d'être une grande puissance militaire, a pu contribuer seulement 4 pour cent des forces aériennes ; et 4 pour cent des bombes lancées. Les forces européennes n'ont eu aucune capacité aéroportée de surveillance terrestre, aucun avion capable de transporter l'équipement lourd, aucun missile à longue portée de croisière, et seulement un satellite militaire (qui appartient à la France). En conséquence, les forces européennes ont joué un rôle fondamentalement insignifiant dans la campagne d'aérienne de Kosovo et ont été en grande partie reliées de l'enclenchement actif après les premiers jours du bombardement.¹²²

En Europe, selon la plupart des experts stratégiques respectés en France, en Allemagne, et en Grande-Bretagne, la guerre de Kosovo a seulement accentué l'importance des forces armées pour les Européens. Il était embarrassant que même dans une région aussi proche que les Balkans, la capacité de l'Europe de déployer des forces ait été aussi faible par rapport aux Etats-Unis.

Paradoxalement, bien qu'un fossé de capacité militaire sépare l'Amérique et l'Europe, cela vaut la peine de mentionner que l'UE des 15 porte en grande partie le principal fardeau militaire des opérations de maintien de la paix dans les Balkans et finance également en grande partie la construction de la paix dans la région. L'UE-15 couvrent également plus de 40 pour cent du budget de maintien de la paix des Nations Unies, et fournissent les principales troupes à l'ONU lors des autres opérations de maintien de paix (en Afrique, par exemple), et dépense trois fois autant que les Etats-Unis pour l'aide au développement. Elles sont également responsables de la part du lion de l'aide civile au Moyen-Orient et de la reconstruction après le conflit en Afghanistan.¹²³

Cependant, il faut ajouter que le manque de la puissance européenne face aux Etats-Unis est aussi le résultat de deux cultures stratégiques différentes des deux côtés de l'Atlantique. Avec une population collective de 306 millions d'habitants et un PIB d'environ 8,2 trillions de dollars¹²⁴, les Etats membres de l'Union Européenne ont certainement la capacité de développer une puissance militaire formidable mais ils

¹²² *Ibid.*

¹²³ Antonio Missoroli, *op.cit.*, p.79

¹²⁴ <http://www.worldbank.int/data/countrydata/countrydata.html> visité le 20-06-2004

n'ont pas choisi de le faire, du moins pour le moment. C'est en partie le résultat de l'expérience de l'Europe avec la guerre pendant la première moitié du vingtième siècle contre la paix et l'intégration pendant la deuxième moitié. Ces différentes expériences ont convaincu la plupart des Européens de privilégier le dialogue et le développement à l'emploi de la force pour obtenir plus efficacement la sécurité. Les cercles stratégiques américains voient ce courant d'un œil cynique. Pour eux les Européens apprécient simplement 'le parcours gratuit' obtenu grâce à la protection américaine de ces six décennies.¹²⁵

Le manque relatif d'intérêt européen à développer sa puissance militaire est également une des conséquences du protectorat américain établi par les Etats-Unis au moyen de l'OTAN pendant la Guerre Froide, à l'exception de la Grande Bretagne et de la France, dont les expériences antérieures et les sièges permanents au Conseil de sécurité de l'ONU ont cultivé des ambitions militaires durables. La direction de l'OTAN par les Etats-Unis a en grande partie affranchi les Européens de leur devoir de réflexion sur leur sécurité internationale au delà de leurs frontières. La stratégie militaire globale était quelque chose qui été manipulée principalement par les Etats-Unis, laissant aux Européens la tâche difficile d'établir leur zone unique de paix et de prospérité interne. Le résultat est une division de travail paradoxale: les Américains s'inquiètent de l'Irak, des missiles de la Corée du nord, ou d'une invasion chinoise du Taiwan tandis que les Européens s'inquiètent généralement de la suffisance de la nourriture et du changement climatique.¹²⁶

Au cours des dernières années, d'autant plus que le lancement une politique de sécurité et de défense européennes (PESC) en 1999, les Américains avaient exercé une énorme pression sur les Européens afin que ceux-ci augmentent les dépenses en matière de défense pour compenser *la marge de capacités*. Cependant, la norme appropriée pour la défense européenne n'est pas celle des Etats-Unis. L'UE ne projetait pas d'affirmer son hégémonie militaire dans le monde, ou de rivaliser avec les capacités américaines de déploiement de puissance ou d'armement stratégique.¹²⁷

¹²⁵ Philip H. Gordon, *op.cit.*, p.73

¹²⁶ *Ibid.*, p.73-74

¹²⁷ Antonio Missoroli, *op.cit.*, p.77

En définitive il faut ajouter que les néoconservateurs américains, les experts traditionnels de l'OTAN, les fédéralistes européens, et le gaullistes français ont récemment promulgué une nouvelle sagesse conventionnelle: le réarmement de l'Europe est le seul espoir pour l'Europe. Leur logique est simple. Afin de pousser les Etats-Unis à écouter ses problèmes, l'Europe doit développer de véritables possibilités de déploiement de puissance. Seule une alliance d'Etats égaux peut fonctionner et être cohérente, et pour cette raison la puissance militaire est l'une des clés principales pour l'avenir de l'alliance atlantique.¹²⁸

C- Dimension économique

Du fait que les deux alliés, Amérique et Europe, soient également des rivaux économiques rend inévitable les conflits d'intérêts dans le domaine économique. Par la disparition de la menace russe au début des années 90, le souci de la sécurité diminue, et l'attention est déplacée de plus en plus aux questions économiques. Une telle situation, au lieu d'unir le Marché Commun et les Etats-Unis, a instauré une distance.¹²⁹

Afin d'étudier les conséquences des relations économiques sur l'Union Européenne et les Etats-Unis, il faut d'abord s'intéresser au concept du Marché Commun. C'est vrai que les Etats Unis ont été plus préoccupés par l'impact de « l'Europe 1992 » et par le marché unique que par des questions de sécurité ou de politiques. Au début, les Américains ont adopté une attitude très ambiguë au sujet de l'effet de 1992.¹³⁰

En effet, la création d'un marché européen pourrait fortement affecter certaines industries bien spécifiques. Cependant, son impact global sur l'économie américaine était modeste. Sur ce point, il est important de dire que pendant de nombreuses années les Etats-Unis ont fortement encouragé le mouvement vers l'intégration européenne économique.

Quand on regarde l'économie américaine, on peut voir que juste après la Deuxième Guerre Mondiale, l'économie américaine n'avait aucun rival et se suffisait à elle

¹²⁸ Andrew Moravcsik, "Striking a new transatlantic bargain", *Foreign Affairs*, no:4, July/August 2003, p.82

¹²⁹ James Schlesinger, "An American Assessment: Hands across the sea", in Henry Brandon (Ed.), *In search of a New world Order; The Future of US-European Relations*, Washington DC, Brookings Institution, 1992, p.148

¹³⁰ *Ibid.*, 149

même. Dans la *National Security Strategy* de 1991, le Président Bush explique qu'une économie forte est indispensable à la poursuite du *leadership*. Ceci était déjà vrai du temps de la Guerre Froide, mais le recul de la menace permet d'accorder plus d'attention à l'amélioration des «performances économique intérieures. »¹³¹ Au cours de la Guerre Froide la croissance et l'intégration des marchés économiques américains ont été aussi importantes que l'échec des économies socialistes. Ce développement s'est avéré avantageux pour les Etats-Unis, avec l'apparition du gigantesque Europe occidentale et des marchés asiatiques, et avec la diffusion multinationale des entreprises américaines, ainsi que du renouvellement de la compétitivité des Etats Unis et de la supériorité technologique.¹³²

D'autre part, la qualité de la vie américaine actuelle dépend d'une croissance et du libre échange des ressources, des produits, des services, des finances, du savoir-faire, et de l'information dans l'économie du monde entier. Les Américains et leurs présidents apprécient que la participation à une économie mondiale forte et stable soit une condition préalable à l'amélioration de la vie américaine. C'est pourquoi les Etats-Unis n'ont pas adopté une position protectionniste ou isolationniste depuis la chute du communisme, malgré les craintes dans ce sens.¹³³

De plus, la prépondérance économique de l'Amérique, face aux différentes riches puissances ou face au reste du monde combiné, surpasse de loin n'importe quelle grande puissance de toute l'histoire moderne, à la seule exception de sa propre position après 1945. L'économie des Etats Unis est actuellement deux fois plus grande que son plus grand rival, le Japon. L'économie de la Californie seule a réussi à se hisser à la cinquième position sur le plan international, devant la France et juste derrière le Royaume Uni. En 1999 elle a attiré plus d'un tiers des investissements directs étrangers.¹³⁴

D'autre part, quand on regarde le système économique européen, on peut voir que le rendement économique annuel de l'UE a atteint environ 11 milliards de dollars, comparé aux 10 milliards de celui des Etats-Unis. De plus, l'euro menace la dominance globale du dollar. Car l'UE continue de grandir et avec elle ses intérêts

¹³¹ Nicole Vilboux, *Les Stratégies de puissance Américaine*, Ellipses Edition, Paris, 2002, p.13

¹³² David, C. Gompert, "America as Partner", *op.cit.*, p.145

¹³³ *Ibid.*

¹³⁴ Stephen G. Brooks and William C. Wolforth, *op.cit.*, p.22

économiques et politiques. Ils sont susceptibles de se heurter fréquemment à ceux des Etats-Unis. Airbus a récemment surpassé Boeing en tant que fournisseur principal mondial d'avion commercial, et Nokia est le plus grand producteur de téléphones portables; elles sont seulement deux des compagnies européennes qui rivalisent avec leurs concurrents américains. En 2000 la Grande-Bretagne et la France sont passées devant les Etats-Unis en valeur d'acquisitions internationales de compagnies. Les compagnies allemandes avaient également bien augmenté; en 1998 Bertelsmann et le Daimler-Benz ont acheté Chrysler. Une grande partie des capitaux d'investissement qui a animé l'économie des Etats-Unis dans les années 90 s'était récemment dirigé vers l'autre côté de l'Atlantique, permettant à l'euro de gagner du terrain sur le dollar.¹³⁵

En termes de taille et d'importance économique, l'union économique et monétaire européenne sont aussi importantes que les Etats-Unis. L'apparition de l'euro comme devise internationale et la menace qu'il représentait au statut prédominant du dollar dans des transactions financières internationales ont affecté les relations politiques transatlantiques. Pour la première fois, les Etats-Unis ont fait face à une Union Européenne qui est un associé égal plutôt qu'un associé secondaire en termes de force monétaire. En conséquence, pour la première fois puisque l'euro est devenu plus important que le sterling comme principale devise, l'UE est considérée comme une force importante dans les affaires monétaires internationales.¹³⁶

Pour cette raison on peut dire que le lancement de l'euro offre la perspective d'un nouvel ordre économique international bipolaire qui pourrait remplacer l'hégémonie de l'Amérique depuis la Deuxième Guerre Mondiale. Maintenant l'*Euroland* égalera ou excédera les Etats-Unis sur chaque mesure principale de force économique et parlera de plus en plus avec d'une seule et même voix sur une grande sélection de questions économiques. L'euro est susceptible de défier la domination financière internationale du dollar. D'ailleurs, la fin de la Guerre Froide a brusquement réduit l'importance militaire des Etats Unis pour l'Europe et enlevé la couverture de sécurité qui a souvent permis aux deux côtés de dissimuler ou de résoudre leurs conflits

¹³⁵ Charles A. Kupchan, "The End of the West" *Atlantic Monthly*, November 01, 2002

¹³⁶ Klaus Friedrich "The Euros and the US Dollar: Challenges to US Financial Hegemony", in Matthias Dembinski and Kinka Gerke (ed.), *Cooperation or Conflict?: Transatlantic Relations in Transition*, New York, St. Martin's Press, 1998, p.59

économiques pour préserver l'alliance anticomuniste.¹³⁷ Les relations économiques entre les Etats-Unis et l'Union Européenne reposeront donc de plus en plus sur une base d'égalité virtuelle.

Cependant nous devrions également prendre en considération l'autre aspect de la question. Selon *The Economist*, si les tendances actuelles continuent, l'économie américaine, qui est aujourd'hui à peu près de la même importance que l'économie européenne, pourrait bien lui être deux fois supérieure d'ici 2050. Aujourd'hui, l'âge moyen des Américains est de 35,5 ans ; en Europe il est de 37,7. En 2050, il passera en Amérique à 36,2, alors qu'en Europe, si la tendance se poursuit, il atteindra 52,7. Cela signifie, entre autres, que la charge financière du soin des personnes âgées dépendantes sera beaucoup plus élevée en Europe qu'aux Etats-Unis. Et cela veut dire aussi que les Européens auront moins d'argent à consacrer à la défense dans les années et les décennies à venir qu'ils n'en ont aujourd'hui. Comme le fait remarquer *the Economist*, « il semble qu'à long terme la logique de la démographie renforcera la puissance de l'Amérique et creusera le fossé existant des deux côtes de l'Atlantique.¹³⁸

Concernant l'association euro-américaine, il y a quelques moments décisifs qui ont mené aux fluctuations dans les relations économiques. Ceux-ci concernent en particulier certaines initiatives auxquelles les Européens se sont fortement opposés. Au début de la liste, il y a la loi des sanctions extraterritoriales contre Cuba (connu sous le nom de loi Helms Burton). Cette loi concerne les sanctions destinées aux Etats qui investissent à Cuba, où les Etats-Unis prétend avoir des droits. Puis arrive la loi des sanctions contre l'Iran et la Libye. Cette loi concerne également l'usage similaire d'instruments économiques sur l'imposition des sanctions contre les partenaires commerciaux ayant des contacts économiques avec ces pays. Au début ces sanctions ont sérieusement tendu les relations euro-américaines. Mais par la suite, l'attitude modérée des deux côtés, en particulier la décision de l'administration

¹³⁷ C.Fred Bergsten, "America and Europe: The Clash of the Titans", *"Foreign Affairs"*, March/April 1999, p.20

¹³⁸ Robert Kagan, "La puissance et le faiblesse", *op.cit.*, p.89

des Etats Unis d'arrêter de sanctionner les sociétés européennes, a empêché l'escalade du conflit.¹³⁹

Suite à toutes ces raisons, il est très important de dire qu'il y a une transaction énorme entre les deux principales puissances économique du monde. Le commerce et l'investissement quotidiens qui coule à travers l'Atlantique est approximativement de 36 milliards de dollars. L'investissement américain en Europe a été multiplié par sept au cours des six dernières années; Les sociétés détenues par les Etats Unis en Europe emploient trois millions d'Européens. Les compagnies européennes sont les principaux investisseurs dans 41 des 50 états des Etats Unis. Un ouvrier d'usine américain sur 12 est employé dans l'une des 4000 entreprises européennes des Etats-Unis. Cette association économique puissante crée des emplois, favorise la croissance, baisse les prix, et augmente le choix en Europe et aux Etats-Unis.¹⁴⁰ C'est pourquoi les relations économiques transatlantiques sont extrêmement importantes des deux côtés de l'Atlantique.

Jusqu'à présent, nous avons parlé de la place des Etats-Unis et celle de l'Europe dans le système international, de leurs visions réciproques, de leurs situations militaires, politiques, et économiques et de leurs différences dans ces domaines. Il est évident que le Moyen-Orient est la région où toutes ces caractéristiques et différences apparaissent concrètement. Ainsi, la partie suivante recouvre l'analyse des approches respectives de l'Union Européenne et des États-Unis à cette région où les intérêts semblent plutôt convergents tandis que les politiques divergent considérablement. Nous allons voir par la suite si ce schéma illustre la conceptualisation de Kagan que nous venons d'aborder.

¹³⁹ Michael Jansen, "The Microeconomics of Transatlantic Relations" in Matthias Dembinski and Kinka Gerke (ed.), *Cooperation or Conflict?: Transatlantic Relations in Transition*, New York, St Martin's Press, 1998, p.69

¹⁴⁰ Antony Blinken, *op.cit.*, p.46

II- DEUXIEME PARTIE : PARAMETRES PRINCIPAUX DES POLITIQUES ETRANGERES AMERICAINES ET EUROPEENNES VERS LE MOYEN-ORIENT

Nulle autre région au monde ne peut rivaliser avec le Moyen-Orient¹⁴¹ quant à son importance dans la prospérité économique du monde industrialisé. Si les huit pays composant la région qu'on appelle le Golfe, qui possèdent environ 40% du pétrole global découvert à ce jour et environ 25% des réserves mondiales de gaz naturel, arrêtaient leurs exportations vers le reste du monde pour seulement deux mois, le système global en viendrait presque à s'effondrer : les prix du pétrole et du gaz monteraient en flèche à cause de la grande rareté en énergie; des difficultés de balance des paiements apparaîtraient dans plusieurs pays.¹⁴²

Le Moyen-Orient est la région la plus problématique dans les relations transatlantiques, car les politiques américaines et européennes sont fondées sur deux types totalement différents de perceptions. Les Etats-Unis sont actuellement une puissance hégémonique au Moyen-Orient, avec une forte présence militaire et des intérêts cruciaux liés à cette région. D'un autre côté, les Européens sont des pouvoirs externes et, quoique les Etats membres aient des intérêts individuels, ils examinent la région dans le sens de la vision de l'UE. Ainsi, alors que les Etats-Unis ont une approche hobbesienne, la plupart des Européens ont tendance à penser que, malgré la situation actuellement tendue, la négociation internationale et la résolution pacifique des différents peuvent finalement instaurer une certaine paix, une stabilité et une coopération régionales.¹⁴³

Tant l'Europe que les Etats-Unis ont des intérêts nationaux essentiels au Moyen-Orient. Tout au long de l'Histoire occidentale, le Moyen-Orient a joué des rôles

¹⁴¹ "Le Moyen-Orient" couvre le Mashrak (l'Israël, l'Egypte, la Palestine, le Liban, la Jordanie et la Syrie), les états du Conseil de Coopération de Golfe (CCG, en comprenant le Bahrein, le Koweït, Oman, Qatar, l'Arabie Saoudite et l'UAE), aussi bien que l'Yémen, l'Iraq et l'Iran.

¹⁴² Eberhard Rhein, "Europe and the Middle East", in Robert D. Blackwill and Michael Stürmer (ed.), *Allies Divided*, London, The MIT Press, 1997, p.41

¹⁴³ Martin Ortega, "EU and US: Visions of the World", in Gustav Lindstrom (ed.), *Shift or Rift: Assessing US-EU Relations after Iraq*, Paris, Institute for Security Studies, Transatlantic Book 2003, p.155

stratégiques, culturels et religieux signifiants en tant que seuil majeur du commerce avec l'Orient, lieu de naissance du Christianisme et, plus récemment, fournisseur primordial d'énergie pour l'Occident. Il y a une certaine ironie dans le fait que les Européens se réclament d'une plus grande familiarité, sur une plus longue durée et plus générale avec le Moyen-Orient, tandis que ce sont les Américains qui possèdent une influence décisive dans la région. Pourtant, aucun pouvoir occidental n'est en sécurité sur les côtes du Sud et de l'Est de la Méditerranée, sans exercer des mesures d'influence ou de contrôle. ¹⁴⁴

Lorsque nous mettons en évidence la convergence frappante des intérêts américains et européens, nous pouvons dire qu'ils sont le bien-être et l'élargissement du noyau économique mondial; le mouvement libre des *inputs* et *outputs* économique de ce noyau y compris les ressources d'énergie ; la sécurité de ses démocraties, anciennes ou nouvelles; les changements pacifiques dans les deux régions les plus dangereuses du monde; une invulnérabilité envers les régimes illégaux et les armes de destruction massive qu'ils recherchent et qu'ils pourraient utiliser; le soulagement des souffrances humaines. De plus, l'Europe et les Etats-Unis n'ont aucun but stratégique opposé. Leurs différences sont basées sur les intérêts secondaires et particulièrement sur des préférences politiques et tactiques. ¹⁴⁵

CHAPITRE I: PRIORITES AMERICAINES

Les Etats-Unis ont commencé à s'immiscer dans les affaires du Moyen-Orient, la région la plus versatile du monde, il y a environ 50 ans en mettant fin à la domination impériale de la Grande-Bretagne et de la France pendant la Guerre de Suez en 1956. Depuis cette date, nous avons été témoins du rôle croissant des Etats-Unis en tant qu'acteur principal externe déterminant le destin de la région.

Pour comprendre comment les Etats-Unis ont mis en place leurs priorités au Moyen-Orient, il est crucial de commencer par le concept d'intérêt national. L'intérêt national est un concept flou, utilisé pour décrire aussi bien que prescrire une politique étrangère. Mais nous pouvons dire qu'il constitue les unités de structure

¹⁴⁴ Robert D. Blackwill and Michael Stürmer (ed.), *Allies Divided*, London, The MIT Press, 1997, p.2

¹⁴⁵ Josef Joffe, *op.cit.*, p.22

fondamentales dans n'importe quel entretien sur la politique des affaires étrangères d'un pays.¹⁴⁶

Selon Samuel P. Huntington, l'intérêt national dérive de l'identité nationale. Historiquement, l'identité américaine a eu deux composantes primaires : culture et principe. La première est constituée des valeurs et des institutions des colons originaux, qui étaient Européens du Nord, essentiellement Britanniques et chrétiens (en général Protestants). Cette culture a inclus la langue anglaise et les traditions concernant les relations entre l'Eglise, l'Etat et la place de l'individu dans la société. Huntington soutient que la culture américaine est développée par trois phases : la phase anglo-américaine (1789-1861), la phase euro-américaines (1875-1957) et la phase de l'Amérique Multiculturelle (de 1972 à nos jours).¹⁴⁷

La deuxième composante de l'identité américaine s'est formée à partir d'un ensemble d'idées universelles et de principes articulés dans les documents écrits par les fondateurs américains : la liberté, l'égalité, la démocratie, le constitutionnalisme, le libéralisme, le gouvernement limité et l'entreprise privée.¹⁴⁸

Ces doubles sources de l'identité américaines sont évidemment très liées. La foi n'était qu'un produit culturel. Maintenant, la fin de la Guerre Froide et les changements sociaux, intellectuels et démographiques dans la société américaine ont soulevé des questions au sujet de la validité et de la pertinence de ces deux composantes traditionnelles. Sans une définition claire de leur identité nationale, les Américains sont devenus incapables de définir leurs intérêts nationaux et par conséquent, leurs intérêts commerciaux sous-nationaux, et les intérêts ethniques transnationaux et non-nationaux sont venus dominer leur politique étrangère.¹⁴⁹ Donc, pour une compréhension de la politique étrangère américaine, alors qu'il est important d'étudier les intérêts des Etats-Unis dans un monde d'Etats en concurrence, il est également important d'étudier l'influence des intérêts économiques et ethniques sur la politique interne américaine. Au moins au cours des dernières années, ces derniers ont été une manière excellente de prédire les changements dans la politique étrangère américaine. Celle-ci, dans le sens d'actions consciemment destinées à

¹⁴⁶ Joseph S. Nye, "Redefining National Interest", *op.cit.*, p. 22

¹⁴⁷ Samuel P. Huntington, "The Erosion of American National Interests", *Foreign Affairs*, September/October 1997, p.28

¹⁴⁸ *Ibid*, p.29

¹⁴⁹ *Ibid*, p.29

promouvoir les intérêts des Etats-Unis comme une entité collective par rapport à d'autres collectivités semblables, disparaît lentement mais sûrement.

D'autre part, les psychologues conviennent généralement que les individus et les groupes définissent leurs identités en se différenciant des autres et en se plaçant en opposition avec ces derniers. Dès le départ, les Américains ont construit une identité nationale qui s'écartait d'un "autre" indésirable. Les adversaires de l'Amérique ont toujours été définis comme les adversaires de la liberté. Pendant la période d'indépendance, les Américains ne pouvaient pas se distinguer culturellement de la Grande-Bretagne ; ainsi qu'ils ont dû le faire politiquement. La tyrannie, l'aristocratie, l'oppression furent personnifiées par la Grande-Bretagne ; tandis la démocratie, l'égalité et le républicanisme l'étaient par l'Amérique. Jusqu'à la fin du XIXème siècle, les Etats-Unis se sont définis en opposition avec l'Europe. L'Europe était le passé : arriérée, non libre, inégale, caractérisée par un système féodal, la monarchie et l'impérialisme. Les Etats-Unis, au contraire, étaient l'avenir : progressifs, libres, égaux et républicains. Au XXème siècle, les Etats-Unis ont émergé sur la scène mondiale et ont été de plus en plus remarqués, pas comme l'antithèse de l'Europe, mais plutôt comme le leader de la civilisation occidentale contre les opposants potentiels à cette civilisation, les Empires puis l'Allemagne nazie.¹⁵⁰

Depuis bientôt cinq décennies, l'opposition au pouvoir soviétique fournit une Etoile du Berger pour guider la politique étrangère américaine.¹⁵¹ Après la Seconde Guerre Mondiale, les Etats-Unis se sont définis comme le leader du monde libre, démocratique, contre l'Union soviétique et le communisme. Pendant la Guerre Froide, les Etats-Unis ont poursuivi beaucoup d'objectifs de politique étrangère, mais le but national essentiel était de contenir et de faire échouer le communisme. Depuis 40 ans, pratiquement toutes les grandes initiatives américaines dans la politique étrangère, aussi bien que dans la plupart des politiques internes, ont été justifiées par cette priorité primordiale : la doctrine Truman, le programme d'aide gréco-turc, le Plan Marshall, l'OTAN, la Guerre de Corée, les armes nucléaires et les missiles stratégiques, l'aide étrangère, les opérations d'informations, la réduction des barrières commerciales, le programme spatial, l'Alliance pour le Progrès, les alliances militaires avec le Japon et la Corée, les soutiens envers Israël, les déploiements

¹⁵⁰ Samuel P. Huntington, *op.cit.*, p.30

¹⁵¹ Joseph S. Nye, *op.cit.*, p.22

militaires outre-mer, des grandes entreprises militaires sans précédent, la guerre du Vietnam, les ouvertures vers la Chine, le soutien en faveur des Moudjahiddines (combattants de la guerre sainte) afghans et d'autres insurrections anticomunistes. Sans la Guerre Froide, les raisons pour tous ces programmes et initiatives disparaissent.¹⁵²

En outre, bien que nous ne puissions plus parler de l'existence d'une atmosphère de Guerre Froide depuis le début des années 1990, en tant que grande et riche puissance de statu quo, les Etats-Unis gardent encore un intérêt à maintenir l'ordre international. Plus concrètement, il y a deux raisons simples à ce que les Américains aient un intérêt national à prévenir le désordre au-delà de leurs frontières. D'abord, les événements et acteurs concernés peuvent nuire aux Etats-Unis ; et ensuite, les Américains veulent influencer les gouvernements lointains et les organisations sur une variété de questions comme la prolifération des armes de destruction massive, le terrorisme, la drogue, le partage des ressources et l'environnement.¹⁵³

D'autre part, la sécurité des trois régions qui forment le noyau de l'économie mondiale ; l'Amérique du Nord, l'Europe occidentale et l'Asie de l'Est est extrêmement importante pour les Etats-Unis. Les menaces contre ces régions peuvent nuire au système économique dont les Etats-Unis sont le pilier. Ces menaces comprennent la perturbation des réserves d'énergie, l'afflux de réfugiés à grande échelle, l'utilisation d'armes de destruction massive et le terrorisme.¹⁵⁴ De plus, il n'y a aucun doute que ces dangers pour ce noyau viennent principalement de la région la plus problématique au monde : le Moyen-Orient.

En dehors des intérêts qui sont à la base de tout engagement américain dans une quelconque région du monde¹⁵⁵, les Etats-Unis ont trois intérêts majeurs à défendre au Moyen-Orient : Israël, l'énergie et la stabilité régionale.

A- Israël ; l'allié indispensable des Etats-Unis

Les Etats-Unis ont longtemps considéré la sécurité de l'Etat juif comme faisant partie des américains importants. Ces intérêts sont basés sur les valeurs démocratiques

¹⁵² Samuel P. Huntington, *op.cit.*, p.30

¹⁵³ Joseph S. Nye, *op.cit.*, p.27

¹⁵⁴ David. C. Gompert, *op.cit.*, p.147

¹⁵⁵ Ceux-ci incluent la protection des citoyens, propriété et capitaux; la promotion du commerce; la défense de la liberté des mers; et l'avancement des droits de l'homme des causes humanitaires.

partagées par les deux pays, des relations historiques uniques, des liens étroits entre les populations, des liens religieux et culturels, et des menaces similaires (bien que n'étant pas identiques), provenant d'abord de l'URSS et plus récemment du terrorisme, du radicalisme religieux et de la propagation des armes de destruction massive et des fusées. De plus, il y a un large soutien en faveur de cette relation parmi l'élite politique américaine.¹⁵⁶ Ce mélange de facteurs a rendu les relations Etats-Unis - Israël différentes des autres. Bien que les deux soient parfois en désaccord sur des problèmes de base (aussi fondamentaux que la définition appropriée des frontières d'Israël), ils sont alliés de plusieurs façons, et beaucoup plus proches que les pays avec lesquels les Etats-Unis ont des obligations découlant de différents traités.¹⁵⁷

Il n'y a aucun doute que l'un des principaux problèmes du Moyen-Orient est le conflit israélo-palestinien. Lorsque nous examinons la perception américaine de ce conflit, celle-ci semble se définir comme ceci : "le conflit israélo-palestinien n'est pas un débat territorial classique, mais plutôt une lutte israélienne déterminée pour l'existence du pays dans un environnement hostile, en ignorant les droits possibles de l'adversaire. Israël se bat pour se défendre (même lorsque l'action militaire survient sur le territoire palestinien) et les fractions minoritaires palestiniennes armées sont des groupes terroristes."¹⁵⁸ C'est clair que dans cette approche, on ne peut ignorer les effets du lobby israélien tant sur le gouvernement américain que sur son opinion publique.

Même si les Etats-Unis sont du côté d'Israël, ils sont parfaitement conscients que le conflit israélo-palestinien est à la base des problèmes du Moyen-Orient. Et comme la situation actuelle menace les intérêts économiques et politiques des Etats-Unis, cette première puissance mondiale s'investit activement dans le processus de paix israélo-arabe. Même si l'objectif fixé n'a pu être atteint, on ne peut négliger le rôle des Etats-Unis dans les Accords de Camp David, ainsi que le processus d'Oslo.

B- Le Pétrole

Les Etats-Unis ont un intérêt important à maintenir l'accès à presque deux tiers des réserves de pétrole du monde, celles de la région de Golfe. Il est évident qu'aucune

¹⁵⁶ Zalmay Khalilzad, "Challenges in the Greater Middle East", in Larrabee F.S.,(ed.), **America and Europe: A Partnership for a new Era**, New York, Cambridge University Press, 1998, p.196

¹⁵⁷ Robert Satloff, "America, Europe, and the Middle East in the 1990s: Interests and Policies", in Robert D. Blackwill and Michael Stürmer (ed.), **Allies Divided**, London, The MIT Press, 1997, p.10

¹⁵⁸ Martin Ortega, *op.cit.*, p.156

autre région dans le monde ne peut rivaliser avec le Moyen-Orient quant à son importance pour la prospérité économique du monde industrialisé. Le Moyen-Orient possède bien plus de 50% des réserves connues de pétrole et de gaz du monde. L'Occident dépendra certainement de plus en plus de ressources d'énergie du Moyen-Orient, bien après 2020. La sécurité énergétique est un intérêt vital, comme l'est la garantie que les ressources de pétrole et de gaz restent librement disponibles, sans restrictions de réserves ou fluctuations massives des prix dues à des perturbations régionales ou au chantage politique.¹⁵⁹

Les Etats-Unis sont conscients du fait que les perturbations significatives du marché du pétrole, comme ce fut le cas pendant la guerre israélo-arabe et la révolution iranienne ont eu un effet important sur l'économie américaine. Par exemple, pendant la guerre du Golfe, la perte du pétrole irakien et koweïtien dans les marchés mondiaux a, au départ, fait doublé les prix du pétrole et s'est ensuivie de tendances récessionnistes aux Etats-Unis. En plus le choc du pétrole de 1979-80 provoqué par la révolution iranienne et le succès de l'OPEP dans la hausse des prix a contribué à une perte de 3% du produit national brut des Etats-Unis. De la même façon la baisse du PNB américain était de 5% à la suite des récessions juste après les ruptures de production de l'OPEP pendant la guerre israélo-arabe suivante.¹⁶⁰

D'autre part, les Etats-Unis étaient directement concernés par le fait qu'aucun cartel ou groupe d'Etats producteur de pétrole soit capable d'exercer un monopole sur les prix du pétrole. Le soutien américain en faveur de l'Arabie Saoudite, dont la politique de pétrole est basée sur le maintien des prix modérés à long terme, a été le facteur principal de cette stratégie. Tandis que les Etats-Unis sont opposés à un quelconque monopole dans le marché du pétrole, en réalité les Saoudiens possèdent déjà un tel contrôle sur la production et la fixation des prix. Bien qu'une diminution dans la production soit un but indiqué de l'OPEP, ce n'est pas en accord avec les intérêts de chaque membre de l'OPEP.¹⁶¹

¹⁵⁹ Douglas Johnston, *Foreign Policy into the 21st Century: The U.S. Leadership Challenge*, Washington D.C., The Center for Strategic & International Studies, 1996, p.96

¹⁶⁰ Robert Satloff, *op.cit.*, p.10-11

¹⁶¹ Graham E. Fuller and Ian O. Lesser, "Persian Gulf Myths", *Foreign Affairs*, May/June 1997, p.43

En fait il y a eu un changement substantiel dans la forme et la nature du marché du pétrole pendant le dernier quart de siècle. Nous pouvons dire que de plus en plus un système orienté vers le marché de régulation des réserves, de la demande et du prix du pétrole a émergé. En outre, il y a assez de pétrole sous terre et au fond des mers au Moyen-Orient, en Russie, en Asie et aux Amériques pour satisfaire des demandes globales dans l'avenir. Le problème découle en fait de l'extraction de ce pétrole et de garantir sa distribution à un prix acceptable. Les obstacles principaux à l'accès croissant à ce pétrole sont politiques, économiques, écologiques et logistiques plutôt que géologiques. Ils sont attachés aux questions de souveraineté et de stabilité régionale. Ainsi, pendant que le monde est inondé de pétrole (ainsi que de charbon et de gaz naturel), les sources les plus prometteuses pour une production supplémentaire sont situées dans deux régions politiquement les plus instables : le Golfe persique et le bassin Caspien. De ces deux régions, le Golfe Persique reste le plus important.¹⁶²

Selon les chiffres émis par l'Agence Internationale de l'Energie ainsi que d'autres sources établies, les fournisseurs de pétrole du Golfe Persique pourraient être amenés à fournir 40-45 millions de bidons de pétrole par jour en 2010, ce qui représenterait un peu moins que la moitié des besoins mondiaux. La quantité précise de pétrole nécessaire dépendra du taux de croissance économique mondiale, de la disponibilité de sources alternatives, des contraintes de capacité de la production supplémentaires et du prix de pétrole. Le pétrole à bas prix et les économies de haute croissance avec peu d'efficacité causeront des demandes supérieures du pétrole du Golfe Persique car, à la base, les prix bas rendent les réserves de Golfe Persique plus profitables financièrement que le pétrole d'autres régions qui est bien plus cher à produire.¹⁶³

Finalement il est important de préciser que la notion d'engagement américain dans la région pour assurer "des prix du pétrole raisonnables" devrait tenir compte du prix des déploiements dans le Golfe. Le Pentagone débourse entre \$30 milliards et \$60 milliards de dollars par an pour la défense du Golfe, une somme formidable pour protéger l'importation vers les Etats-Unis d'environ \$30 milliards de dollars de

¹⁶² Geoffrey Kemp, "The United States, Europe and the Persian Gulf", Robert D. Blackwill and Michael Stürmer (ed.), *Allies Divided*, London, The MIT Press, 1997, p.103

¹⁶³ *Ibid.*

pétrole, ce qui est qu'une ressource d'énergie, et devient un facteur crucial de la puissance américaine dans la scène internationale.¹⁶⁴

C- Assurer la stabilité régionale

En dehors de son intérêt à prévenir les perturbations dans les réserves ou prix de pétrole, les Etats-Unis ont un intérêt à empêcher une puissance unique — que ce soit un état extra-régional (c'est-à-dire, l'Union soviétique, comme était la préoccupation d'efforts américains jusqu'à 1990) ou un potentiel hégémonique régional - de contrôler le Golfe ou ses voies d'accès vitales, comme le Canal Suez d'Egypte. Ici, le grand danger d'une hégémonie régionale n'est pas seulement sa capacité de restreindre le flux de pétrole et du gaz, mais aussi sa capacité d'utiliser ces ressources pour des objectifs sinistres, en incluant le financement des programmes de réarmement conventionnel et de développement d'armes non-conventionnelles qui seraient utilisées comme instruments d'expansionnisme politique et idéologique et de défi stratégique (comme c'était le cas avec l'Irak).¹⁶⁵

En outre, la sécurité des partenaires arabes de l'Amérique situés dans le Golfe (en plus de l'Arabie Saoudite) est un intérêt important vu son impact indirect sur la sécurité saoudienne. Une attaque sur le Koweït ou n'importe lequel des plus petits Etats du Golfe mettrait en danger la position de sécurité américaine dans la région.¹⁶⁶

En fait, la prospérité économique, le développement politique et l'intégration du Moyen-Orient dans le monde développé et démocratique seraient favorables non seulement aux Américains, mais aussi pour les habitants du Moyen-Orient et les Européens. Pourtant, l'instabilité régionale menace la croissance économique potentielle de la région. Elle pourrait déstabiliser les réserves de pétrole si le conflit dans les régions productrices annihilait la principale production pétrolière et l'équipement de son transport, ou si les groupes extrémistes gagnaient le contrôle et l'utilisation du pétrole pour en faire une arme contre les importateurs majeurs. Ces groupes ne cherchant l'hégémonie régionale, comme le régime actuel en Iran et le régime en Iraq pendant la période de Saddam, promouvront probablement l'instabilité. Comme ce fut prouvé en Algérie, un conflit intérieur peut s'ensuivre,

¹⁶⁴ Graham E. Fuller and Ian O. Lesser, *op.cit.*, p.43

¹⁶⁵ Robert Satloff, *op.cit.*, p.11

¹⁶⁶ Douglas Johnston, *op.cit.*, p. 97

prenant pour cible Occidentaux vivant dans le pays concerné. L'instabilité peut aussi réduire l'investissement étranger, un revenu principal pour des pays comme l'Egypte, et encourager le terrorisme. Finalement, elle peut entraver la prospérité économique en augmentant les fuites de capital domestique. Beaucoup d'Arabes riches déposent déjà la plupart de leur fortune à l'étranger en raison de meilleures opportunités d'investissement, mais l'instabilité, ou la peur d'instabilité potentielle, dissuade souvent les investisseurs potentiels. Par exemple, après la deuxième invasion irakienne, de grandes quantités d'argent ont quitté l'Arabie Saoudite et les autres états du CCG. Beaucoup d'Occidentaux ont aussi quitté la région. ¹⁶⁷

D'autre part, les Etats-Unis ont une capacité extrêmement limitée de déterminer ou de répondre aux développements intérieurs affectant des régimes de Golfe. Le seul objectif sécuritaire américain réaliste dans le Golfe est la prévention d'agressions outre-frontières. En dehors de cela, il y a peu de choses que les Etats-Unis peuvent faire pour "préserver la stabilité," quand les menaces sont principalement intérieures et les liens entre la stabilité et le flux de pétrole si faibles. ¹⁶⁸

Certains stratèges américains suggèrent que l'Amérique a un plus large intérêt à prévenir l'ascension de n'importe quel pouvoir régional où qu'il se situe, surtout s'il est capable de menacer la stabilité globale par l'utilisation de la force. Il s'agit, implicitement de la prétention des Etats-Unis à se considérer comme l'arbitre de sécurité primaire dans le Golfe et la maintenance de la présence américaine dans cette région comme le symbole d'un engagement américain de sécurité globale. D'une certaine manière, il serait plus exact de décrire cet objectif comme le fait de préserver la domination américaine dans le Golfe. Comme le rôle américain dans le Golfe a grandi, particulièrement depuis la guerre pour le Koweït, sa présence, que ce soit d'un point de vue de main-d'œuvre, d'armement ou d'équipement, a augmenté parallèlement. Tout cela encourage la perception des Etats-Unis comme le garant ultime de la sécurité pour les régimes dans la région, en plaçant le prestige américain et sa crédibilité en première ligne. Dans ces circonstances presque n'importe quelle assertion de plus grande influence régionale par n'importe quel acteur apparaîtrait comme un défi direct vers Washington, qui exigerait alors quelque réponse. Pour certains, la présence militaire américaine dans le Golfe fait partie d'une plus large

¹⁶⁷ Zalmay Khalilzad, *op.cit.*, p. 197-198

¹⁶⁸ Graham E. Fuller and Ian O. Lesser, *op.cit.*, p.43

stratégie d'accès et de pré-positionnement pour une intervention américaine potentielle dans le monde entier en accord avec la vision du rôle de l'Amérique comme arbitre de la sécurité mondiale.¹⁶⁹

Finalement, il vaut de souligner ici les facteurs importants qui causent l'instabilité au Moyen-Orient.¹⁷⁰

- **Croissance démographique** : Dans la plupart des Etats du Moyen-Orient, la croissance démographique dépasse rapidement la croissance économique. Le Moyen-Orient a la plus haute croissance démographique du monde après l'Afrique sub-saharienne. La croissance rapide de la population, combinée avec d'autres tendances indésirables, envoie des émigrants à l'extérieur de la région.
- **La crise de légitimité** : Les idéologies légitimistes de la plupart des régimes s'émiettent progressivement face à la corruption continue, l'oppression et parfois le déclin économique. C'est, dans une certaine mesure, un problème pour les alliés américains aussi bien que pour leurs ennemis. Ces problèmes existent non seulement en Irak, Iran et Libye, mais aussi dans les Etats moins radicaux comme l'Egypte, l'Arabie Saoudite et certains des autres Etats du CCG. Dans la plupart des Etats clés de la région, il y a une demande grandissante de responsabilité politique et de participation. Bien que la fin du conflit israélo-arabe soit clairement désirable, il pourrait accélérer la crise de légitimité dans la région alors que les populations arabes se concentrent de plus en plus sur leurs problèmes intérieurs. La fin du conflit supprimerait une excuse que certains gouvernements arabes ont utilisée pour justifier leur performance insuffisante dans la résolution des problèmes domestiques de leurs pays.
- **Sociétés dans un état de changement perpétuel** : Sous-jacents aux problèmes démographiques et de légitimité sont l'urbanisation, l'élargissement de la classe moyenne, qui ont diminué l'obéissance féminine devant un statut spécial quant aux droits électoraux et autres, et dans la révolution de l'information - facteurs défiant tous l'étoffe traditionnelle de la société. La révolution de l'information alimente les

¹⁶⁹ *Ibid.*, p.44

¹⁷⁰ Zalmay Khalilzad, *op.cit.*, p.201-204

autres, en causant des attentes croissantes alors que les élites ne peuvent plus contrôler les renseignements sur les développements dans d'autres parties du monde.

- *Croissance économique insuffisante et productivité déclinante :* Dans tous les pays arabes, un secteur public important mais pas forcément efficace et une piètre planification ont limité la croissance économique. La productivité générale a été sur le déclin dans la majorité des pays de région - l'opposé de ce qui s'est passé dans la plupart des autres régions du monde. Beaucoup de pays dans la région ont résisté aux réformes nécessaires pour changer leur situation économique. Alors qu'il y a des pressions pour se diriger vers un changement, il y a aussi des pressions pour continuer la subvention des commodités et services.

- *La propagation de l'extrémisme islamique :* Les mouvements islamiques extrémistes sont un défi important pour plusieurs gouvernements dans le Moyen-Orient. La lutte parmi les différents groupes islamiques et entre ces groupes et les gouvernements a été la cause de guerres civiles et de conflits importants. L'Algérie et l'Afghanistan sont la scène de véritables guerres civiles. En Arabie Saoudite, en Egypte, au Bahrein, en Tunisie et dans la nouvelle entité palestinienne, la menace des radicaux islamiques anti-occidentaux est tout à fait réelle. Bien que les conditions locales soient la cause de la croissance du radicalisme islamique, l'Iran a encouragé la propagation de groupes extrémistes. De tels développements affecteront probablement la paix entre Israël et les états arabes, la propagation du terrorisme, la production pétrolière et la fixation des prix, la chasse aux armes de destruction de masse par les Etats régionaux et la réceptivité générale de ces Etats aux inquiétudes et intérêts occidentaux. Comme le cas de l'Iran le montre, le radicalisme islamique ne recouvre pas de doctrine économique solide. Ainsi, la propagation de ce radicalisme diminuerait probablement la capacité des pays du Moyen-Orient à atteindre une certaine prospérité – surtout que l'absence de prospérité puisse de façon positive affecter les perspectives pour une propagation de l'extrémisme islamique.

- *Différendes de ressource et territoriaux :* Un certain nombre de différends territoriaux menacent la stabilité de la région, particulièrement ceux se rapportant aux productions de pétrole et d'eau. Les différends de ressource et territoriaux sont des obstacles pour une coopération régionale durable. Ils sont des sujets

inflammables potentiels causant des conflits militaires significatifs. Les disputes territoriales et les disputes de ressource incluent les problèmes territoriaux comme ceux entre Israël et les Palestiniens, entre Israël et le Liban et entre Israël et la Syrie, mais aussi entre Bahrein et le Qatar, entre l'Arabie Saoudite et le Koweït, entre le Yémen et l'Arabie Saoudite, entre l'Iran et les Emirats Arabes Unis, entre l'Irak et le Koweït, entre l'Iraq et la Syrie sur l'accès aux eaux de l'Euphrate, entre la Turquie et la Syrie sur l'accès aux eaux du Tigre et le problème de Hatay, et entre l'Egypte et le Soudan, mais encore tous les problèmes des Etats du Maghreb.

- **Coopération régionale limitée et peu de globalisation :** La plupart des pays dans la région ne se sont pas intégrés dans l'économie mondiale pour promouvoir la croissance économique. Par contraste avec toutes les autres régions du monde - à l'exception de l'Afrique sub-saharienne - le commerce comme une part de production dans la plupart des pays du Moyen-Orient a décliné. D'un point de vue commercial, la plupart des Etats de la région étaient plus intégrés dans le monde il y a trente ans qu'ils ne le sont aujourd'hui.

Particulièrement, il n'existe aucune institution régionale pour la coopération économique, politique, ou les sujets de sécurité et il y a peu de commerce entre les Etats de la région. Un certain nombre d'organisations sous-régionales existent, mais avec un succès limité. Une des organisations sous-régionales les plus importantes est le conseil de coopération de golfe, mais les disputes territoriales et la peur de la domination saoudienne ont limité son efficacité. Quoiqu'il en soit, les états du CCG ont une priorité spéciale au Moyen-Orient pour les Etats-Unis.

D'autre part, le Golfe Persique est l'une des régions les plus fortement armées du monde et son infrastructure est extrêmement vulnérable. Les questions les plus controversées faisant obstacle aux pays du CCG concernent leurs rapports avec l'Iran et l'Iraq et les problèmes sociaux et économiques internes faisant obstacle à tout régime. En apparence, à l'exception de la force aérienne de l'Arabie Saoudite, aucun des états du CCG ne peut espérer approcher du pouvoir militaire iranien et iraquien, donc les pays du CCG dépendent essentiellement des Etats-Unis pour leur protection.¹⁷¹ À l'intérieur, le dilemme pour les pays du Golfe est que leurs richesses, leurs sociétés restent très

¹⁷¹Geoffrey Kemp, *op.cit.*, p.104

conservatrices et la distribution des revenus, bien que favorable à beaucoup de citoyens, ne s'écoule pas vers les classes les plus défavorisées et la main-d'œuvre étrangère de manière équitable. Le mécontentement est évident dans beaucoup d'Etats, surtout au Bahrein et en Arabie Saoudite et les systèmes économiques sont pénétrés par la corruption jusqu'aux plus hauts niveaux.¹⁷²

Stratégiquement, les Etats du CCG sont face à un véritable dilemme. En même temps que leur environnement politique domestique devient plus fragile, ils ont encore plus besoin de la protection américaine et sont encouragés à dépenser plus de ressources pour acheter des armes, dont le marché est surtout américain. Quoiqu'il en soit, la puissance augmentée et la visibilité de liens Etats-Unis-CCG plus étroits peuvent exacerber les tensions domestiques et constituer un catalyseur pour les troubles politiques. La rhétorique antiaméricaine est utilisée tant par les radicaux que par les conservateurs qui désapprouvent la conduite des régimes. Beaucoup ont suggéré que c'est le cas en Arabie Saoudite, avec les attaques à la bombe récentes contre les cibles américaines. Pourtant c'est un risque que le CCG doit prendre parce que la menace la plus extrême à leur sécurité est le pouvoir militaire de l'Irak, ceci avant l'invasion de 2003, et de l'Iran. Cette menace peut seulement être compensée par l'engagement sécuritaire américain.¹⁷³

- **La menace de terrorisme et des armes de destruction de masse** : Le terrorisme est considéré comme l'une des menaces les plus sérieuses contre les Etats-Unis. Cependant, jusqu'aux attentats du 11 Septembre on parlait plutôt des actes terroristes contre les ressortissants américains en dehors du territoire américain. Le 11 Septembre 2001, pour la première fois depuis la Guerre Civile américaine, il y a eu une attaque contre les Etats-Unis sur son propre territoire. Depuis cette date là, le terrorisme a pris une place importante dans la politique externe des Etats-Unis, particulièrement concernant la région du Moyen-Orient.¹⁷⁴

D'autre part, pour les démocraties industrialisées de l'Ouest, aucun développement ne présente une plus grande menace à long terme à leur sécurité ou liberté d'action que la prolifération d'armes de destruction de masse (ADM) — les armes chimiques et nucléaires, biologiques et les moyens avancés pour leur livraison. L'impact stratégique de

¹⁷² *Ibid.*

¹⁷³ *Ibid.*, p.106

¹⁷⁴ Zalmay Khalilzad, *op.cit.*, p.204

la prolifération des ADM n'est nulle part plus visible que dans le Moyen-Orient; la région contient la concentration la plus dense du monde de prolifération et de production de ADM potentielles.¹⁷⁵ Nous pouvons dire que les armes de destruction de masse deviennent une menace surtout à travers l'usage de la part de leurs propriétaires, comme l'agression entre Etats, l'extrémisme religieux, des gouvernements domestiques instables, ou le soutien au terrorisme.

A ce point, il serait intéressant de préciser que depuis le début des années 1990, la notion "d'état hors-la-loi", est devenu une catégorie importante dans le discours de la politique étrangère américaine. Dans sa plus simple expression, le terme "Etats hors-la-loi" fait allusion à ces nations qui défient les normes internationales et leurs règles juridiques. L'idée de placer certains pays dans une catégorie spéciale provient de la rhétorique de l'administration Reagan. Les "Etats hors-la-loi" sont ceux qui soutiennent le terrorisme international. Avec la disparition de la menace soviétique comme base pour la planification militaire, la politique de sécurité a été désorientée et la prolifération du concept d'"état hors-la-loi" dans le discours de la sécurité nationale a donc servi les besoins du complexe militaro-industriel.¹⁷⁶ Les listes américaines "d'états hors-la-loi" au Moyen-Orient incluent les pays suivants :¹⁷⁷

1. L'Iran, pour son soutien au terrorisme, le développement d'armes de destruction de masse et des fusées, ainsi que l'opposition au processus de paix au Moyen-Orient.
2. L'Iraq, pour son défi continue aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, son utilisation de gaz asphyxiant (dont contre les femmes Kurdes et les enfants) et sa poursuite de recherche de production d'armes de destruction de masse.

¹⁷⁵ Richard A. Falkenrath, "The United States, Europe, and the Weapons of Mass Destruction", in Robert D. Blackwill and Michael Stürmer (ed.), *Allies Divided*, London, The MIT Press, 1997, p.203

¹⁷⁶ Peter Rudolf, "Rogue Regime or Regional Power? Transatlantic Conflict over Policy on Iran" in Matthias Dembinski and Kinka Gerke (ed.), *Cooperation or Conflict?: Transatlantic Relations in Transition*, New York, St. Martin's Press, 1998, p. 144

¹⁷⁷ Daniel B. Poneman, "The United States, Europe and the Rogue States", in Matthias Dembinski and Kinka Gerke (ed.), *Cooperation or Conflict?: Transatlantic Relations in Transition*, New York, St Martin's Press, 1998, p.

3. La Libye, pour son défi continue aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et de sa poursuite continue de recherche de production d'armes de destruction de masse.
4. La Syrie, pour son soutien en faveur du terrorisme et son développement d'armes de destruction de masse.
5. Le Soudan, pour le traitement inhumain de ses propres citoyens et son soutien envers le terrorisme international.

Peut-être plus que toute autre facteur, les révélations sur les programmes nucléaire, biologique, chimique et de missiles de l'Iraq, qui ont été communiquées après la guerre du Golfe ont déterminé des attitudes occidentales – surtout américaines – envers la prolifération des ADM. La guerre du Golfe a révélé comment la coalition avait été piètrement préparée contre l'utilisation des ADM irakienne et a causé plus tard un embarras considérable à cause des révélations comme quoi l'Iraq avait développé ses capacités d'ADM avec une assistance commerciale occidentale étendue, surtout des compagnies allemandes.¹⁷⁸

Avant la guerre du Golfe, on savait que l'Iraq avait de grandes réserves d'armes chimiques, un grand nombre de fusées SCUD. L'Iraq a été aussi soupçonné d'avoir des programmes d'armes bactériologiques et nucléaires clandestins, mais après la guerre toutes ces présomptions se sont révélées beaucoup plus proches de la vérité, avec des programmes bien plus sophistiqués et étendus que prévu. A cause du passé de Saddam Hussein d'utilisation d'armes chimiques d'abord contre l'Iran en 1983-88 et ensuite en 1988 contre la population kurde d'Iraq — le potentiel de production d'armes chimiques iraquien (ou même biologiques) et d'utilisation de ces armes a causé une grande inquiétude chez les alliés de la coalition. L'Iraq a attaqué l'Arabie Saoudite et Israël avec des fusées SCUD, mais ceux-ci n'avaient été armés qu'avec d'ogives conventionnelles. Les résolutions 687 et 715 du Conseil de Sécurité de l'ONU ont interdit à l'Iraq de posséder des armes chimiques,

¹⁷⁸ *Ibid.*, p.207

nucléaires ou biologiques, l'équipement permettant leur production ou les fusées balistiques ayant une portée de plus de 150 kilomètres.¹⁷⁹

Finalement, du point de vue américain, il est aussi important de noter que l'Iran a présenté le problème de prolifération le plus sérieux au Moyen-Orient. Depuis qu'il fut la victime d'attaques par les armes chimiques irakiennes au début des années 1980, l'Iran a développé de très grandes capacités de production et de réserve d'armes chimiques et a entraîné ses forces armées dans la guerre chimique offensive et défensive. On est d'avis aujourd'hui que l'Iran possède un programme élaboré d'armes bactériologiques et il est soupçonné avoir une grande quantité d'agents d'armes bactériologiques irakiens pendant la guerre du Golfe de 1990-1991.¹⁸⁰

CHAPITRE II : PRIORITES EUROPEENNES

Il est clair qu'il existe plusieurs composantes d'intérêts communs entre l'Europe et le Moyen-Orient. L'une est bien évidemment l'Histoire, qui a causé de nombreux contacts, souvent pénibles, entre ces deux civilisations. La seconde est la proximité de la région par rapport à l'Europe, à cette époque de frontières de plus en plus poreuses, et ce dans les deux sens. La troisième, liée aux deux précédentes, est le fait que l'Union Européenne est le partenaire commercial principal de la région. Un élément substantiel de ce commerce est le pétrole. La nature internationale du marché du pétrole fait que l'Europe et les Etats-Unis seraient les deux plus affectés par n'importe quel développement dans la région qui pourrait affecter le prix ou les réserves de pétrole. Mais en général, les intérêts économiques européens sont plus intégrés avec ceux du Moyen-Orient que ne le sont ceux des Etats-Unis. Le quatrième facteur et non la moindre dans les circonstances présentes, est la migration, qui a causé la dispersion des populations arabes substantielles dans tous les principaux pays européens, avec des conséquences politiques importantes à la fois intérieures et extérieures.¹⁸¹

¹⁷⁹ *Ibid.*, p.208

¹⁸⁰ *Ibid.*, p.206

¹⁸¹ Geoffrey Kemp (Ed.), "Elusive Partnership: U.S. and European Policies in the Near East and the Gulf", Policy Paper of the Atlantic Council of the U.S, September 2002, p.2-3 (e-book)
http://www.acus.org/Publications/policypapers/TransatlanticRelations/Elusive_Partnership.pdf visité le 12.05.2005

Une cinquième dimension de l'intérêt européen, de près rattaché au dernier, est l'Islam, qui est devenu une force essentielle dans la politique domestique de plusieurs pays européens et surtout certaines de ses formes les plus extrêmes comme on a pu le voir depuis le 11 septembre. Les pays européens agissent malgré eux comme incubateurs avant de le laisser retourner dans sa région d'origine. L'Islam a un impact beaucoup plus grand sur la politique en Europe qu'aux Etats-Unis.¹⁸²

La combinaison de ces facteurs a incité l'Union Européenne à développer une série de politiques qui l'ont fait s'engager de plus en plus dans la région. L'importance de cette perception de croissance d'un intérêt européen commun consiste en ce qu'il implique un rôle européen significatif dans la région et, du point de vue européen, un besoin de prendre une position sur les sujets critiques qui surviennent dans cette région pour essayer de protéger et développer ces intérêts.¹⁸³

A- Historique coloniale

L'histoire est la source de la situation instable actuelle, dans laquelle les alliés européens jouent seulement un rôle de soutien mineur dans cette région bien qu'ils aient des intérêts importants en jeu et les ressources pour faire beaucoup plus, s'ils devaient reconfigurer leurs positions de force.¹⁸⁴

Il est utile de considérer d'abord le fond du rapport actuel de l'Europe avec la région. Le premier rapport de l'Europe a tourné autour du commerce. Depuis le XVIème siècle, le rôle de l'Europe avec l'Empire Ottoman avait été formalisé par les relations diplomatiques et les accords des Capitulations, le contexte par lequel l'Europe pourrait établir et maintenir un rapport commercial avec les différentes parties de l'Empire. Vers la fin du dix-huitième siècle, comme le changement de l'équilibre des puissances entre l'Empire Ottoman et l'Europe est devenu palpable, ces relations ont commencé à changer, et les considérations stratégiques des grandes puissances européennes ont commencé à faire partie de leurs plus larges stratégies impériales pour la stabilité. La Première Guerre Mondiale a provoqué le relâchement des liens qui rattachaient l'intérêt

¹⁸² *Ibid.*, p.3

¹⁸³ *Ibid.*, p.4

¹⁸⁴ Richard L. Kugler, "Military Force Projection" in Robert D. Blackwill and Michael Stürmer (ed.), *Allies Divided*, London, The MIT Press, 1997, p.256-257

européen au maintien de l'intégrité de l'Empire Ottoman. À la fin de la guerre, les pouvoirs victorieux ont entrepris le démembrement de l'Empire Ottoman, en divisant les provinces arabes entre la Grande-Bretagne et la France sous l'autorité de la Société des Nations. En ce qui concerne les politiques, les territoires concernés et leurs populations ont été examinés par rapport à leurs ressources, marchés et situation stratégique, avec peu d'intérêt pour leurs cultures, traditions, convictions et possibles convergence d'intérêts.¹⁸⁵

Pendant une période relativement courte à partir de la fin de la Première Guerre Mondiale et de l'émergence d'Etats indépendants dans la région, les gouvernements européens, dont particulièrement la Grande-Bretagne et la France, ont efficacement contrôlé la plupart du Moyen-Orient. Quand l'indépendance fut octroyée aux nations de la région, elle a apporté peu de changement à cette structure de rapports autre que la fin de la domination politique européenne directe. Avec l'émergence de la Guerre Froide et du nationalisme arabe comme influences externes et intérieures primaires, les efforts des gouvernements européens pour continuer "l'administration" de l'élite gouvernante dans la plupart de la région se sont affaiblis et échoué avant la fin des années 1950. A la suite de ce déclin d'influence, conjugué aux résultats des changements politiques, économiques et sociaux rapides qui ont balayé la région, le noyau d'intérêts européens est venu se concentrer sur les intérêts commerciaux et dans une moindre mesure sur les intérêts politiques et sécuritaires.¹⁸⁶

Pendant les premières années de la Guerre Froide, les alliés européens - surtout la Grande-Bretagne et la France — ont été lourdement impliqués dans cette région d'une manière qui a reflété leur héritage colonial. Le résultat était une série d'affrontements politiques entre eux et les Etats-Unis, qui commençaient à installer leur propre empreinte diplomatique sur la région avec des politiques post-coloniales en tête. Par conséquent, la crise Suez de 1956 et le rôle de la France dans la guerre algérienne a nui à la cohésion de l'OTAN. Ensuite, la Grande-Bretagne et la France se sont progressivement retirés de la région et ont reconcentré leurs stratégies de défense sur l'Europe. Les Etats-Unis ont entrepris de remplir le vide s'ensuivant. Leur propre capacité d'opération dans le Golfe était faible, et la guerre du Viêtnam et d'autres

¹⁸⁵ B. A. Roberson, (ed.) *The Middle East and Europe: the power deficit*, London and New York, Routledge, 1998, p.9

¹⁸⁶ *Ibid.*

préoccupations ont prévenu des améliorations immédiates. Vers le milieu des années 1970, la dépendance grandissante de l'Ouest envers le pétrole du Golfe faisait de la région un point d'intérêt essentiel dans les calculs stratégiques, mais pourtant rien n'a été fait.¹⁸⁷

C'est sur la base de ces différentes expériences historiques que l'Europe et le Moyen-Orient s'affrontent et se rapprochent dans cette période transitionnelle post-Guerre Froide. Les gouvernements du Moyen-Orient, pour leur part, n'ont pas pu résoudre certains aspects particuliers des conséquences du brève intervention européenne dans la région, c'est-à-dire la question de frontières, l'état arabe unique et la présence d'Israël et ses conséquences sur la population palestinienne et sur la région. Les gouvernements du Moyen-Orient avaient poursuivi des stratégies domestiques et externes justifiées par ces objectifs transformés en nationalisme arabe et qui ont aujourd'hui laissé la région politiquement morcelée et dépendante des Etats-Unis pour sa sécurité.¹⁸⁸

B- La proximité géographique

La géographie est un facteur important dans la détermination des relations de l'Europe dans le Moyen-Orient en général et dans les états arabes méditerranéens en particulier. Les Etats européens et l'UE peuvent entretenir des rapports spéciaux avec Israël, mais ils ne peuvent pas se permettre de compter juste sur un partenaire stratégique dans la région, comme font les Etats-Unis, ou privilégier un pays. L'Europe ne peut pas ignorer le fait que tous les pays méditerranéens du sud et de l'est sont ses voisins. La déstabilisation régionale nuirait aux intérêts européens même si elle n'affectait pas la sécurité d'Israël ou le flux du pétrole arabe du Golfe. Une forte interdépendance existe entre l'Europe et tout le Moyen-Orient, du point de vue de la sécurité autant que des relations sociales et économiques.¹⁸⁹

Par conséquent, les Européens sont généralement plus ouverts aux demandes arabes et à leurs positions. Cela n'a jamais été aussi facile pour l'Europe qu'il a été

¹⁸⁷ Richard L. Kugler, *op.cit.*, p.257

¹⁸⁸ B. A. Roberson, *op.cit.*, p.10

¹⁸⁹ Volker Perthes, "Europe, the United States, and the Middle East Peace Process" in Robert D. Blackwill and Michael Stürmer (ed.), *Allies Divided*, London, The MIT Press, 1997, p.91-92

pour les Etats-Unis d'accepter ou même soutenir la politique agressive d'Israël contre ses voisins arabes. C'est pourquoi, les Européens insistent toujours autant sur l'importance de la résolution définitive du conflit du Moyen-Orient.¹⁹⁰

i- Promotion de la stabilité

L'intérêt européen principal dans le Moyen-Orient (surtout l'Afrique du Nord et le bassin méditerranéen) est de promouvoir la stabilité et prévenir la propagation des conflits dans la région — tant intra qu'extra-étatiques. Pour l'Europe, le Moyen-Orient est important parce que c'est un voisin, parfois dangereux et avec lequel partage une longue et complexe histoire composée de guerres et de conflits, de domination militaire (dans les deux directions) et de défiance culturelle, politique et économique. La proximité de l'Europe par rapport au Moyen-Orient augmente sa sensibilité de son potentiel problématique, et peut transformer ces problèmes en problèmes européens. Occasionnellement, cela a été le cas avec différents problèmes du Moyen-Orient, comme le terrorisme, l'intégrisme islamique, le conflit israélo-arabe et les mouvements révolutionnaires dans les pays individuels. Se défendre contre la propagation de ces problèmes est l'objectif principal de l'Europe au Moyen-Orient.¹⁹¹

Comme nous l'avons mentionné auparavant la stabilité régionale est une priorité croissante pour l'Europe. Elle a remplacé la sécurité énergétique comme inquiétude numéro un dans les politiques européennes au Moyen-Orient. Cela vaut pour la région méditerranéenne, particulièrement pour le Maghreb depuis le début des troubles algériens en 1992. Clairement, l'Europe a peur que ses voisins méditerranéens soient dans l'incapacité de s'occuper de leurs défis socio-économiques et politiques importants et que ceux-ci puissent affecter sa propre sécurité intérieure par un afflux d'immigrants illégaux, la déstabilisation de sa population de nationalité maghrébine (environ quatre millions de personnes), ou par une augmentation du trafic de drogue provenant de la région. Ainsi le risque de déstabilisation intérieure, beaucoup plus que de conflits militaires régionaux, a, au cours des dernières années affecté la stabilité politique intérieure de certains pays européens, comme l'augmentation du sentiment xénophobe et de l'ascension de l'extrême-droite en France par exemple.¹⁹²

¹⁹⁰ *Ibid.*, p.92

¹⁹¹ Robert Satloff, *op.cit.*, p.19

¹⁹² Eberhard Rhein, *op.cit.*, p.49-50

Finalement, il est important de noter que les préoccupations européennes sur la stabilité diffèrent suivant le pays. Les pays du Sud de l'Europe (l'Italie, l'Espagne et la France) sont concernés par le Maghreb à cause des liens historiques et du grand nombre d'immigrés. La politique domestique et la sécurité intérieure de l'Allemagne et de la Grande-Bretagne, au contraire, ne sont pas directement affectées par les événements dans le Maghreb.¹⁹³ L'Iraq et l'Iran sont beaucoup plus importants pour l'Allemagne et l'Angleterre à cause de leurs liens historiques.

i- L'immigration et le rôle de l'Islam

L'un des intérêts européen principaux vis-à-vis du Moyen-Orient tourne autour du problème de l'immigration. Etant donné l'engagement historique de l'Europe envers le Moyen-Orient, c'est une adjonction relativement nouvelle à la liste d'intérêts régionaux européens; il n'aurait pas été à l'ordre du jour de l'Europe il y a trente ou quarante ans. Pourtant, l'explosion de la migration musulmane en Europe au cours des années 1960 et 1970, principalement de l'Afrique du Nord vers l'Europe du sud, de la Turquie vers l'Allemagne et de l'Inde et du Pakistan vers la Grande-Bretagne — a causé de profondes inquiétudes parmi beaucoup d'Européens à cause des implications sociales, économiques et culturelles de changement démographique dans ces sociétés qui sont beaucoup plus homogènes que la société américaine. La façon de traiter ce double défi (absorbant la migration passée en prévenant la migration superflue future) devient l'une des raisons les plus importantes pour l'engagement européen au Moyen-Orient.¹⁹⁴

Il n'y a aucun doute qu'un grand afflux de réfugiés peut déstabiliser en Europe. Ces immigrants pourraient même importer le terrorisme et l'extrémisme domestique en Europe. Par exemple, dans la Communauté Européenne, il y a des millions de Maghrebins et ouvriers du Moyen-Orient, y compris des centaines de milliers de Kurdes en Allemagne. En Italie, en Espagne, en France et en Allemagne, ces populations saisonnières sont devenues un débat politique domestique, causant des appels à la régulation de la migration et provoquant la violence contre les immigrés

¹⁹³ Zalmay Khalilzad, *op.cit.*, p.201

¹⁹⁴ Robert Satloff, *op.cit.*, p.20

récents. En fait, c'est un vrai dilemme, parce que beaucoup d'économies du Moyen-Orient dépendent de ces pays.¹⁹⁵

Dans la plupart du Moyen-Orient, la croissance démographique distance rapidement la croissance économique. Le Moyen-Orient a la croissance démographique la plus élevée du monde après l'Afrique sub-saharienne. La croissance rapide de la population, combinée avec d'autres tendances indésirables, envoie des émigrés à l'extérieur de la région. Les immigrés du Moyen-Orient sont une cause d'inquiétude pour les Européens, surtout pour la France, l'Espagne et l'Italie. La Libye, l'Algérie, l'Egypte, le Maroc et la Tunisie dont la population frise les 130 millions, à raison d'une augmentation de 4 millions par an, et qui ont envoyé un nombre considérable d'émigrés en Europe. L'Egypte et l'Algérie montrent des tendances particulièrement alarmantes. Par exemple, environ 70% des 27 millions des habitants de l'Algérie sont âgés de moins de quinze ans et 42% de moins de dix ans. Plus de 20% de la population active est sans emploi. Les sociétés européennes ont eu des difficultés à intégrer les immigrés de cette région. L'effet purement économique de l'immigration est probablement positif pour l'Europe, surtout étant donné sa population vieillissante; mais les effets politiques sont négatifs. L'immigration a alimenté la politique d'extrême-droite et xénophobe dans plusieurs Etats européens.¹⁹⁶

D'autre part, l'intérêt politico-culturel envers le Moyen-Orient est dû à l'ancienne association entre l'Europe et l'Islam en tant que civilisation, et les Musulmans en tant que population.¹⁹⁷ Pourtant, depuis la fin des années 1970, le potentiel de l'Islam comme une force politique qui pourrait menacer l'Europe et l'Occident en général est envisagé. La révolution iranienne, la guerre Iran-Iraq, les enlèvements d'Occidentaux par le Hezbollah au Liban, la guerre du Golfe, la menace perçue "d'un vide" provenant de la disparition tant du communisme que de la Guerre froide, les attaques terroristes du 11 septembre et finalement la récente guerre incertaine en Iraq — ont tous placé la question de l'Islam dans les foyers européens. Depuis le début des années 1990, l'Islam est discutée intellectuellement dans le contexte du conflit des civilisations.¹⁹⁸ L'Islam est critiqué pour son manque de respect envers les droits de

¹⁹⁵ Zalmay Khalilzad, op.cit., p.198-199

¹⁹⁶ *Ibid.*, p.201-202

¹⁹⁷ Simon Serfaty, "Bridging the Gulf across the Atlantic: Europe and the United States in the Persian Gulf", *The Middle East Journal*, Summer 1998, p.340

¹⁹⁸ Samuel P. Huntington, "The Clash of Civilizations", *Foreign Affairs*, Summer 1993, p.22-49

l'homme pendant que l'Europe est critiquée pour sa philosophie matérialiste ayant dégénéré ses propres sociétés. En arrière-plan de ce dialogue plus ou moins tempéré, on peut voir presque trois décennies d'inquiétude grandissante causée par la croissance des communautés d'immigrés en Europe, une inquiétude doublée récemment par un glissement général vers la récession économique.¹⁹⁹

La dynamique de la montée de l'islamisme dans le Moyen-Orient sera probablement de plus en plus inquiétante tant pour les Etats-Unis que pour l'Europe. Pourtant, quatre facteurs rendent la réaction européenne à l'Islamisme différente de celle outre-atlantique. C'est tout d'abord l'idée bien installée que l'Islamisme affectera la politique domestique, à cause de la présence en Europe de millions de Musulmans. Cette idée ne s'est pas manifestée aux Etats-Unis jusqu'au bombardement du Centre Commercial Mondial de février en 1993 à New York et particulièrement après les événements catastrophiques du 11 septembre, mais la situation est vivace partout en Europe. Cela se traduit, par exemple, par les difficultés dressées devant les immigrés dans l'acquisition de la nationalité de leur pays de résidence, comme c'est toujours le cas en Allemagne et en Grande-Bretagne.²⁰⁰

Un deuxième facteur dans la réaction européenne à l'Islamisme est la réapparition des actes de terreur explicitement rattachée aux mouvements islamistes en Europe ou dirigés vers les Européens voyageant dans les pays musulmans. Les Américains ont connu ce phénomène pendant les crises de prises d'otage en Iran et plus tard à Beyrouth. Pour les Européens, le sentiment de vulnérabilité est plus étendu. Pendant quelque temps, effectivement, il a semblé que terrorisme et Islamisme étaient synonymes pour l'opinion publique, probablement remuée par la couverture spectaculaire périodique dans les mass-média "du signe Islamique", les deux phénomènes toujours présentés comme le même.²⁰¹

Le troisième facteur déterminant les réactions européennes à l'Islamisme est la peur de nouvelles vagues d'immigrés fuyant l'établissement de gouvernements Islamistes au Moyen-Orient. C'est fondé sur l'expérience des vagues d'Iraniens qui ont fui leur

¹⁹⁹ B. A. Roberson, "Islam and Europe: An Enigma or myth?", B. A. Roberson, (ed.) *The Middle East and Europe: the power deficit*, London and New York, Routledge, 1998, p.104

²⁰⁰ Ghassan Salamé, "Torn between the Atlantic and the Mediterranean" in B.A. Roberson (ed.), *The Middle East and Europe: The Power Deficit*, London, Routledge, 1998, p.31

²⁰¹ *Ibid.*, p.32

pays quand Khomeini a pris le pouvoir et les Libanais qui ont fui le conflit civil dans leur pays. A une époque de chômage important, l'Europe craint de devenir la victime de l'Islamiste essayant de trouver refuge (et emploi) en Europe tout autant qu'elle craint l'Islamiste lui-même.

Finalement, et c'est le plus important, la culture politique dans la plupart des pays européens semble moins capable ou disposée à englober une politique religieuse que celle des Etats-Unis. Notamment en France, il n'a jamais existé une tradition «démocrate chrétienne» substantielle. Le simple port d'un foulard par une adolescente musulmane dans une école publique est perçu comme une menace aux valeurs laïques républicaines. Pour cette raison, la situation difficile des Musulman coincés entre leur foi et la laïcité environnante est perçue comme quelque chose qui doit finalement changer pour que leur intégration dans leurs nouveaux pays puissent être complètement accomplie.²⁰²

Paradoxalement, la capacité de contrôler la migration a baissé tandis que la volonté s'est amplifiée. La réalité est aujourd'hui que, les frontières sont au-delà du contrôle et on ne peut faire grand-chose pour vraiment réduire l'immigration.²⁰³

C-Les intérêts économiques

Comme il a été indiqué auparavant, les relations Europe – Moyen-Orient se poursuivent depuis le déclin du pouvoir européen dans la région. Le côté européen des relations a été redéfini afin de refléter le nouveau rôle politique et l'engagement limités du Vieux Continents qui se concentre désormais sur l'aspect contractuel et économique, que ce soit au sujet du commerce lui-même où de l'importation de main-d'œuvre. Dans le processus, l'UE a essayé de formaliser ses relations dans la Méditerranée et le Moyen-Orient par l'établissement de cadres d'associations économiques à travers lesquels ses Etats membres ont réalisé des relations bilatérales.²⁰⁴

²⁰² *Ibid.*

²⁰³ Jagdish Bhagwati, "Borders Beyond Control", *Foreign Affairs*, January-February 2003, p.99

²⁰⁴ B.A. Roberson, *op.cit.*, p.13

Dans ce contexte, les intérêts économiques européens au Moyen-Orient concernent surtout : le flux libre du pétrole à un prix raisonnable et les relations commerciales avec les Etats du Moyen-Orient:

i- Le Pétrole

Les Etats-Unis et l'Europe ont tous deux intérêt à garantir le flux libre du pétrole du Moyen-Orient à des prix raisonnables. Tant l'Europe que les Etats-Unis dépendent du pétrole importé pour leur prospérité économique. Par contraste avec les Etats-Unis, qui importent moins de 20% de son usage net de pétrole et de gaz du Moyen-Orient (et juste un peu plus que la moitié de tous les pays de l'OPEP combinés), l'Europe dépend beaucoup plus de la région pour son énergie, en important presque la moitié de son pétrole et de son gaz net du Moyen-Orient (et plus de 85% des pays de l'OPEP).²⁰⁵ Bien que les niveaux de dépendance et d'importance relative varient (l'Italie importe plus de la Libye, alors que les Etats-Unis dépendent lourdement de l'Arabie Saoudite), étant donné la nature du pétrole, une perturbation importante des réserves où que ce soit au Moyen-Orient peut provoquer des problèmes économiques pour tous les consommateurs. Dans ce sens l'Europe est particulièrement vulnérable.²⁰⁶

D'autre part, pendant que les Etats-Unis ont souffert des chocs du pétrole et des augmentations des prix en 1973 (à la suite du boycottage arabe dû à la Guerre de Yom Kippur), en 1978-79 (à la suite de la révolution iranienne) et en 1990 (à la suite de l'invasion irakienne du Koweït), l'impact sur l'économie américaine n'était rien en comparaison de son effet sur l'économie européenne. Avec ce legs en tête et malgré les changements dans le marché du pétrole qui réduisent l'importance d'une quelconque source unique de réserves, l'Europe continue à avoir un intérêt à garantir le flux sans obstacles de pétrole et de gaz à des prix raisonnables et à développer des sources de réserves à l'extérieur du Golfe (par ex., la Mer Caspienne).²⁰⁷

²⁰⁵ Robert Satloff, *op.cit.*, p.20

²⁰⁶ Zalmay Khalilzad, *op.cit.*, p.196

²⁰⁷ Robert Satloff, *op.cit.*, p.20

ii- Le commerce avec le Moyen-Orient

Plus important est l'interdépendance économique entre l'Europe et le Moyen-Orient, qui surpasse celle des Etats-Unis. En plus de cela, les intérêts commerciaux européens dans la région sont beaucoup plus diversifiés que ceux des Etats-Unis. Par exemple, Israël et ses voisins réalisent 42% de leur commerce extérieur avec les Etats de l'UE, comparés à seulement 16% avec les Etats-Unis. Le tableau devient encore plus clair quand les Etats du Maghreb sont inclus : ils réalisent environ 65% de leur commerce extérieur avec l'UE, mais moins de 6% avec les Etats-Unis.

En 1995, l'Europe a importé deux fois plus de pétrole de la région (10 millions de bidons par jour). Le Golfe a fourni 24% des besoins de l'Europe; et seulement 19% des Etats-Unis. Dans les exportations, l'Allemagne seule a expédié des marchandises pour \$20 millions de dollars au Moyen-Orient en 1992, comme les Etats-Unis. Pour cette raison, le commerce a tendance à dominer la relation UE – Moyen-Orient et constitue l'outil diplomatique préféré de l'UE.²⁰⁸

Pourtant la protection des mouvements commerciaux et financiers n'a jamais été considérée avec une importance égale à celle de l'énergie et de la stabilité régionale, tant pour l'UE que pour les Etats-Unis. L'Europe a peu d'investissements directs à protéger au Moyen-Orient, comme la région n'a pas encore été capable de créer un climat d'investissement attrayant. Quant au commerce, l'Europe possède un avantage de proximité normal, comparé aux Etats-Unis. C'est cet avantage, avec la large gamme de ses produits, qui a aidé à faire de l'Europe le partenaire commercial numéro un du Moyen-Orient. Il est bon de préciser que les intérêts d'exportations n'ont pas été le seul facteur derrière la politique du Moyen-Orient de l'UE.²⁰⁹

CHAPITRE III: LES INTERETS AMERICAINS ET EUROPEENS COMMUNS

Précisons dès le départ que, tant en Europe qu'aux Etats-Unis, les intérêts et les préoccupations sont d'habitude définis autour de tout le Moyen-Orient, plutôt que juste Israël et ses voisins. Les intérêts américains dans la région, souvent clairement exposées par les politiciens, comprennent surtout le flux libre de pétrole à des prix

²⁰⁸ Phebe Marr, *op.cit.*, p.84

²⁰⁹ Eberhard Rhein, *op.cit.*, p.50

raisonnables, la sécurité et le bien-être d'Israël, la paix israélo-arabe, la stabilité des régimes modérés et, plus récemment, la non-prolifération d'armes de destruction de masse et l'élimination de la menace terroriste. Les politiciens européens ne nient pas l'importance des intérêts américains, mais comme nous l'avons vu, ils ont aussi leurs propres listes de priorités et de préoccupations spécifiques.²¹⁰

En comparant les intérêts européens et américains dans la région, on arrive à la conclusion qu'ils convergent plus qu'ils ne divergent; au moins tant que les intérêts de base sont concernés. Avant tout, la sécurité énergétique a traditionnellement été l'inquiétude primordiale dans la région tant pour l'Europe que pour les Etats-Unis.²¹¹ Ils ont un intérêt essentiel à protéger le flux libre du pétrole du Golfe Persique et d'Afrique du Nord à des prix raisonnables. Le pétrole du Moyen-Orient est essentiel à toutes les économies industrielles occidentales. Alors que l'Europe dépend plus que les Etats-Unis des réserves de pétrole du Moyen-Orient, le pétrole est un article fongible. N'importe quelle fluctuation dans les réserves affecte les prix globaux. Les augmentations des prix du pétrole au-delà d'un maximum acceptable pourraient provoquer une récession économique, avec ses conséquences sociales et politiques perturbatrices des deux côtés de l'Atlantique.²¹²

Pourtant, avec la diversification des sources vers l'Asie Centrale, la normalisation des relations avec la Russie et les productions continues de pétrole et de gaz en Mer du Nord, l'intérêt pour des réserves sûres de pétrole et de gaz a temporairement diminué depuis le milieu des années quatre-vingt. La dépendance de l'Europe envers le Moyen-Orient reste quand même considérable et est beaucoup plus grande que celle des Etats-Unis, qui importe seulement 20% de sa consommation d'énergie totale, contre 50 à 90% pour les pays européens, à l'exception de la Norvège et du Royaume-Uni.²¹³

À cause de sa plus grande dépendance des sources extérieures, l'Europe semble plus prête à payer un prix plus élevé pour l'énergie que les Etats-Unis, et à accepter une augmentation progressive des prix de l'énergie comme un stimulant nécessaire aux

²¹⁰ Volker Perthes, *op.cit.*, p.89

²¹¹ Eberhard Rhein, *op.cit.*, p.49

²¹² Phebe Marr, *op.cit.*, p.82

²¹³ Eberhard Rhein, *op.cit.*, p.49

économies d'énergie et à l'introduction d'énergies alternatives comme le vent, la puissance neutronique et solaire. Au cours des dernières années, elle n'a donc plus essayé d'influencer la stratégie des prix du pétrole de ses partenaires arabes. Les prix de pétrole ont cessé d'être un sujet important de dialogue entre les pays arabes et l'UE.²¹⁴

Pourtant, d'autres aspects des politiques du Moyen-Orient sont devenus de plus en plus controversés. Si la fin des années 1990 a été témoin d'une divergence graduelle entre les partenaires transatlantiques sur le sujet du Moyen-Orient, au cours des quelques dernières années cette divergence est devenue un précipice autour de quelques cas spécifiques. A part celui de l'Iraq, qui continue à être la faille la plus visible, le conflit israélo-palestinien et les causes d'enracinement du terrorisme ont été perçus différemment de chaque côté de l'Atlantique.²¹⁵

Pour les Etats-Unis, la sécurité et la survie d'Israël est plus qu'un intérêt, mais un engagement national. Depuis septembre 2001, la coïncidence de vues entre le Président Bush et le Premier ministre Sharon implique une certaine similarité de projets nationaux américains et israéliens, à la direction particulièrement idéologique - avec une forte composante religieuse - et à la solidarité dans leurs luttes nationales respectives contre les menaces externes et le terrorisme.”²¹⁶

D'autre part, la sécurité d'Israël n'est pas normalement considérée un intérêt européen de base. Evidemment, l'Europe considère Israël comme un Etat légitime du Moyen-Orient. Mais l'Europe ne considère plus l'existence d'Israël comme pouvant être compromise par le pouvoir militaire ou politique arabe. Pour l'Europe, l'équilibre des puissances militaires, politiques et économiques a changé radicalement en faveur d'Israël ces quarante dernières années. C'est la raison fondamentale pour la position pro-palestinienne et pro-arabe plus franche de l'UE (et moins dans les enjeux économiques comme la sécurité du pétrole et du gaz, ou l'importance du marché arabe pour les exportations européennes). En tant que partenaire économique, politique, scientifique, ou culturel, l'UE a plus en commun avec Israël qu'avec n'importe quel pays arabe, mais cela ne suffit pas et ne doit pas empêcher l'UE de jeter un coup d'oeil critique à certaines

²¹⁴ *Ibid.*

²¹⁵ Martin Ortega, “The Achilles Heel of Transatlantic Relations”, in Gustav Linstrom (ed.) *Shift or Rift: Assessing the US-EU relations after Iraq*, Paris, European Union Institute for Security Studies, Transatlantic Books, 2003, p.155–156

²¹⁶ *Ibid.*, p.156

des politiques d'Israël qui, d'un point de vue européen, n'étaient pas toujours utiles, même sous le signe favorable du processus de paix.²¹⁷

Pour les deux parties, l'idéal serait un Moyen-Orient stable, sans bouleversements ni agitation. Pendant qu'un tel environnement politique peut être plus un désir que la réalité, plus le Moyen-Orient se rapproche de la stabilité et plus les intérêts européens et américains seront servis. Les guerres et les conflits domestiques mortels peuvent interrompre le commerce, créer des réfugiés et produire des pressions domestiques en Europe et aux Etats-Unis pour une intervention indésirable, comme c'est le cas récemment en Iraq.²¹⁸

Les intérêts européens dans le Moyen-Orient ne sont pourtant pas complètement homogènes. Ils continuent à être sous l'influence des préférences nationales spécifiques et basés sur la géographie, l'histoire et les liens économiques. La proximité géographique ou la distance comptent sûrement dans le contexte européen : les pays comme la Finlande ou la Suède ne sentent pas le même intérêt intense envers le Moyen-Orient que la France ou l'Espagne.²¹⁹ Autrement dit, différents pays européens ne partagent pas le même avis quant au sujet des pays individuels du Moyen-Orient : le Liban a une plus haute priorité pour la France qu'il n'en a pour tout autre pays de l'UE; de même pour l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, même si l'Espagne et l'Italie rivalisent avec la France pour plus de présence économique et même politique.²²⁰

La proximité géographique de l'Europe avec le Moyen-Orient rend ses relations avec les pays de l'autre rive de la Méditerranée plus immédiates. L'Europe ne peut pas éviter l'interdépendance, même l'intimité. S'il y a un bouleversement social en Algérie, l'effet peut être une inondation de réfugiés dans l'Europe du Sud. Plus de 12 millions de Musulmans originaires du Moyen-Orient vivent en Europe, où ils sont devenus un facteur significatif dans la politique domestique. A cause des liens de ces immigrants avec leurs pays d'origine, les gouvernements européens doivent être plus sensibles à la politique dans le Moyen-Orient pour prévenir un effet concrétisé par des troubles domestiques ou même le terrorisme domestique. Historiquement, les Européens ont été plus proches du Moyen-Orient que les Etats-Unis, avec toutes ces décennies de

²¹⁷ Eberhard Rhein, *op.cit.*, p.50-51

²¹⁸ Phebe Marr, *op.cit.*, p.82

²¹⁹ Eberhard Rhein, *op.cit.*, p.51

²²⁰ *Ibid.*

gouvernement impérialiste, bien que ce phénomène appartienne au passé. Dans certains cas, comme dans le Golfe, la présence des Etats-Unis rappelle celles des anciens Empires britanniques ou français, avec une influence militaire, économique et culturelle octroyant aux Etats-Unis une position dominante.²²¹

Rattaché au concept de stabilité régionale, le terrorisme international est la menace commune primordiale pour les deux parties. Pourtant, le problème est qu'il y a eu des différences dans la perception et l'approche entre les Etats-Unis et l'Europe à ce sujet. D'un point de vue américain, "le Moyen-Orient a produit une menace terroriste sérieuse contre les Etats-Unis et les attaques terroristes du 11 septembre 2001 constituent l'évidence tragique que la menace est très sérieuse et doit être combattue vigoureusement. Sans aucun doute, le Moyen-Orient est la région où cette menace a ses racines, mais la guerre contre la terreur ne devrait se concentrer ni sur les aspects politiques, ni sur des sujets régionaux. Cette guerre devrait être menée en prenant de fortes mesures de maintien de l'ordre à domicile et des réponses militaires à l'étranger. Il n'y a aucun lien entre le conflit israélo-palestinien et le terrorisme international, car le but principal des terroristes est la destruction de valeurs et de la civilisation occidentales. Pendant qu'il existe une possible entre la menace terroriste et les ADM irakiennes dans la guerre contre Saddam Hussein, la lutte contre la menace continue toujours dans l'Iraq post-Saddam vu que ce pays est maintenant devenu un champ de bataille pour le terrorisme international."²²²

Pour les Européens, "le terrorisme international est une grosse menace pour leur sécurité. Depuis les horribles attaques du septembre de 2001 aux Etats-Unis, qui ont produit un courant de solidarité sincère en Europe, l'Union Européenne a lutté côte à côte avec les Etats-Unis contre cette menace. Pourtant, le terrorisme est un phénomène complexe et est inextricablement lié à la politique dans le Moyen-Orient. Donc, d'un point de vue européen, une gamme entière d'instruments (pas seulement militaires) doit être employée. La coopération internationale et les mesures de contrôle doivent être sans doute être entreprises, mais la résolution de conflits, particulièrement du conflit israélo-palestinien et la démocratisation au Moyen-Orient contribuera à la longue au dépassement de la menace terroriste."²²³

²²¹ Phebe Marr, *op.cit.*, p.83

²²² Martin Ortega, *op.cit.*, p.156

²²³ Ibid., p157-158

En plus de tout cela, les Etats-Unis et ses partenaires européens ont de forts intérêts commerciaux dans le Moyen-Orient. Le Moyen-Orient est un marché important, plus pour l'Europe que les Etats-Unis, mais tous les deux dépendent de la vente de marchandises militaires et civiles pour compenser leurs achats de pétrole. Dans une ère de compétition économique énorme, garder ces marchés ouverts est un intérêt commun. Pourtant, la compétition entre les différents pays européens et asiatiques et les Etats-Unis sont devenus une raison de discorde pour obtenir des parts de marché dans le Golfe. En plus, le désir européen pour les marchés est entré en conflit avec l'ordre du jour de sécurité américaine dans deux pays critiques, l'Iran et l'Iraq.

En outre, cette région est essentielle en raison de la présence de nombreuses voies navigables stratégiques et lignes de communication, l'instrument indispensable non seulement pour le commerce, mais aussi pour le transport de la puissance militaire américaine. Les principaux points stratégiques sont le Canal de Suez, le Détroit de Hormuz, le détroit de Bab al-Mandab, le Détroit de Tiran (une issue importante vers la Mer Rouge pour la Jordanie et Israël) et tous les ports autour de la Méditerranée qui donnent accès à l'Afrique, au Moyen-Orient et à l'Asie. Le survol du Moyen-Orient, qui est en travers de trois continents, est aussi critique.²²⁴

Enfin, il est important de noter que les Etats-Unis et l'Europe partagent l'intérêt important de soutenir la propagation de l'économie de marché et des démocraties, dans la mesure du possible. Ce but peut quelquefois être en conflit avec d'autres intérêts, comme la stabilité et faire accepter à l'Ouest les régimes autoritaires dans des régions essentielles comme celle du Golfe, pour aider davantage des intérêts comme le flux de pétrole. Pourtant, les Etats-Unis et l'Europe soutiennent les Droits de l'Homme et les sociétés plus ouvertes, en tant que principe et, généralement, en pratique, si cela n'entre pas en conflit avec certains de leurs intérêts plus essentiels.²²⁵

²²⁴ Phebe Marr, *op.cit.*, p.83

²²⁵ *Ibid.*

III- TROISIEME PARTIE : LES POLITIQUES DIVERGENTES DES ETATS-UNIS ET DE L'EUROPE

L'harmonie euro-américaine semble différente aujourd'hui, car tant les États-Unis que l'Europe cherchent des formules pour s'occuper de la nouvelle matrice de défis dans le Moyen-Orient. Mais il existe des différences de paramètres, de ressources et d'histoires entre l'Europe et les États-Unis.²²⁶ Sur pratiquement chaque question concernant cette région, les États-Unis et l'Union Européenne maintiennent de différentes stratégies. Et l'objectif est de mieux protéger les intérêts Occidentaux et éviter les éventuelles menaces. Etant l'allié le plus proche d'Israël, les États-Unis ont tendance à prendre une approche plus tolérante envers les préoccupations israéliennes, contrairement aux Européens. Et probablement, tant que la vision sur Israël et la Palestine sera différente, les divergences transatlantiques existeront. La politique de Washington sur la politique de « double endiguement » (*dual containment*) ne peut être soutenu par ses alliés car cette politique n'est pas crédible à long terme. D'autre part les Etats-Unis craignent que la politique d'engagement des Européens menace sa propre politique envers les Etats voyous.²²⁷

A partir de la Guerre Froide, les deux partenaires ont décidé que leurs relations ne seraient plus dominées par l'association de sécurité, comme c'était le cas auparavant. Dans la Déclaration Transatlantique, adoptée en novembre 1990, l'Union Européenne et les Etats-Unis d'Amérique avaient déjà conjointement défini de nouveaux objectifs concernant la période post Guerre Froide. En tirant partie des traditions partagées et des valeurs démocrates, un Nouvel Ordre du jour Transatlantique et un Plan d'Action ont été adoptés à Madrid en décembre 1995. L'Accord de Madrid a prévu la coopération systématique et détaillée dans trois régions :²²⁸

- La coopération politique, avec le but de déterminer les positions collectives sur les questions importantes ;

²²⁶ Phebe Marr, *op.cit.*, p.76

²²⁷ Robert D. Blackwill and Michael Stürmer, *op.cit.*, p.4

²²⁸ Margarita Mathiopoulos, "If it ain't broken don't fix it: Maintaining the Status Quo", in Matthias Dembinski and Kinka Gerke (ed.), *Cooperation or Conflict?: Transatlantic Relations in Transition*, New York, St Martin's Press, 1998, p.223

- La création d'un marché transatlantique par l'harmonisation de normes et de reconnaissances réciproques, en évaluant ensemble les meilleurs moyens et procédures pour cela ;
- Une approche commune aux "défis globaux" comme l'environnement, l'immigration, la prolifération d'armes de destruction en masse, le crime organisé et le terrorisme.

En outre, bien qu'il y ait beaucoup d'intérêts communs pour des États-Unis et l'Europe en ce qui concerne le Moyen-Orient, il n'y a aucune vision commune ou stratégie. Les Américains et les Européens coopèrent sur quelques questions et leurs politiques sont complémentaires les unes des autres. Pourtant la compétition ou l'obstruction caractérisent souvent leurs relations dans la région.²²⁹

En fait, au cours des années 1990, les Européens ont continué à suivre la direction des États-Unis :

- i- La guerre contre Saddam Hussein pour libérer le Koweït en 1991;
- ii- Le Processus de Paix du Moyen-Orient commençant par la Conférence 1991 de Madrid;
- iii- Sanctions non soldées contre l'Iraq : « Containment of Iraq »

Jusqu'à la fin des années 90, les Européens (ou au moins la plupart d'entre eux) acceptaient les politiques américaines dans le Moyen-Orient. Mais désormais, ce n'est plus le cas. Il existait déjà des fissures dans leur relation et celles-ci sont devenues des écarts et même voir des fractures, surtout autour de l'Irak.²³⁰ Et pour comprendre ces fissures, écarts et fractures, il est indispensable de s'intéresser aux approches américaines et européennes face au Moyen-Orient, ainsi que la supériorité militaire de l'Amérique et la diplomatie de l'Europe.

²²⁹ Zalmay Khalilzad, *op.cit.*, p.206

²³⁰ Martin Ortega, *op.cit.*, p.148

CHAPITRE I- POLITIQUE AMERICAINE BASEE SUR LA SUPERIORITE MILITAIRE

Etant une super puissance de statuquo du monde, les États-Unis ont un impact important sur les questions économiques, politiques et même sociales à travers le monde entier, y compris le Moyen-Orient.²³¹ Il est important de montrer comment les problèmes différents et les conflits dans le Moyen-Orient sont liés, et comment la politique étrangère américaine gère presque toutes les questions critiques dans la région.

Au 21eme siècle, le Moyen-Orient continue à être une région relativement instable et versatile, tout en restant une région stratégique. Après l'expulsion de l'Iraq du Koweït par une coalition internationale menée par les États-Unis et avec la fin de la Guerre Froide, les Américains ont parlé d'un "nouvel ordre mondial" et beaucoup ont envisagé un nouvel ordre dans le Moyen-Orient.²³²

Les Etats-Unis ne sont pas simplement une puissance politique pour la région. Car depuis la fin de la Guerre Froide et la Guerre du Golfe, les États-Unis sont devenus un pouvoir extérieur prééminent au Moyen-Orient. Pendant les trente dernières années, les intérêts américains dans le Moyen-Orient se sont multipliés et sont devenus plus complexes. Ils s'étendent maintenant aux affaires intérieures des Etats dans la région. Jusqu'aux années 1970, les États-Unis s'étaient intéressés essentiellement au pétrole, ce qui a exigé une politique de sécurité comprenant la paix entre les Etats Arabes et Israël. Au cours des années 1980, la coopération militaire et stratégique est devenue de plus en plus importante afin de protéger les réserves pétrolières et créer des bases militaires américaines comme en Asie et Afrique.²³³

²³¹ Jeffrey W. Helsing, "The American shadow: U.S. Foreign Policy and the Middle East" in Ismael Tareq Y., (ed.), *The International Relations of the Middle East in the 21st Century*, Hampshire, Ashgate Publishing Limited, 2000, p:267

²³² *Ibid.*

²³³ Michele Durocher Dunne, "Integrating Democracy Promotion into U.S. Middle East Policy", *Carnegie Endowment Papers*, no: 50, October 2004, p.3
<http://12.150.189.35/publications/index.cfm?fa=view&id=15758&prog=zgp&proj=zdr1>

En fait, on peut dire que les États-Unis sont la puissance de sécurité ultime de la région. En réduisant ses forces militaires dans d'autres parties du monde au cours des dernières années, les États-Unis ont augmenté leurs capacités militaires dans le Golfe persique.²³⁴ En fait, le Moyen-Orient n'était pas toujours au centre de la défense américaine. Ce n'est qu'en 1979-80, avec la révolution iranienne et l'invasion soviétique de l'Afghanistan, que les États-Unis ont déclaré que le Golfe était une région d'intérêt essentiel et que des mesures militaires spécifiques ont été prises, pour renforcer la capacité de se projeter efficacement dans cette région. Dans les années précédentes, la région était sans doute centrale aux inquiétudes de sécurité américaines, au niveau économique (le pétrole), politique (Israël), ou concernant la sécurité (la compétition avec l'Union soviétique), mais cela restait périphérique dans les termes militaires : la Sixième Flotte était capable d'opérer dans la Méditerranée et la Septième Flotte a étendu sa portée dans l'Océan Indien.²³⁵ Les États-Unis ont renforcé leurs liens de sécurité avec les États de CCG.

Il est donc important de comprendre le rôle politique américain dans la région, ainsi que ses objectifs, leurs formations et leurs exécutions. Le courant dominant de la politique étrangère américaine a été défini depuis les années 1940 selon deux grandes stratégies, qui ont construit l'ordre international moderne. Fondamentalement réaliste, cet ordre repose sur l'endiguement, la dissuasion et le maintien de l'équilibre des puissances.²³⁶ En faisant face à une Union soviétique dangereuse et expansive après 1945, les États-Unis se sont avancés pour remplir ce vide par un Empire britannique en déclin et un ordre européen effondré, pour faire contrepoids à Staline et son Armée Rouge.²³⁷

La priorité de cette stratégie était la modération, cherchant à empêcher l'Union soviétique de développer sa capacité et sa sphère d'influence. L'ordre a été maintenu en dirigeant l'équilibre bipolaire entre les camps américains et soviétiques. La stabilité a été assurée par la modération nucléaire. Pour la première fois, les armes nucléaires et la doctrine de destruction assurée réciproque ont rendu la guerre entre

²³⁴ Zalmay Khalilzad, *op.cit.*, p.206

²³⁵ François Heisbourg, "the United States, Europe, and Military Force Projection", in Robert D. Blackwill and Michael Stürmer (ed.), *Allies Divided*, London, The MIT Press, 1997, p.281

²³⁶ John G. Ikenberry, "America's Imperial Ambition", *Foreign Affairs*, September/October 2002, p.45

²³⁷ *Ibid.*

les grands pouvoirs irrationnelle. Mais la modération et l'équilibre de la puissance globale ont pris fin avec l'effondrement de l'Union soviétique en 1991.²³⁸

L'autre grande stratégie, forgée pendant la Seconde Guerre mondiale était la reconstruction de l'économie mondiale, qui est libérale : Cet ordre du jour n'était pas simplement une inspiration des hommes d'affaires américains et des économistes. Il y avait des buts géopolitiques sous-jacents. Alors que la grande stratégie de l'Amérique visait à répondre au pouvoir soviétique, sa grande stratégie libérale visait à empêcher un retour aux années 1930, une ère de blocs régionaux de conflits commerciaux et de rivalités stratégiques. Le libre commerce, la démocratie et les relations institutionnelles multilatérales sont allées ensemble. Cette stratégie était à la base d'un ordre international, dans lequel les États-Unis utilisaient leurs poids politique pour instaurer des règles, protégeant les intérêts américains, conservant leur pouvoir et étendant leur influence.²³⁹

D'autre part, il faudrait noter que l'Amérique a nui à sa propre crédibilité dans la région à cause de ses trois intérêts primordiaux qui menaient à des politiques contradictoires et très difficiles à coordonner.²⁴⁰

Il y a un certain nombre de généralisations qui peuvent expliquer pourquoi l'influence américaine est dans le déclin.²⁴¹

- Les thèmes généraux et les buts de politique étrangère américaine dans le Moyen-Orient ont été cohérents d'une administration à l'autre. Mais l'application et les tactiques étaient différentes ;
- Les trois intérêts importants des États-Unis - le pétrole, Israël et la stabilité régionale - sont des buts trop souvent incompatibles qui rendent une politique étrangère conséquente et cohérente presque impossible ;

²³⁸ *Ibid.*

²³⁹ *Ibid.*, p.46-47

²⁴⁰ Jeffrey W. Helsing, *op.cit.*, p.267

²⁴¹ *Ibid.*, 267-28

- Les États-Unis ont un grand problème de crédibilité dans le Moyen-Orient, même parmi les alliés arabes les plus dévoués, qui est inculqué tant par ses relations avec Israël que dans sa politique “de double endiguement ” envers l'Irak et l'Iran ;
- La promotion inconsistante de démocratisation et de libéralisme économique est trop souvent inconvenante (ou prématurée) pour la région, et trop souvent ignoré par les États-Unis eux mêmes, lorsqu'il s'agit des intérêts stratégiques américains ;
- L'existence d'une dévotion myope pour un "Processus de Paix" qui reflète exclusivement la vue israélienne de paix.

Pour résumer, il est important d'analyser cas par cas la stratégie politique générale étrangère américaine envers le Moyen-Orient et les critiques qui ont été mentionnés ci-dessus. Depuis les années 70 à nos jours, compte tenu de ses intérêts dans le Moyen-Orient, Washington a mené des politiques spécifiques. Ceux-ci incluent le fait de soutenir la paix israélo-arabe, la dissuasion de l'agression dans le Golfe persique, particulièrement par la politique de « containment », et les développements de rapports bilatéraux soutenus avec les partenaires régionaux.

A- L'Association stratégique avec Israël

Il n'y a aucun doute qu'Israël est un allié extrêmement important pour les États-Unis au Moyen-Orient. En plus de l'engagement politique et moral pour que l'État juif survive, n'importe quelle attaque sur Israël serait perçue comme une menace à la position stratégique américaine dans la région.²⁴² Pour cette raison, l'une des politiques américaines a été de construire une association stratégique avec Israël. Après l'effondrement du rapport stratégique français - israélien, et cela tout au long des années 1960 et 1970, le rapport militaire américano-israélien était essentiellement un chemin à sens unique, dans lequel les États-Unis se sont investis (au début tacitement puis ouvertement) pour la défense d'Israël contre n'importe quelle combinaison probable de pouvoir militaire arabe.

²⁴² Douglas Johnston, *op.cit.*, p.96

En commençant par l'administration de Carter et se développant ensuite avec l'administration Reagan, un côté complémentaire de ce rapport a pris la forme connue sous le nom de "coopération stratégique." Israël et les Etats-Unis étaient tous deux sujets aux menaces communs (bien que non identique) d'Israël avec son savoir-faire et son expertise aidaient l'Amérique à affronter justement ces menaces. La coopération stratégique a cherché à transformer l'aspect de destinataire - donateur du rapport militaire, dans une association dans laquelle Israël "a donné" aussi bien que « reçu ». Au début, le centre de gravité de la coopération stratégique était l'activité soviétique dans le Moyen-Orient; au cours des années 1990, cela a évolué dans une série d'efforts collectifs à adresser une sorte de menaces régionales, en incluant le terrorisme, le radicalisme et la propagation d'armes de destruction de masse et le système de livraison de missile.²⁴³

De plus, le processus de paix israélo-arabe est la composante la plus importante de cette association stratégique. Pour la plupart des dirigeants américains, poursuivre le processus de paix, en créant un environnement dans lequel les Israéliens et les Arabes peuvent de nouveau essayer de résoudre leurs différences via les négociations, est un défi très important.²⁴⁴ Les États-Unis cherchaient à promouvoir ce processus de paix comme un moyen à plusieurs de fins : construire une communauté d'intérêt parmi les Etats modérés dans la région, dans la poursuite de paix régionale et de stabilité; aider Israël à accomplir la paix, la sécurité et des relations normales avec ses voisins et la plus large communauté internationale; autoriser les alliés régionaux à réduire leur dépense militaire et assurer plutôt le développement économique et social; isoler les Etats et organisations radicaux et des organisations tant en accentuant les avantages qu'ils obtiendraient en changeant leurs attitudes; et dernièrement réduire la probabilité de guerre et la propagation d'armes de destruction de masse et de système de livraison de missiles. Quand la compétition américano-soviétique définissait la politique internationale, le processus de paix avait aussi la fonction de désamorcer les tensions qui pourraient s'aggraver dans la

²⁴³ Robert Satloff, *op.cit.*, p.16

²⁴⁴ Patrick Clawson, "US and European Priorities in the Middle East", in Gustav Lindstrom (ed.), *Shift or Rift: Assessing US-EU Relations after Iraq*, Paris, Institute for Security Studies, Transatlantic Book 2003, p.127

confrontation des superpuissances. Le long de cette voie, ce processus a fourni un parapluie diplomatique qui augmenterait l'influence régionale américaine et la stature des alliés des Etats-Unis, en désavantageant les soviétiques et leurs alliés régionaux. Bien que les enjeux dans le processus de paix ont baissé avec la fin de la Guerre Froide, ces enjeux restent quand mêmes importants et cela se reflète dans l'engagement profond continu de l'Amerique dans le processus de paix au cours des années 1990.²⁴⁵

Depuis la guerre des Six Jours et surtout la diplomatie de navette de Henry Kissinger après la guerre de Yom Kippur en 1973, une accentuation sur le processus a été une priorité pour les Américains afin d'instaurer un climat de paix.²⁴⁶ Pour Washington, la formule efficace et durable d'un climat de paix israélo-Arabe reste à voir dans l'invitation à la conférence de paix de Madrid en 1991: les négociations directes pour créer "la paix réelle" se basaient sur du Conseil de Sécurité des Nations Unies (UNSC) et la Résolution 242.²⁴⁷

Dans ce long processus, les États-Unis ont quatre responsabilités fondamentales. D'abord, celle d'un arbitre honnête et "d'un associé à part entière", en offrant des facilités de discussions, par des formats de négociations fixés à l'avance, transmettant des messages entre les partis, enregistrer des propositions hypothétiques et proposer périodiquement des idées qui pourraient construire un pont entre les obstacles. C'est une politique où la persistance des valeurs prime sur le sens du spectacle et poursuit des accomplissements progressifs plutôt que des coups spectaculaires, en soulignant l'engagement au processus contrairement à une issue bien définie. Par moment, cet attachement presque religieux mène les parties à chercher leurs propres inventions sur une base bilatérale. Ainsi cela devient un succès envers le processus.²⁴⁸

Deuxièmement, les États-Unis travaillent de près avec Israël, en coordonnant la tactique avec ce pays et en aidant à réduire les risques auxquels ils font face comme les concessions tangibles de territoire en échange de paix et de normalité.

²⁴⁵ Robert Satloff, *op.cit.*, p.12

²⁴⁶ *Ibid*, p.12-13

²⁴⁷ Pour le document complet de la Résolution 242 voir l'annexe I

²⁴⁸ Robert Satloff, *op.cit.*, p.13

La coordination politique, l'assistance économique et l'aide militaire sont les composantes de cette stratégie, qui reconnaît l'inégalité fondamentale du conflit israélo-arabe. Ni la mesure ni le nombre de victoires militaires ne peuvent fournir les récompenses stratégiques recherchées par Israël -c'est à dire la paix- tandis que pour les Arabes l'alternative n'est pas nécessairement le cas.²⁴⁹

Troisièmement, les États-Unis travaillent pour soutenir, défendre et protéger les accords et les artisans de la paix, tant par des politiques directes que financières, ainsi que par une assistance de sécurité et un effort actif afin de forger une coalition de donateurs internationaux. Ici, il est important de noter la nature du rapport triangulaire entre les États-Unis, l'OLP et Israël. Les relations États-Unis - OLP dépendent des relations israéliennes – OLP mais les relations américano-israéliennes sont indépendantes des relations Israël- OLP.²⁵⁰

Quatrièmement, les États-Unis cherchent à isoler le processus de paix des menaces de régimes rejetant le système et les groupes de terroristes cherchant à le saper. C'est une priorité, de punir les États qui soutiennent le terrorisme international et de les contraindre à changer leur conduite agressive par une politique "de modération".²⁵¹

Avant 1997, une série de chocs avait révélé que le processus de paix n'était pas irréversible et c'est resté dangereusement vulnérable à la dynamique politique locale, régionale et internationale. Dès le printemps 1995, le processus a subi plusieurs rechutes aux attaques terroristes, d'abord par un Israélien contre les Arabes de Hébron et ensuite par les Palestiniens contre les Israéliens. Avec l'augmentation de l'insécurité israélienne et de l'échec de la communauté internationale à traduire les donations financières en avantages économiques et sociaux, le processus ralentit considérablement.²⁵²

Plus tard, une série d'événements locaux a apporté le processus au bord de l'effondrement. Ceux-ci ont inclus l'assassinat du Premier ministre israélien, Yitzhak Rabin, en novembre de 1995; l'élection en mai 1996 de Binyamin Netanyahu comme

²⁴⁹ *Ibid.*

²⁵⁰ *Ibid.*

²⁵¹ *Ibid.*, p.14

²⁵² Phebe Marr, *op.cit.*, p.88

Premier ministre; la formation d'un cabinet Likud engagé à changer les termes du processus de paix; le fait de ralentir les négociations et le règlement israélien renouvelé dans les régions sensibles de Jérusalem. Ces événements ont été accompagnés par la violence palestinienne contre les Israéliens; une rupture de la coopération de sécurité entre les Palestiniens et les Israéliens et, des attaques terroristes à l'intérieur d'Israël en été 1997. Le résultat était une destruction presque totale de la confiance qui avait progressivement été établie entre les négociateurs palestiniens et israéliens, surtout Arafat et Rabin. En même temps, les aspects multilatéraux du processus de paix se sont aussi affaiblis. Le Contrôle des armements et la Sécurité Régionale (ACRS) ne pouvaient plus être d'actualité, surtout quand l'Egypte a exigé que le programme nucléaire d'Israël soit inclus dans l'ordre du jour, ce qui fut refusé par Israël et les Etats-Unis. Les négociations israéliennes - syriennes ont cessé après les élections israéliennes et car depuis 1997, la Syrie faisait des déclarations menaçantes comme quoi qu'elle était disposée à utiliser la force pour récupérer les Hauteurs Golan.²⁵³

Aux États-Unis, le déclin du processus a été accompagné par une discussion en suggérant des formules et même la forme de la solution finale, mais également voir si le rôle plus modeste de l'intermédiaire devrait être poursuivi. En août 1997, après une attaque terroriste ravageuse sur contre les citoyens israéliens, les États-Unis ont non seulement fait de nouvelles propositions, mais ils avaient aussi cette attitude qui permettait de penser qu'ils préféreraient accélérer le processus et considérer le statut final. C'était une stratégie de haut risque, puisque des questions, comme le statut de Jérusalem et le territoire et le degré d'autorité à être cédé à l'Autorité palestinienne, étaient très difficile à résoudre.²⁵⁴

Tout de même, il y a une tendance croissante dans le monde arabe à blâmer les États-Unis. Cela est dû essentiellement au fait que les États-Unis cherchent à promouvoir la paix dans le Moyen-Orient par un processus accentuant une perspective israélienne. Ce processus pose également la question, si Israël peut vivre avec ses conséquences. Ce processus est fondé sur des asymétries et une inclination contre les partis arabes. Il n'étreint pas les demandes arabes pour l'honnêteté et la justice, mais reflète plutôt le rôle du pouvoir dans la politique internationale. Cela vient du fait que

²⁵³ Pour plus d'information sur le conflit israélo-arabe, voir l'annexe III et l'annexe IV

²⁵⁴ Phebe Marr, *op.cit.*, p.88-89

les États-Unis ne comprennent pas vraiment, ou se soucient un minimum de la perspective arabe et de la liaison pour les Arabes entre le conflit, et ce qui arrive ailleurs dans la région.²⁵⁵

La formule américaine de la paix entre Israël et ses voisins arabes a été “le territoire pour la paix” (*land for peace*). Depuis l'essai raté du Plan Rogers en 1969, les États-Unis ont systématiquement poursuivi la vision israélienne de la paix. Et, pour les deux parties, la Résolution 242 de l'ONU affirme qu'Israël doit se retirer des territoires occupés après 1967. Cela dit, les États-Unis suivent l'approche de paix israélienne. Ainsi, de ce point de vue, les territoires qu'Israël peut libérer en garantissant une sécurité, reste à discuter et cela doit être déterminé par les besoins de sécurité d'Israël. Quand les Américains font la promotion du “terrain pour la paix”, ils ne veulent pas dire que la vision de la plupart des Arabes est la résolution “juste” du conflit : le retour de tous les territoires occupés en 1967.²⁵⁶

Pourtant, la majorité de la communauté internationale ne partage pas la vue américaine concernant la dispute israélienne - palestinienne, comme les discussions au sein des Nations Unies le montrent clairement. Récemment, les États-Unis ont empêché une tentative de résolution à l'ONU, demandant à Israël de ne pas déporter ou menacer la sécurité du chef palestinien Yasser Arafat. Trois jours plus tard, en urgence, une séance spéciale de l'ONU a eu lieu. L'Assemblée Générale a passé une résolution avec une demande semblable à Israël, adopté par 133 votes contre 4, avec 15 abstentions. Les quatre votes négatifs étaient Israël, les Îles Marshall, la Micronésie et les États-Unis. Le 15 octobre 2003, les États-Unis empêché une autre résolution, déclarant illégale la construction par Israël d'un mur en Cisjordanie.²⁵⁷

En outre, la perception américaine du Moyen-Orient cause des décisions politiques qui mettent en danger sa propre position dans la région et celle de ses alliés. Cela est un paradoxe pour les objectifs américains dans la région. Par exemple, on peut facilement contester les politiques d'Ariel Sharon renforçant la position d'Israël dans la région et à l'échelle mondiale. À long terme, c'est-à-dire dans 20 ans, les politiques de Sharon peuvent (ou ne peuvent pas) faire d'Israël, une nation plus riche et puissante. Pourtant, pour le moment, ses politiques ont des effets négatifs sur la sécurité du pays, l'économie

²⁵⁵ Jeffrey W. Helsing, *op.cit.*, p.297

²⁵⁶ *Ibid.*, p.313

²⁵⁷ Martin Ortega, *op.cit.*, p.158

et la société. L'intifada palestinienne, avec des attaques terroristes contre la population civile israélienne, a nui à la sécurité d'Israël, ainsi que son économie. Mais depuis que Ariel Sharon est élu Premier ministre en février de 2001, il a été l'architecte de la revanche, de la destruction et de la réoccupation du territoire palestinien. Loin du principe de « territoire pour la paix », les actions de Sharon semblent être guidées par le principe ambitieux de territoire et de paix.²⁵⁸

Par conséquent, pendant que la sécurité et la prospérité dans un territoire donné, étaient un résultat possible du processus de paix, pouvant être garanti par la communauté internationale, la sécurité et la prospérité du plus grand Israël s'avérait très difficile à atteindre. Et la communauté internationale n'accepterait pas l'acquisition de ce territoire. La question est loin d'être les politiques de Sharon mais plutôt, pourquoi le gouvernement américain soutient-il ces politiques s'ils mettent en danger la sécurité d'Israël et son économie, mais aussi la position internationale d'Israël.²⁵⁹

Finalement, les raisons expliquant le soutien américain en faveur d'Israël découlent de la politique intérieure et extérieures. Une des raisons importantes est la politique électorale. Comme l'affirme un expert : « il n'y a aucun avantage pour les candidats qui prennent ouvertement la position anti-Israël, et cela va considérablement influencer une perte de contribution de campagne dans les votes des Juifs et des non - juifs. »²⁶⁰ Il est important d'admettre que pour les Américains, les questions de pétrole et de religion sont très importantes et causent souvent des réactions passionnées. Plus que tout en politique étrangère, la politique du Moyen-Orient est soumise aux pressions domestiques. Par conséquent, les experts de politique étrangère ont moins d'influence sur la politique du Moyen-Orient que vers d'autres régions du monde. Ainsi, la nature de l'attitude pro-israélienne de la politique étrangère américaine provient d'un certain nombre de facteurs :²⁶¹

- i- L'influence d'organisations pro-israélienne et des lobbies, pendant les élections américaines pour le Congrès et la Présidence, et l'influence continue sur les fonctionnaires élus ;

²⁵⁸ *Ibid.*, p.159

²⁵⁹ *Ibid.*

²⁶⁰ Jeffrey W. Helsing, *op.cit.*, p.297

²⁶¹ *Ibid.*

- ii- L'efficacité de groupes pro - israéliens pour influencer et devenir un facteur critique parmi les membres des deux partis politiques ;
- iii- L'identification d'objectifs israéliens et d'intérêts dans le Moyen-Orient avec ceux des Etats-Unis ;
- iv- Une identification d'Israël comme le représentant de valeurs "occidentales" ou "américaines" pendant que les Arabes sont vus comme antithétiques à de telles valeurs et ont une image négative, souvent renforcée par les mass média.

B- La sécurité de la région de Golfe et de la politique de l'endiguement (Containment Policy)

Nous avons vu combien le Golfe persique était une des régions dont l'importance pour les États-Unis est évidente. Les développements dans le Golfe auront un impact critique sur des relations Israélo-arabe, l'extrémisme religieux, le terrorisme et la non-prolifération nucléaire. Chaque Président depuis Richard Nixon, a reconnu que le fait de garantir la sécurité du Golfe persique et la stabilité est un intérêt américain essentiel.²⁶²

La composante-clé de la politique américaine doit être de créer des structures de sécurité dans le Golfe contre l'émergence de n'importe quel hégémon extra-régional ou régional. Au début des années 70, les États-Unis ont pris comme responsabilité primaire la sécurité du Golfe et depuis, il y a eu trois éléments essentiels de cette politique - l'appui sur les pouvoirs locaux en vue d'établir la stabilité régionale renforcé par l'aide américaine ; coopération renforcée entre les pouvoirs locaux ; et la présence directe des forces américaines. De 1972 jusqu'en 1979, la politique américaine était de compter sur l'Iran et l'Arabie Saoudite. Cette politique s'est effondrée avec la chute du Shah. De 1980 jusqu'en 1990, la politique américaine reposait sur l'accumulation des défenses saoudiennes, nourrir la coopération de défense naissante parmi les pays du CCG et, adopter une approche de « équilibre de puissance » vers les deux autres pouvoirs régionaux : l'Irak ba'athiste et l'Iran islamique. Cette politique s'est effondrée avec l'invasion iraquienne du Koweït. Cela a souligné le fait qu'après les expériences malheureuses tant avec Bagdad qu'avec Téhéran, Washington s'est rendu compte que les deux pays poursuivaient des

²⁶² Zbigniew Brzezinski, "Differentiated Containment", *Foreign Affairs*, May/June 1997, p.20

politiques fondamentalement hostiles envers les intérêts des Etats-Unis (et des Occidentaux).²⁶³

Depuis 1990, les États-Unis ont adopté une troisième approche, la politique de l'endiguement, visant le dialogue avec l'Iraqien et l'Iran, afin de développer leur influence dans la région. Cette politique fut la pierre angulaire de la politique américaine dans la région du Golfe, pendant l'administration Clinton qui cherchait à contenir et à changer les politiques agressives par la mise en vigueur stricte des sanctions de l'ONU (en cas de l'Iraq) et de l'imposition d'un embargo économique (en cas de l'Iran).²⁶⁴ Il s'agit de renforcer la coopération de sécurité inter-arabe et, le plus important, projeter la force militaire américaine dans la région d'une façon sans précédent comme contrepoids qui préserve la stabilité de Golfe. Effectivement, malgré le déclin relatif de l'importance du pétrole du Golfe dans l'économie américaine, le Golfe reste central aux intérêts américains depuis le retrait britannique de l'Est de Suez en décembre 1971.²⁶⁵

A l'époque, malgré la politique de « twin pillars » basée sur l'Iran et l'Arabie Saoudite, les États-Unis ont renforcé la position iranienne, au moins dans les termes militaires, comme "le gardien du Golfe," en manipulant les peurs arabes anciennes d'hégémonie persane. L'invasion soviétique de l'Afghanistan en décembre 1979, juste une année après la révolution iranienne, a donné naissance à la doctrine Carter, selon laquelle n'importe quelle tentative de contrôle de la région du Golfe serait considérée comme une attaque contre les intérêts essentiels des États-Unis.²⁶⁶

En effet, la doctrine fut mise en exécution lors de la guerre Iran-Irak déclenchée en 1980 et qui mit en danger le transport pétrolier. Washington décida de protéger les tankers contre l'Iran et il suffit que les navires américains et européens escortent ces derniers, sous que cela aboutisse à un conflit avec les Etats-Unis.²⁶⁷ Quant à la guerre du Golfe en 1990, cela conduisit au « dual

²⁶³ Robert Satloff, *op.cit.*, p.17

²⁶⁴ Jeffrey W. Helsing, *op.cit.*, p.348

²⁶⁵ Robert Satloff, *op.cit.*, p.17

²⁶⁶ Johannes Reissner, "Europe, the United States and the Persian Gulf", in Robert D. Blackwill and Michael Stürmer (ed.), *Allies Divided*, London, The MIT Press, 1997, p.125

²⁶⁷ *Ibid.*

containment » de l'Iran et de l'Irak.²⁶⁸ Ce développement, accompagné par d'énormes ventes, a servi les intérêts d'Israël, mais pas ceux de l'Occident. Quant aux Etats du CCG, ils ont refusé de démoniser l'Iraq et l'Iran comme ennemis pour toujours, comme on le fait en générale en Occident.²⁶⁹

En outre, le « Dual Containment » a été envisagé pas comme une solution à long terme des problèmes de stabilité de Golfe, mais comme une voie d'isolation temporaire des deux adversaires de l'ordre régional envisagé par les Etats-Unis.²⁷⁰ Pourtant l'importance géopolitique de l'Iran est plus grande que l'Iraq, et le défi qu'il représente est plus complexe. Sans tenir compte de son régime, il reste le pays le plus peuplé, et deuxième plus grand du Moyen-Orient, une source d'énergie globale importante avec 10 % du pétrole du monde, et de 15 % du gaz naturel. Il s'agit d'un acteur clé, tant dans la région que dans l'OPEP, mais aussi un passage vers l'Asie Centrale.²⁷¹ L'Iran pose plusieurs problèmes: ses forces conventionnelles, son opposition au processus de paix, sa promotion du militantisme Islamique, son soutien du terrorisme et de la subversion, et sa quête des armes nucléaires. Le terrorisme et les armes nucléaires menacent directement les intérêts nationaux américains.²⁷²

Par conséquent, en réponse à la pression du Congrès et à plusieurs nouveaux incidents terroristes avec des connexions iraniennes possibles, l'administration Clinton a décidé de réduire les liens commerciaux américains avec l'Iran en 1995. En mars 1995, le Président Clinton a signé une « Loi des Sanctions contre l'Iran ». Justement cette loi impose un embargo économique américain unilatéral sur l'Iran. Le Président a aussi annulé un contrat d'une valeur de \$600 millions entre l'Iran et le Conoco (firme pétrolière). En août 1996, le Président a signé un autre accord sur « La Loi des Sanctions contre l'Iran et la Libye » qui consiste en diverses sanctions destinées aux compagnies étrangères investissant plus de \$40 millions dans le secteur d'énergie iranien. Ce dernier morceau de législation a provoqué les protestations des alliés, surtout les Européens, qui ont défié la légalité de ces sanctions et menacé de représailles.²⁷³ Finalement, Washington a eu de grandes pertes. Par exemple, en 1995, le

²⁶⁸ *Ibid.*, p.125-126

²⁶⁹ *Ibid.*, p.126

²⁷⁰ Zbigniew Brzezinski, *op.cit.*, p.22

²⁷¹ J ahangir Amuzegar, "Adjusting to Sanctions", *Foreign Affairs*, May/June 1997, p.40

²⁷² Zbigniew Brzezinski, *op.cit.*, p.26

²⁷³ Richard A. Falkenrath, *op.cit.*, p.213

gouvernement américain a forcé l'annulation d'une affaire de \$1 milliard entre l'Iran et Conoco; cela a servi à personne sauf ceux du Total, firme pétrolière française.²⁷⁴

Ce qui est certain, c'est que l'impact économique, psychologique et politique des sanctions américaines, n'a pas produit les résultats attendus ou transformé le régime. Bien que la comparaison puisse sembler injuste, l'économie iranienne sous les sanctions, est en quelque sorte, en meilleure forme que beaucoup d'économies se développant à l'aide des États-Unis. Militairement, l'Iran a l'air d'être plus fort maintenant qu'en 1989, et est certainement moins vulnérable que certains alliés américains dans la région. L'embargo a isolé Washington plutôt que Téhéran.²⁷⁵

D'autre part, la politique de l'endiguement a manqué de crédibilité à cause des déviations répétées de Washington des principes indiqués. L'affaire des armes secrètes pendant l'administration du Président Reagan, un rapprochement diplomatique sous le Président Bush pendant la libération des otages américains au Liban en 1991, et la décision du Président Clinton afin de permettre à l'Iran d'envoyer des armes clandestines en Bosnie (il s'agit ici des exemples flagrants). En outre, jusqu'en 1995, l'embargo américain concerne seulement une poignée d'articles à double usage et met en évidence l'exclusion du pétrole. Ainsi, pendant que Washington exhortait ses alliés à arrêter de faire du commerce avec l'Iran, les États-Unis étaient devenus le quatrième plus grand partenaire commercial de l'Iran.²⁷⁶

Finalement, les sanctions américaines ont été inefficaces, et n'étaient pas imperméables. Les compagnies et les entrepreneurs d'autres pays occidentaux ont exercé les fonctions des mandataires pour les filiales américaines à l'étranger. Les magasins en Iran ont été stockés avec les marchandises américaines légalement par les pays limitrophes. Quelques exportations Iraniennes ont aussi trouvé leur voie dans le marché américain à travers tierces personnes et les échappatoires juridiques.²⁷⁷

²⁷⁴ Zbigniew Brzezinski, *op.cit.*, p.29

²⁷⁵ Jahangir Amuzegar, *op.cit.*, p.31

²⁷⁶ *Ibid.*, p.37

²⁷⁷ *Ibid.*

Pour résumer, il est important d'accentuer que la faiblesse de la politique des États-Unis envers l'Iraq et l'Iran, et son traitement similaire de deux régimes opposés, a posé des problèmes. Pour cette raison, le « dual containment » a abouti à une impasse géopolitique.²⁷⁸

C- Développement des relations bilatérales avec les Etats principaux du Moyen-Orient

La troisième composante de la politique américaine envers le Moyen-Orient a été de développer des relations solides avec les Etats arabes modérés. L'orientation pro-américaine de certains pays arabes clé est critique à la position stratégique américaine, aussi bien qu'à la réalisation d'objectifs politiques américains dans la région. Cela est essentiel en raison du rôle que ces Etats jouent dans la stabilité régionale, leur importance dans l'accès aux ressources d'énergie du Golfe et leur rôle dans le processus de paix. À cet égard, les trois pays susmentionnés sont particulièrement importants. Depuis la chute du Shah, les trois piliers de la politique américaine du Moyen-Orient ont été l'Egypte, en raison de son rôle crucial dans l'élaboration de la paix et sa position de leader dans le monde arabe; l'Arabie Saoudite, pour cause de son influence dans le Golfe et son rôle dominant dans le contrôle des sources d'énergie régionale; et la Turquie, en raison de son emplacement géopolitique, son pouvoir militaire et économique relatif et ses rôles comme une démocratie musulmane et comme pont entre le monde musulman et l'Ouest.²⁷⁹ C'est pourquoi, on considéra une menace externe contre ces pays comme un intérêt essentiel.²⁸⁰

CHAPITRE II- POLITIQUES EUROPEENNES BASEE SUR LA DIPLOMATIE

Les différences historiques, géographiques, économiques et démographiques jouent un rôle dans les rapports avec le Moyen-Orient pour les Etats-Unis et l'Europe. Ironiquement, l'Europe, tant comme les Etats individuels qu'une unité collective — peut se réclamer d'une relation plus longue, plus proche et plus organique avec le Moyen-Orient que l'Amérique. Il existe des intérêts qui sont plus indispensables, immédiats et stratégiques, et paradoxalement c'est une puissance lointaine de l'autre de l'Atlantique qui est venue

²⁷⁸ Graham E. Fuller & Ian O. Lesser, "Persian Gulf Myths", *Foreign Affairs*, May/June 1997, p.47

²⁷⁹ Robert Satloff, *op.cit.*, p.15

²⁸⁰ Douglas Johnston, *op.cit.*, p.96

exercer l'influence politique déterminante.²⁸¹ Alors que les Etats-Unis sont dans une position où ils peuvent formuler des intérêts et des politiques d'une façon directe, les Européens doivent regarder dans deux directions : la dynamique du Moyen-Orient et la superpuissance américaine. C'est la raison principale pour laquelle il est difficile de trouver une formule cohérente des intérêts et des politiques européens dans le Moyen-Orient, au-delà de l'intérêt fondamental pour le flux sans entrave du pétrole et la stabilité régionale.²⁸²

À cause des raisons mentionnées ci-dessus, les politiques européennes envers le Moyen-Orient ont été déchirées entre la proximité géographique du vieux continent, sa familiarité historique et ses liens commerciaux privilégient avec le Moyen-Orient et son association idéologique et stratégique avec les États-Unis depuis la fin de la Deuxième Guerre Mondiale. L'« Atlantisme » a signifié une prédisposition à reconnaître la position prépondérante des États-Unis dans le Moyen-Orient et s'y adapter. Une attitude plus indépendante et une volonté de transformer la prépondérance américaine ont été moins les caractéristiques des « Européanistes » nouvellement affirmés que des nationalistes traditionnels. Dorénavant, la « politique arabe de la France » était une expression naturelle de la décision de se retirer de l'aile militaire de l'OTAN en 1966. Donc, le développement d'une politique purement européenne vers le Moyen-Orient, a été le résultat d'une vision du monde dans laquelle certains gouvernements européens ont voulu exprimer leur indépendance envers les États-Unis et leur malaise avec les contraintes de la division Ouest – Est, ainsi que les alignements de la Guerre Froide.²⁸³

En outre, en traitant le Moyen-Orient, les politiques européennes sont déchirées entre globalisme et le régionalisme. Les globalistes sont des leaders qui sont sensibles à la position de leurs pays dans le monde, pendant que les régionalistes sont sensibles aux relations bilatérales de leurs pays. Par conséquent, les globalistes ont tendance à s'approcher du Moyen-Orient d'une perspective internationale. Cela a été illustré systématiquement pendant la guerre du Golfe en 1991. Justement, quand la France et la Grande-Bretagne ont permis aux États-Unis de passer outre leurs propres liens spéciaux en Iraq et Koweït. Le globalisme a signifié un effort occidental collectif de punir

²⁸¹ Robert D. Blackwill & Michael Stürmer, *op.cit.*, p.7

²⁸² Johannes Reissner, *op.cit.*, p.123

²⁸³ Ghassan Salamé, *op.cit.*, p.20

l'agresseur.²⁸⁴ Particulièrement, un certain nombre d'observateurs européens notent que certains de leurs gouvernements reconnaissent de plus en plus que l'Europe n'a aucun choix, que d'accepter un plus haut degré de responsabilité stratégique par rapport au Moyen-Orient, s'il doit être dans une position pour protéger ses propres intérêts.²⁸⁵ Il est important de noter qu'à la fin du vingtième siècle, l'Europe est plus craintive du bouleversement sociopolitique à ses frontières, tant venant du sud que de n'importe quelle perturbation du flux de pétrole provenant du Golfe.²⁸⁶

D'autre part, les nationalistes de couleurs différentes ont eu tendance à utiliser le régionalisme comme une justification pour l'opposition contre les points de vues américains, même lorsqu'ils avaient été indifférents ou hostiles envers l'Iraq. C'était particulièrement clair en France, où le gouvernement a rapidement rejoint la coalition anti-iraquienne, pendant que les leaders aussi différents que Jean Pierre Chevènement (socialiste), Jean Marie Le Penn (d'extrême-droite nationaliste) et Georges Marchais (communiste) sont venus s'opposer à la coalition en supposant qu'une vision française existait sur le Moyen-Orient.²⁸⁷

Conscients de leur vulnérabilité envers les questions du Moyen-Orient ainsi que de leur influence limitée à y déterminer les événements les puissances européennes ont hésité à abandonner la région entièrement aux Etats-Unis. Des intérêts économiques européens significatifs, la dépendance envers les ressources d'énergie du Moyen-Orient ainsi que la préoccupation des réactions de l'opinion publique ont empêché les dirigeants européens d'adopter une attitude passive bien que les petits pays comme ceux du Benelux l'ont fait, contrairement à l'Angleterre et la France qui y avaient occupé une position impériale dans la région jusqu'à la crise de Suez en 1956 et qui n'ont pas relâché le désir de raviver leur rôle du passé mais cette fois sous une nouvelle forme.²⁸⁸

Du fait, il y a une pluralité d'approches nationales européennes, différentes les une des autres, ou même contradictoire. C'est pourquoi, sur plusieurs questions, certains gouvernements européens ont été beaucoup plus proches des politiques américaines que

²⁸⁴ *Ibid.*, p.23

²⁸⁵ William Drozdiak (ed.), *Partners in Frustration: Europe, the United States and the Broader Middle East*, (Policy Paper) The Atlantic Council, Washington DC, September 2004, p.4 <http://www.acus.org/Publications/policypapers/TransatlanticRelations/Partnersinfrustration.pdf> visité le 10.06.2004

²⁸⁶ Eberhard Rhein, *op.cit.*, p.44

²⁸⁷ Ghassan Salamé, *op.cit.*, p.23

²⁸⁸ *Ibid*, p.22-23

de leurs voisins immédiats. Donc, le pluralisme a été l'essence de l'Europe. Cela est fixé dans la veille de siècle de nationalisme européen et dans les perceptions des Moyen Orientaux du continent.²⁸⁹

Finalement, avant d'aborder les politiques menées par l'Union Européenne envers le Moyen-Orient, il est important de préciser qu'on ne peut ignorer les politiques menées par les Etats-Unis. Parce que globalement les actions Européennes, dans cet axe géographique, ne peuvent être indépendantes des Etats-Unis.

A-Soutien du processus de paix

Bien que consciente du rôle de médiateur prépondérant des Etats-Unis, l'Europe a toujours, elle aussi, encouragé le processus de paix israélo-arabe. D'une perspective européenne, le point de départ est le plan de partition 1948 de l'ONU, c'est-à-dire une solution de deux Etats, réaffirmée à la Conférence de Madrid et dans le processus d'Oslo, vivant côte à côte dans la paix. D'autre part, les tentatives palestiniennes, de détruire l'Etat israélien sont aussi inacceptables pour les Européens, que l'attitude israélienne contre la création d'un Etat palestinien.²⁹⁰

Pour la plupart des dirigeants américains, poursuivre le processus de paix veut dire créer un environnement dans lequel les Israéliens et les Arabes peuvent de nouveau essayer de résoudre leurs différences via les négociations. Au contraire, pour beaucoup de dirigeants européens, poursuivre le processus de paix veut dire arranger une résolution du conflit, et si les négociations bilatérales continue à progresser aussi peu que dans la décennie précédente, alors la résolution. Ainsi, devrait être plus ou moins déterminée par la communauté internationale.²⁹¹

Une autre façon de décrire la différence à travers l'Atlantique, consiste en ce que l'Europe a tendance à se concentrer sur le résultat du conflit israélo-arabe, pendant que les États-Unis se concentrent sur le processus incrémentiel de discussions entre les deux partis.²⁹² Certes, l'Europe partage avec les États-Unis une appréciation du processus de paix comme un instrument. Cependant, l'Europe voyait généralement le processus comme instrument pour l'avancement de ses autres intérêts régionaux, l'a donc

²⁸⁹ *Ibid*, p.21

²⁹⁰ Martin Ortega, *op.cit.*, p.157

²⁹¹ Patrick Clawson, *op.cit.*, p.127-128

²⁹² *Ibid*.

considéré comme un moyen vers une résolution (c'est-à-dire en désamorcer les plaintes arabes envers le soutien occidental en faveur de la création d'Israël, en enlevant ainsi une épine dans le développement de relations européennes - arabes).²⁹³ Par conséquent, l'Europe a préféré offrir ses propres vues sur des dispositions clés du marchandage, sans tenir compte de leur impact sur la posture de négociations de d'Israël. Cela inclut le représentant de l'OLP comme le "représentant légitime unique des Palestiniens", dès le milieu des années 1970 ²⁹⁴; en soutenant "l'autodétermination" palestinienne (qui est généralement reconnu comme le soutien de l'indépendance) ²⁹⁵; et le fait de recommander le "retrait complet d'Israël" des Hauteurs du Golan comme une condition légitime pour la conclusion entre la Syrie et Israël.²⁹⁶

De plus, en Europe, beaucoup ont cru que le processus de paix d'Oslo était trop vague, sans avoir une vision claire d'une solution permanente. Dans ce concept, le processus d'Oslo a sombré en grande partie, à cause d'un manque. Les Palestiniens ont perdu l'espoir d'accéder à la création un Etat indépendant dans la Cisjordanie entière et Gaza, et les Israéliens se sont bagués pour l'empêcher. Cependant, l'approche américaine a été concentrée sur la création de confiance réciproque, qui permettrait aux deux côtés de définir une solution qu'ils trouveraient. Dans une telle situation, Oslo a échoué parce que les Israéliens et les Palestiniens ont perdu la foi qu'ils avaient envers leurs partenaires de paix : les Israéliens ont perdu la foi que les Palestiniens allaient cesser la violence et accepteraient un Etat juif, et les Palestiniens ont perdu la foi qu'Israël se retirait des territoires.²⁹⁷

Repris en 2003, le processus de paix a changé de façon significative, et est devenu plus près de la conception européenne sur la question de résultat contre le processus. Spécialement, le Président George W. Bush a trouvé pour la première fois, une solution

²⁹³ Robert Satloff, *op.cit.*, p.29

²⁹⁴ La Déclaration d'Israël-OLP de Principes (les Accords d'Oslo) reconnaît le OLP comme le "représentant légitime des Palestiniens," mais pas "unique".

²⁹⁵ Quelquefois les dirigeants européens trouvent le soutien en faveur de ces positions. Selon certains dirigeants européens très connues on doit faire la grande attention aux inquiétudes des Palestiniens qui ont été disposés dans les résolutions de Conseil de sécurité de l'ONU et dans l'Oslo, Madrid et les accords de Taba, qui font des provisions pour le principe de terrain-pour-paix et deuxièmement le droit de Palestiniens à l'autodétermination. En fait ni "le terrain-pour-paix" ni "auto-détermination" n'est mentionné dans aucun accord israelo-palestinienne.

²⁹⁶ La politique américaine reconnaît, comme un minimum, le besoin pour le "compromis territorial", mais n'autorise pas "le retrait complet" comme une precondition nécessaire pour la paix israélo-syrienne.

²⁹⁷ Patrick Clawson, *op.cit.*, p.128-129

pour deux Etats, avec une Palestine complètement indépendante. C'est un sérieux changement où les États-Unis ont adopté cette position selon la quelle les Israéliens accepteraient le caractère inévitable d'une solution de deux Etats. Pendant que l'Europe et les États-Unis se sont rapprochés pour définir le résultat final de discussions israéliennes - palestiniennes, il existe toujours un gouffre à travers l'Atlantique, sur comment comprendre le conflit israélo-arabe.²⁹⁸ Les deux côtés ne partagent pas la même vue sur la question la plus fondamentale qui est en jeu dans le conflit. En Europe, la question centrale porte sur l'occupation israélienne des territoires palestiniens. Pour les États-Unis, la source fondamentale du conflit est le refus arabe de reconnaître Israël comme un Etat juif. Cette différence transatlantique émerge dans plusieurs contextes. Mais deux ont une importance particulière. D'abord, c'est la perception différente du rôle que les Etats arabes jouent dans le conflit, (autre que la Syrie, qui est évidemment une partie du conflit avec l'Israël). Pour l'Europe, les Etats arabes sont des intermédiaires potentiels d'un accord, mais pas des participants essentiels.²⁹⁹

Au contraire, les États-Unis s'attendent à ce que les Etats arabes renforcent la politique de compromis avec Israël, comme un moyen essentiel de renforcer des éléments modérés dans la direction palestinienne. Encore plus important pour l'Amérique, les Etats arabes comme l'Egypte et l'Arabie Saoudite, ont un rôle central dans la dispersion du scepticisme des Israéliens envers les intentions arabes, et dans le fait d'empêcher des éléments radicaux d'attiser les flambées du conflit ; par exemple en arrêtant la circulation d'argent qui alimente la terreur et la propagande incitant la violence. La violence contre Israël est considérée légitime par le monde arabe. Et en Europe, beaucoup prennent partie de la violence anti-Israël, même lorsque cela est dirigé contre les civils israéliens. Cela est bel et bien une réponse naturelle à l'occupation.³⁰⁰

Selon Patrick Clawson, une autre manifestation concernant la différence transatlantique sur le conflit, est que les Européens ne croient pas qu'Israël ait un problème de sécurité sérieux et ne voient pas de raison particulière en quoi ils devraient rassurer Israël en acceptant la légitimité d'un Etat juif. Cette confiance européenne en la sécurité d'Israël est interprétée par les Israéliens, comme un manque de préoccupation de la sécurité israélienne. Les Israéliens sont, au contraire, très sensibles aux dangers concernant leur Etat. Les attaques palestiniennes contre les civils en Israël, surtout par les groupes

²⁹⁸ *Ibid.*, p.128

²⁹⁹ *Ibid.*, p.129

³⁰⁰ *Ibid.*

associés à Fatah, provoquent le fait que les Israéliens pensent que le but de l'insurrection palestinienne est de détruire Israël. De même, les Arabes refusent d'admettre les liens historiques juifs avec Jérusalem et insistent pour que les réfugiés palestiniens puissent retourner en Israël, sans tenir compte des implications pour la société israélienne, ainsi que de l'importance morale d'être accepté comme un Etat juif. Beaucoup d'Européens soutiennent les politiques du Premier ministre israélien Ariel Sharon, et pensent que la sécurité pour Israël n'est pas la même chose que la sécurité pour le plus « grand Israël », En somme, il y a une différence considérable d'opinions à travers l'Atlantique, la pression pour progresser dans le processus de paix.³⁰¹

Les Américains et les Européens sont presque tout aussi disposés à exercer de la pression sur Israël, pendant que les Américains sont beaucoup plus disposés à exercer de la pression sur les Palestiniens et les Etats arabes d'après les sondages menés en 2003.³⁰² Les Européens sont légèrement plus disposés que les Américains à augmenter la pression politique sur Israël pour qu'il se retire des territoires palestiniens, (75 % en Europe, en comparaison avec 67 % d'Américains.) Et les Européens sont nettement plus disposés que les Américains à imposer des sanctions économiques contre Israël (65 contre 52 %). Les américains soutiennent fortement l'aide économique aux Palestiniens pour mettre fin à leurs attaques suicide contre les Israéliens, (50 % en comparaison de 26 % en Europe.) Quant à la pression augmentant sur les Etats arabes pour arrêter leur soutien du terrorisme palestinien, 70 % d'Américains sont entièrement pour, alors que seulement 45 % d'Européens soutiennent une telle politique.³⁰³

En conclusion, l'approche européenne est d'une certaine façon similaire à celle des États-Unis concernant l'éventuel résultat du processus de paix, mais diffère sur quelques points, notamment concernant la méthode, le choix du moment et la priorité politique. De la perspective européenne, la réforme de l'Autorité palestinienne, les questions de sécurité, la négociation d'un règlement politique et d'une aide humanitaire en Cisjordanie et Gaza devront être adressés vers un espoir réel de progrès.³⁰⁴

³⁰¹ *Ibid.*, p.130

³⁰² Transatlantic trends 2003: Washington DC, German Marshall Fund of the United States, September 2003
[www.transatlantictrends.org/apps/gmf/ttweb.nsf/0/DA5A3225751A264585256D78000D5F66/\\$file/Transatlantic+Trends+Survey+Results+2003.pdf](http://www.transatlantictrends.org/apps/gmf/ttweb.nsf/0/DA5A3225751A264585256D78000D5F66/$file/Transatlantic+Trends+Survey+Results+2003.pdf) visité le 24.05.2005

³⁰³ William Drozdiak, *op.cit.*, p.13

³⁰⁴ Rita Hauser, *Elusive Partnership*, (Policy Paper) The Atlantic Council, Washington DC, September 2002
http://www.acus.org/Publications/policypapers/TransatlanticRelations/Elusive_Partnership.pdf visité le 20.12.2004

Finalement, l'intérêt stratégique américain ainsi que le soutien économique et militaire à grande échelle envers Israël et son accentuation sur le processus ; ainsi que la perception Arabe comme quoi Washington tient "99 % des cartes" dans la région méritent une précision particulière.³⁰⁵ Par conséquent, depuis 1973, le progrès dans le processus de paix a été accompli presque exclusivement sous les auspices américaines, avec les Européens jouant un rôle politique et diplomatique assez marginal.³⁰⁵

B- Le « Dialogue Critique » avec l'Iran

La divergence de la stratégie de politique étrangère entre l'Europe et les États-Unis n'apparaît nulle part aussi clairement que dans le cas iranien. Les États-Unis semblent être presque congelés dans une politique d'endiguement et réagissent donc très lentement aux changements dans la politique iranienne. L'Union Européenne, pour sa part, a adopté la politique « d'engagement constructif », élaborée par l'Allemagne dans la période après la révolution islamique. Cette politique d'engagement, qui en Allemagne a été plus tard rebaptisée "l'influence active" (*aktive Einwirkung*) a été temporairement suspendu après le verdict Mykonos³⁰⁶, et est restée la stratégie préférée de l'Europe envers l'Iran.³⁰⁷

Malgré les politiques divergents, les pays européens sont d'accord avec les États-Unis que la conduite de l'Iran devrait changer. La politique de l'UE envers ce pays intitulé "dialogue critique"³⁰⁸ a été lancée à Edimbourg, en décembre de 1992.³⁰⁹ Le but du dialogue critique était de garder les voies de communication ouvertes et maintenir le contact avec l'Iran comme un pouvoir régional important et utiliser la persuasion morale pour convaincre l'Iran, qu'il nuit à ses propres intérêts en ignorent les limites de la conduite civilisée dans le monde entier. Les droits de l'homme, particulièrement le cas de l'auteur britannique Salman Rushdie condamné à mort par contumace

³⁰⁵ Robert Satloff, *op.cit.*, p.30

³⁰⁶ L "affaire de Mykonos" fait allusion à l'essai en Allemagne des meurtriers d'accusé de quatre adversaires Kurdes du régime Iranien à un restaurant grec (a appelé Mykonos) à Berlin en septembre de 1992. En mars de 1996, le plaignant fédéral allemand a délivré un mandat d'arrestation international pour le Ministre Iranien d'Intelligence Ali Fallahiyani le fait de l'accuser avec avoir ordonné les meurtres. Dans le verdict d'avril de 1997, une cour de justice allemande a constaté que les plus hauts niveaux du gouvernement Iranien étaient directement complicité dans le crime.

³⁰⁷ Peter Rudolf, *op.cit.*, p. 137

³⁰⁸ Le "dialogue critique" a initié au début des années 1990 comme un moyen d'influencer des politiques Iranien dans les régions sensibles comme le soutien de terrorisme international, les menaces aux citoyens européens, le processus de paix du Moyen-Orient.

³⁰⁹ Geoffrey Kemp, *op.cit.*, p.117

à cause de ses écrits et le terrorisme sont spécialement adressés par ce dialogue. L'UE tient à ce que l'Iran change sa conduite sur les questions suivantes: le processus de paix israélo-arabe, le terrorisme, les armes de destruction, les droits de l'homme et le droit international.³¹⁰

Aux États-Unis, l'Iran islamique a été perçu comme appartenant à la catégorie "Etats voyous"; les Etats de répression avec une idéologie radicale et une mentalité de siège, attaquant les valeurs fondamentales de la communauté internationale et incapables de mener des relations internationales constructives. Les gouvernements européens ne partagent pas ce verdict, mais reconnaissent que l'Iran pose un danger potentiel. Cette sorte de stigmatisation morale est très éloignée du discours de politique étrangère en Europe.³¹¹ Leur refus des sanctions américaines ne signifie pas qu'ils ne croient pas dans la menace terroriste ou du danger de la production iranienne d'armes chimiques et biologiques. Pourtant, l'Europe ne suit pas les sanctions et, les raisons découlant des intérêts économiques de l'Europe et dans l'importance politique et économique de l'Iran dans la région, c'est-à-dire, pas seulement le Golfe persique, mais les régions du Nord de la Turquie et des pays de Transcaucasie et l'Asie Centrale.³¹²

Quand même, les divergences transatlantiques dans la stratégie sur l'Iran ne peuvent pas être expliquées entièrement par les différences des intérêts économiques. Les intérêts économiques sont certainement importants mais les exportations européennes en Iran ont décliné afin de garantir le remboursement des dettes que ce pays a accumulé au début des années 90, dont la plupart sont tenues par les créanciers en Europe et au Japon (environ 20 milliards de dollars américains dans le milieu 1997.)³¹³ Parmi les 200 pays qui ont des relations commerciales avec

³¹⁰ Johannes Reissner, *op.cit.*, p.138

³¹¹ Peter Rudolf, *op.cit.*, p.142

³¹² Johannes Reissner, *op.cit.*, p.130-131

³¹³ Sauf Dubai et le Japon, l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni sont les partenaires commerciaux les plus importants de l'Iran. En 1995, l'Allemagne, avec les exportations s'élevant à 1.658 millions de dollars américains, a été à la tête de la liste de partenaires européens, suivis par la France (570 millions de dollars américains), l'Italie (525 millions de dollars américains) et le Royaume-Uni (520 millions de dollars américains). L'acheteur important d'exportations Iraniennes - surtout le pétrole et le gaz - était l'Italie (1.782 millions de dollars américains), suivis par la France (1.388 millions de dollars américains), l'Allemagne (822 millions de dollars américains) et le Royaume-Uni (196 millions de dollars américains). Voir "l'Iran : les Partenaires Commerciaux Choisis, 1992-1996" dans : MEED, le 14.02.1997

http://web.nps.navy.mil/~relooney/Iran_65.htm visité le 16.04.2005

l'Allemagne, l'Iran occupe une place considérable : quarante-cinquième en ce qui concerne les exportations et quarante-neuvième en ce qui concerne les importations. L'Iran était un des partenaires commerciaux importants allemands à l'extérieur de l'Europe. Pour l'Iran, l'Allemagne reste une source primordiale de commerce : 15 % d'importations iraniennes viennent de l'Allemagne. Bien que l'Iran soit toujours vu comme un marché potentiellement intéressant, l'Europe tient à ce que l'Iran continue à assurer l'entretien de ses dettes.³¹⁴

Les intérêts économiques européens sont clairement en conflit avec le désir américain d'isoler l'Iran économiquement. Pourtant l'intérêt économique peut seulement partiellement représenter les différentes préférences stratégiques de l'Europe. Le même est vrai pour l'histoire. Le cours des relations d'iranienne-américaine et iranienne - européenne a sans doute été différent. Les relations iraniennes - allemandes ont traditionnellement été positives. Elles n'ont pas été marquées par les événements traumatisants qui ont donné une forme si négative aux rapports entre Washington et Téhéran. Mais les deux autres puissances européennes importantes, la Grande-Bretagne et la France, avaient beaucoup moins de relations harmonieuses avec l'Iran entre la révolution islamique et le début des années 1990. Pour un compte-rendu assez complet de différences de politiques transatlantiques sur l'Iran, on doit donc examiner les racines idéologiques, institutionnelles et domestiques plus profondes des conflits politiques.³¹⁵

A propos du dialogue critique avec l'Iran, le Président français Jacques Chirac a dit en mars 1996 que « ni ouvert et ni amical, comme le serait avec les pays avec qui nous avons des relations commerciales, culturelles et politiques normales, il s'agit d'un dialogue limité, organisé, par lequel les Européens peuvent transmettre en Iran un certain nombre d'idées, notamment sur les Droits de l'Homme... pas toujours plaisant à entendre, mais qui maintiennent quand même la capacité »³¹⁶. Avant tout, l'objectif de l'Europe consiste à servir la totalité de ses intérêts avec des visites politiques (souvent au plus haut niveau), des échanges parlementaires, des conférences internationales, des foires annuelles et des associations d'entreprises, une assurance publique pour les exportations, de nouveaux crédits destinés à accroître le commerce et les investissements, des concessions sur le

³¹⁴ Peter Rudolf, *op.cit.*, p.142

³¹⁵ *Ibid.*, p.143

³¹⁶ Simon Serfaty, *op.cit.*, p.343

remboursement des dettes de l'Iran, comme pour l'Iraq, mais également des promesses informelles de soutien en faveur d'un adoucissement.³¹⁷

En fait, la logique peut être convaincante en raison des intérêts concernés par ce dialogue. Pourtant, le dialogue a peu de possibilités de montrer les efforts déployés, qui sont souvent écartés aux Etats-Unis comme un apaisement. Par exemple, après que l'Allemagne ait augmenté ses crédits envers l'Iran entre 1989-1992, le volume de commerce entre les deux pays est tombé progressivement : en 1996, il est tombé à un quart comparé à ceux de 1992 et quasiment la moitié de l'année 1994. Cela a été le même cas pour le commerce de l'Iran avec d'autres Etats européens importants. Les "résultats positifs" de ce dialogue critique réclamé par le Président Chirac en mars 1996 ont été limités "à un certain nombre de citoyens iraniens d'origine juive qui ont été finalement épargnés, malgré les sentences passées contre eux."³¹⁸

Par ailleurs, les Européens citent deux occasions d'intervention européenne en Iran favorable pour les Etats-Unis et Israël. D'abord, pendant l'opération intitulée «Raisins de la Colère» menée par Israël au Liban en 1996, les Etats-Unis ont demandé à la France de dire à l'Iran de ne pas bloquer un « cessez-le-feu ». Deuxièmement, Israël a demandé que l'UE fasse savoir à l'Iran de ne pas recourir au terrorisme pendant les élections israéliennes de mai en 1996.³¹⁹ En avril en 1997, le Ministre des Affaires Etrangères allemand Klaus Kinkel a énuméré un certain nombre d'accomplissements y compris l'adoption par l'Iran de la Convention des Armes Chimiques, son approbation de l'extension du Traité de Non-prolifération Nucléaire et d'un discours modéré sur Salman Rushdie. Cela n'était pas assez pour empêcher les 15 Etats de l'UE de rappeler leurs ambassadeurs quand les tribunaux allemands ont trouvé des évidences quant au rôle de l'Iran, dans l'assassinat 1993 de quatre leaders Kurdes en Allemagne.³²⁰

La décision de la Cour d'Appel de Berlin, le 10 avril 1997, dans le verdict Mykonos, a trouvé l'Iran finalement coupable des meurtres de dissidents Kurdes iraniens au restaurant Mykonos à Berlin en 1992. L'UE a décidé de suspendre son dialogue critique avec l'Iran et

³¹⁷ *Ibid.*

³¹⁸ *Ibid.*, p.343-344

³¹⁹ Geoffrey Kemp, *op.cit.*, p.118

³²⁰ Simon Serfaty, *op.cit.*, p.344

de retirer ses ambassadeurs de Téhéran. Le 29 avril, le Conseil des Ministres des Affaires Etrangères de l'UE a pris ces décisions:³²¹

- la confirmation que dans les présentes circonstances, il n'y a aucune raison pour la continuation du dialogue critique entre l'Union Européenne et l'Iran ;
- la suspension des visites ministérielles bilatérales officielles en Iran;
- la confirmation qu'aucun pays membre de l'UE ne vendra d'armes à l'Iran ;
- la coopération pour garantir que des visas ne soient pas accordés aux Iraniens travaillant pour la sécurité et les services de renseignement;
- et dernièrement, l'exclusion de personnes travaillant pour les services de renseignement iraniens et se trouvant dans les Etats membres de l'Union Européenne.

Finally, it is important to say that Iran is the clearest example of Washington and Brussels operating from a misunderstanding, and on the other hand in the Gulf, a "political gaufre" is also present regarding the policies towards Iraq. Technically, America and Europe share the same policy: the commitment to apply all UN Security Council resolutions on Iraq and the maintenance of the sanctions on Iraq. In practice, the United States and some European countries have contradictory approaches: France, for example, has always seemed to want to find ways to ease sanctions and punish Saddam Hussein while rehabilitating him in the international community, whereas Washington used "acquiescence" as a way to avoid saying that its real intention was to use sanctions and other measures of punishment to "tighten the screws" around Saddam, in the hope that a coup might bring a new regime to power in Baghdad. (This is valid for the period prior to the 2003 invasion) Contrary to the Iranian case, what reduced the impact of these divergent approaches is the fact that the UN resolutions, drafted in the light of the strong and almost universal international consensus against Saddam, dominate international governmental action against Iraq.³²²

³²¹ Geoffrey Kemp, *op.cit.*, p.118

³²² Robert Satloff, *op.cit.*, p. 28

Quand nous regardons les développements récents que nous avons connus juste avant et après le changement de régime en Iraq pendant la récente guerre iraquienne, la raison importante de la divergence transatlantique consiste dans les actions unilatérales de l'administration de Bush. Surtout, les gouvernements européens n'ont pas confiance dans l'approche du gouvernement de Bush d'un point de vue diplomatique et politique ainsi que dans la vision du monde sous-entendu par ces actions.³²³

C- L'« Euro-Med Club » et le Processus de Barcelone

Pendant les années 1990, les relations entre le Moyen-Orient et ses voisins européens sont officiellement entrées dans une ère nouvelle. Les Etats dans les deux régions ont promis l'engagement réciproque à « la paix, la sécurité et la stabilité », à accomplir par tous les moyens. Les déclarations formelles ont noté les défis communs des deux régions et le besoin d'échanges, de coopération et de tolérance, en vue d'une prospérité commune : tel était le ton d'amitié que les liaisons euro - méditerranéennes furent appelé "le Club-Med". L'Europe semblait vouloir un rapport à long terme mettant des liens régionaux sur une nouvelle dimension que l'Union Européenne (l'UE) a appelé "un dialogue silencieux mais efficace" pour établir une nouvelle association pour le XXI^e siècle.³²⁴

Il faudrait souligner que la caractéristique centrale de politique européenne est un effort préventif contre l'instabilité sur la périphérie de l'Europe qui pourrait l'impliquer indirectement dans les crises du Moyen-Orient ; contre également l'immigration superflue dans les sociétés européennes, ou le bouleversement dans le processus d'intégration politique et sociale de minorités musulmanes dans leurs nouveaux pays d'accueil. L'initiative la plus ambitieuse est l'association euro - méditerranéenne réunissant l'Union Européenne avec les Etats de l'Afrique du Nord et à la poursuite d'une longue discussion politique et économique. Son but fondamental n'est pas différent d'un des objectifs primordiaux des Etats-Unis à la recherche de la participation du Mexique dans une région de libre-échange : attacher les Etats musulmans de la Méditerranée plus près de l'Europe économiquement pour les garder plus éloignés démographiquement. La clé de voûte d'« Euro-Med » est la création d'une zone de commerce libre des marchandises

³²³ Geoffrey Kemp, *op.cit.*, p.16

³²⁴ Philip Marfleet, "A new Orientalism: Europe confronts the Middle East" in Ismael Tareq Y., (ed.), *The International Relations of the Middle East in the 21st Century*, Hampshire, Ashgate Publishing Limited, 2000, p.260

industrielles et des services entre l'UE et les onze pays du Moyen-Orient au cours d'une période de transition de douze ans, basée sur une série d'accords d'associations économiques bilatéraux et d'accords commerciaux.³²⁵

Le concept de l' Association de Euro-Méditerranée a été approuvé par l'UE et douze pays Méditerranéens à la Conférence de Barcelone le 27-28 novembre 1995. Il vise la création d'une région de libre-échange méditerranéenne-européenne, a considérablement augmenté le soutien financier de pays Méditerranéens, l'institution de dialogue politique impliquant tous les partenaires concernés, plus de démocratie intérieure et une coexistence plus pacifique de tous les pays de la région. Ces objectifs ont été expliqués clairement dans la "Déclaration de Barcelone."

Par ailleurs, l'Association euro – méditerranéenne a officiellement formulé un engagement d'encourager "le pluralisme politique" dans les Etats de Mashrek (l'Egypte, la Jordanie, le Liban, la Syrie, avec Israël et l'Autorité palestinienne) et de Maghreb (le Maroc, l'Algérie et la Tunisie).³²⁶ Les signataires de la Déclaration de Barcelone ont accepté de travailler pour la création d'une région de libre-échange pour les marchandises et les services d'ici à 2010. L'UE a aussi accepté de fournir des ressources d'aides substantielles à la région. La Déclaration de Barcelone a par ailleurs confié aux signataires la tâche de soutenir les valeurs démocratiques et la primauté du droit, le règlement pacifique de différends et un effort soutenu contre le terrorisme.³²⁷

L'idée sous-jacente derrière cette initiative est la proximité de l'Europe avec le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, sources d'une potentielle grande population immigrée musulmane. En commençant par la chute du Mur de Berlin en novembre 1989, les changements géopolitiques importants ont poussé l'Europe, et particulièrement l'Europe du Sud, à réorienter son paysage stratégique vers la Méditerranée du Sud. Certes, les politiciens européens se sont aussi concentrés sur la

³²⁵ Robert Satloff, *op.cit.*, p.22

³²⁶ Richard Young, "Europe's Uncertain Pursuit of Middle East Reform", **Carnegie Endowment Papers**, June 2004.

http://fesportal.fes.de/pls/portal30/docs/FOLDER/IPG/IPG4_2004/ARTYOUNG.PDF visité le 02..2.2005

³²⁷ John Van Quadenaren, *op.cit.*, p.130-131

lutte pour intégrer l'Europe de l'Est, mais l'instabilité en Algérie et les inquiétudes d'un flux d'immigrants illégaux a retenu toute leur attention.³²⁸

Dans l'Europe d'aujourd'hui, l'importance stratégique de la Méditerranée se base sur quatre facteurs primordiaux.³²⁹

- i- **La Migration** : l'Europe est le refuge d'un nombre significatif d'immigrés d'Afrique du Nord. Par exemple, environ 15 % de la population marocaine vit en Europe.
- ii- **Dépendance en Energie** : l'Union Européenne dépend des importations (naissant souvent de l'Afrique du Nord et du Golfe Persique) pour la moitié de ses besoins en énergie.
- iii- **Commerce/économie** : L'Union Européenne est le plus grand partenaire commercial de chaque pays dans cette région, à l'exception de la Jordanie.
- iv- **Sécurité/contre-terrorisme** : le document politique de l'UE intitulé "la Stratégie de Sécurité Européenne"³³⁰ (publié en décembre 2003) identifie cinq menaces principales de sécurité européenne dûes au terrorisme : les armes de destruction massives (ADM), le conflit régional, l'échec gouvernemental et le crime organisé qui existent partout a Moyen-Orient. L'attaque terroriste du 11 mars 2004 à Madrid tuant presque deux cents personnes, a considérablement augmenté les inquiétudes devant la menace terroriste.

Le désir de l'Europe de jouer un rôle dans le processus de paix du Moyen-Orient inauguré par la Conférence 1991 de Madrid a aussi joué un rôle dans la création de l'Association Euro-Méditerranéenne. L'Europe n'a pas occupé une place proéminente à la table de négociation, mais a plutôt dirigé le Groupe de travail du Développement Economique Régional multilatéral (REDWG). En novembre 1996, le représentant spécial du processus, Migel Angel Moratinos, a semblé suggérer que l'Europe prendrait l'initiative, en affirmant que, "*Nous (les Etats européens) avons une fonction à remplir. Nous pourrions jouer un rôle de construction de confiance entre*

³²⁸ Mona Yacoubian, "Promoting Middle East Democracy European Initiatives, Special Report 127 <http://www.usip.org/pubs/specialreports/sr127.html> visité le 15.05.2005

³²⁹ *Ibid.*

³³⁰ European Security Strategy, "A Secure Europe in a Better World", Brussels, 12 December 2003 <http://ue.eu.int/uedocs/cmsUpload/78367.pdf> visité le 17.03.2005

les parties et contribuer à une atmosphère d'élan”³³¹ De tels commentaires ont fait penser que l'association avait été conçue comme un moyen de faire compétition avec les Etats-Unis dans le rôle d'acteur occidental principal dans la politique du Moyen-Orient. Les dirigeants de l'UE ont été désireux effectivement d'affirmer que leur rôle recouvrait des questions "de sécurité" aussi bien que des questions économiques, et les experts arabes ont suggéré que cela pourrait reflétait la volonté de l'Europe de s'exposer en plus grande liberté à la réalisation d'une politique régionale depuis la fin de la Guerre Froide.³³²

Cela engagerait des centaines d'institutions à travers l'Europe et la Méditerranée : les universités (par le Campus Med); les organisations de mass média (les Med Medias); les autorités locales (Med Urbs); et les agences dans des branches spécifiques comme le transfert de technologie (Med Techno), l'investissement (Med Invest) et la migration (Med Migration).³³³

Tous ces projets de l'EMP sont financés par le programme MEDA, auquel est actuellement alloué un milliard d'euros par an. Le financement de MEDA se produit par cycles de sept ans, avec le cycle actuel, MEDA II, couvrant la période 2000–2006. La Banque d'investissement européenne (BIE) fournit 2 milliards d'euros supplémentaires pour les prêts à la région. La majorité des fonds MEDA ont été placés dans le deuxième panier de l'EMP, l'assistance économique et commerciale. Pendant de nombreuses années l'aide de MEDA a été orientée vers la compensation du prix social de réforme économique. Pourtant, une portion du financement a été consacrée à la promotion des gouvernements performants avec la justification que la plus grande transparence et la responsabilité contribuent à un meilleur climat d'affaires.³³⁴

Au début du XXIème siècle les relations étaient déjà sous tension et même dans ses premières phases la collaboration était difficiles. Plusieurs facteurs peuvent être cités pour prouver l'inefficacité du Processus de Barcelone. Avant tout, l'intention originale du Processus de Barcelone n'était pas de promouvoir une réforme politique.

³³¹ Philip Marfleet, *op.cit.*, p.262

³³² *Ibid.*

³³³ *Ibid.*, p.266

³³⁴ Mona Yacoubian, "Promoting Middle East Democracy European Initiatives, Special Report 127 <http://www.usip.org/pubs/specialreports/sr127.html> visité le 15.05.2005

Dans un sens, l'Europe a lancé le Processus de Barcelone pour ériger un cordon sanitaire, se protéger de l'instabilité potentielle des côtes du sud de la Méditerranée. A ce titre, la force d'impulsion pour la création de l'EMP s'agissait moins de réformes de réalisation que du fait de se protéger elle-même de la menace d'immigration illégale massive. Bien que le Processus de Barcelone ait été au départ concentré presque exclusivement sur le commerce et l'aide, l'Europe a reconnu que le fait d'exiger des réformes politiques irriterait seulement les régimes en exercice au Moyen-Orient et compliquerait les buts à court terme de l'Europe de promouvoir des liens stables avec ces gouvernements. Pour cette raison, on peut formuler une critique comme quoi l'argent avait été dépensé pour acheter une stabilité plutôt que de poser le fondement pour le changement.³³⁵

D'autre part, les membres de l'UE ont des intérêts et des buts différents envers le Moyen-Orient. Par conséquent, l'Union Européenne a trouvé difficile d'agir en concert au sujet de la réforme. De plus, le premier destin du Processus de Barcelone était intimement lié au statut du processus de paix au Moyen-Orient, depuis qu'il a été formulé la première fois pendant la négociation des Accords d'Oslo. Pour cette raison, la panne du processus d'Oslo a négativement affecté le Processus de Barcelone, en entravant sa capacité d'exécuter des initiatives régionales. Finalement, il est important de noter que le processus a été encombré par une bureaucratie difficile à manier, ainsi que le manque d'une institutionnalisation appropriée.

CHAPITRE III- LE NOUVEAU VISAGE DU PARTENARIAT TRANSATLANTIQUE DANS LE MOYEN-ORIENT APRES LE 11 SEPTEMBRE

Les attaques terroristes du 11 septembre et leurs conséquences ont davantage compliqué le dialogue transatlantique, notamment en intensifiant certaines des perceptions déjà décrites des deux côtés de l'océan. Bien que les Américains et les Européens aient semblé unis comme jamais auparavant après les attaques des terroristes d'Al Qaeda sur New York et Washington le 11 septembre 2001, la tension augmentée dans le rapport entre l'UE et les Etats-Unis sur la stratégie à poursuivre contre le terrorisme est devenue évidente après le discours du Président Bush sur «l'Axe du Mal» en Janvier de 2002 et

³³⁵ *Ibid.*

qui a reflété leurs positions opposées sur le conflit israélo-palestinien et sur les moyens nécessaires pour gérer de l'Iraq.³³⁶

En fait, dans les conséquences immédiates du 11 septembre 2001, les Européens ont abandonné les stéréotypes, en soutenant fortement l'action militaire pas seulement contre le réseau d'Al Qaeda, mais aussi contre ses hôtes Talibans. Les dirigeants européens ont prononcé leur "solidarité illimitée" avec les Etats-Unis et en quelques heures les alliés de l'OTAN ont invoqué l'Article V la clause de défense réciproque du Traité Nord de L'Atlantique. Pourtant personne n'aurait pu prédire qu'un mois avant les attaques terroristes, les Etats-Unis s'en iraient en guerre contre le terrorisme à l'autre bout du monde.³³⁷

Pourtant, depuis, les relations entre les alliés transatlantiques se sont brusquement détériorées. La raison primaire derrière cette situation est que les opinions publique et officielle américaines en étaient arrivées à voir le Moyen-Orient et d'autres sujets internationaux essentiellement à travers les lunettes du contre-terrorisme. Au contraire, les Européens sont généralement disposés à voir le terrorisme plus comme une dimension supplémentaire de problèmes déjà complexes et croire que l'approche de "vous êtes avec nous ou contre nous" n'est pas la bonne méthode dans de tels problèmes.³³⁸ C'est pourquoi les Européens accusent maintenant régulièrement les Etats-Unis d'une approche simpliste qui réduit en politique étrangère tout aux aspects militaires de la guerre contre le terrorisme. Les Américains répondent par le ressentiment à la réticence de l'Europe à soutenir les efforts américains en Iraq. Il devrait y avoir peu de doute que, plus que la fin de la Guerre Froide, c'est les événements du 11 septembre et leurs conséquences qui ont transformé la vision de l'Europe envers l'Amérique et leurs rôles dans le monde, de même que ces événements transformaient la vision américaine correspondante du monde et du rôle de l'Europe dans l'alliance.³³⁹

³³⁶ Leon T. Hadar, "Mending the US-European rift", *Policy Analyses*, no:485, August 2003, p.2 http://www.cato.org/pub_display.php?pub_id=1344&print=Y visité le 03.07.2004

³³⁷ Philip Gordon, "Bridging the Atlantic Divide", *Foreign Affairs*, January-February 2003, p.70

³³⁸ Geoffrey Kemp (Ed.), "Elusive Partnership: U.S. and European Policies in the Near East and the Gulf", *Policy Paper of the Atlantic Council of the U.S.*, September 2002, p.6 (e-book) http://www.acus.org/Publications/policypapers/TransatlanticRelations/Elusive_Partnership.pdf visité le 12.05.2005

³³⁹ Simon Serfaty, "Renewing Transatlantic Partnership", (e-book), CSIS (Daimler Chrysler), May 2003, p.3 http://www.nato.int/docu/conf/2003/030718_bxl/serfati-transatlpart.pdf visité le 22.10.2004

Au Moyen-Orient, le cycle actuel de violence entre les Israéliens et les Palestiniens a incité les Européens à accuser Washington de soutien sans condition en faveur du Premier Ministre israélien Ariel Sharon et les Américains à accuser les Européens de lâcheté au sujet du terrorisme, ou même d'antisémitisme. Les désaccords profonds causés par de la réticence américaine à accepter les contraintes liées à sa souveraineté dans les institutions multilatérales comme le refus de la juridiction de la Cour Pénale Internationale, le Protocole de Kyoto sur le changement climatique, l'interdit global sur les mines, les mesures de vérification de la Convention d'Armes bactériologiques et d'autres initiatives multilatérales - ont aussi été extrêmement nuisibles pour les relations.³⁴⁰

Quoiqu'il en soit, l'affrontement euro-américain au sujet de l'Iraq, a causé la détérioration la plus sérieuse de relations transatlantiques de ces derniers temps. La dispute a fait tremblé l'alliance et a eu l'air de confirmer l'impression grandissante parmi les érudits et politiciens que les perspectives américaines et européennes, et leurs intérêts avaient sérieusement divergé à la fin de la Guerre Froide. La dispute sur l'Iraq était si profonde qu'il a posé un défi non seulement aux relations transatlantiques, mais aux institutions principales étayant l'ordre mondial tout au long de la période de post-Seconde Guerre mondiale. Le Conseil de sécurité de l'ONU, l'arbitre présumé de la paix et de la sécurité internationale, n'a pas réussi en mars de 2003 à obtenir un consensus au sujet de l'Iraq et a été dénoncé comme inadéquat par beaucoup d'Américains. L'Union Européenne, bien qu'au milieu d'une convention constitutionnelle pour consolider l'unification politique du continent, a été profondément divisée. Effectivement, la crise de l'Iraq a exposé les failles intérieures sérieuses parmi les gouvernements européens sur l'avenir de l'intégration européenne et au sujet des Etats-Unis.³⁴¹

La déchirure, rejoignant les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, rejoints par l'Italie, l'Espagne, le Danemark, les Pays-Bas, l'Irlande et la plupart des gouvernements d'Europe Centrale et Orientale, contre la France, l'Allemagne et la Belgique, soutenue par la Grèce, la Finlande, la Suède et l'Autriche, a mené l'ancien Secrétaire d'Etat Henry

³⁴⁰ *Ibid.*, p.71

³⁴¹ Philip H. Gordon and Jeremy Shapiro, *Allies at War*, (e-book), McGraw-Hill, 2004, p.2 <http://www.brookings.edu/views/papers/gordon/20040224.pdf> visité le 10.02.2005

Kissinger à déclarer que “la route au désarmement iraquien a produit la crise la plus grave dans l'Alliance Atlantique.”³⁴²

D'autre part, il est important de préciser que, après les attaques du 11 septembre, l'administration de George W. Bush a développé une stratégie en trois étapes qui domine maintenant l'actualité internationale. La lutte contre le terrorisme, la prolifération d'armes de destruction de masse et “dictatures” d'état hors-la-loi sont, selon les Américains, les trois principales menaces qui, combinées, pourraient administrer un coup mortel au système international et à la sécurité des démocraties occidentales. La manière dont la crise de l'Iraq a été gérée, est un exemple classique de sa nouvelle stratégie : chacune des trois proliférations (ADM, dictatures et terrorisme) - a été utilisée sans distinction pour justifier l'intervention militaire contre le régime de Saddam Hussein, les deux dernières gagnant en importance alors que la coalition rencontrait des difficultés dans sa recherche d'armes de destruction de masse en Iraq.³⁴³

Du côté européen, personne ne conteste que le terrorisme international, la prolifération d'armes de destruction de masse³⁴⁴, et peut-être une combinaison des deux, peut poser des menaces à la sécurité des citoyens de l'Europe et de leurs intérêts. Pourtant, autant que l'Union est concernée, le terrorisme international et le risque de prolifération nucléaire ne neutralisent pas les risques plus traditionnels de stabilité régionale ou de désastre humanitaire.³⁴⁵ De plus, la vue européenne ne fait aucune distinction entre le terrorisme et la prolifération et leurs racines politico-économiques, ni des conflits régionaux qui fournissent leur raison-d'être et leur permettent de prospérer.

Ils craignent la présence militaire américaine en Iraq et dans la région, que les Etats-Unis projettent d'apporter la démocratie au monde arabe et que leur soutien en faveur d'Israël produise une instabilité politique, aidant ainsi les forces islamiques radicales à distraire l'attention loin de la guerre contre le terrorisme. Les Européens, avec leur proximité

³⁴² *Ibid.*

³⁴³ Nicole Gnesotto, *op.cit.*, p.23

³⁴⁴ Les chefs américains et européens sont souvent d'accord que les résultats internationaux particuliers sont ou ne sont pas désirables. Ainsi il n'y a aucun désaccord réel que la démocratie, les droits de l'homme et la non-prolifération sont préférables à leurs alternatives. Mais il y a des différences importantes dans les priorités attachées à ces intérêts, aussi bien que la volonté pour porter des prix réels pour leur défense. Cela a été surtout évident en ce qui concerne la prolifération ADM, qui est montée au haut de l'ordre du jour de sécurité américain et tire des milliards de dollars de dépense américaine sur les programmes comme Nunn-Lugar et l'initiative de contreprolifération, dont aucun n'a aucun analogue dans n'importe quel état européen.

³⁴⁵ *Ibid.*

géographique, liens économiques et démographiques au Moyen-Orient, seraient les premiers à ressentir l'impact d'une explosion politique dans la région. Une telle explosion pourrait causer l'accession au pouvoir de dirigeants arabes qui pourraient interrompre la distribution du pétrole de la région et produire une vague de réfugiés arabes en Europe qui pourrait radicaliser les près de 15 millions de Musulmans qui y résident déjà.³⁴⁶

Comme Oliver Roy l'indique dans son article de New York Times, les Français et les autres Européens ont au départ soutenu les objectifs officiels de la guerre d'Iraq officiels exposés par le Président Bush, comme faisant partie d'une stratégie diplomatique transatlantique visée à l'anéantissement des armes de destruction de masse irakiennes, la lutte contre le terrorisme et l'élimination d'un tyran. Mais les Européens sont finalement arrivés à croire que les objectifs indiqués de la guerre étaient simplement un rideau de fumée diplomatique pour cacher les buts stratégiques réels des néoconservateurs.³⁴⁷

³⁴⁶ Leon T. Hadar, *op.cit.*, p.10

³⁴⁷ *Ibid.*, p.9

CONCLUSION

Comme nous avons pu voir jusqu'à maintenant, les questions concernant le Moyen-Orient ont été sujet de controverse depuis plus de cinquante ans entre les principaux pays européens et les États-Unis. Il y a eu certes des domaines et des périodes où les États-Unis et certains gouvernements européens ont travaillé ensemble dans la région. Mais en général les relations transatlantiques sur le Moyen-Orient et spécifiquement sur le Golfe ont été semées discordes depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Au coeur de cela repose surtout l'approche différente sur le conflit israélo-arabe. Cependant, curieusement, le début des années 1990 a été marqué par un arrêt attendu des divergences entre les États-Unis et l'Europe. Non seulement, l'invasion Iraquienne du Koweït a mobilisé tout le Nord de l'Atlantique, mais également le processus de paix d'Oslo a créé une base sur laquelle les gouvernements américains et européens ont pu se partager les tâches. Cela signifiait que les États-Unis entreprenaient la responsabilité primaire concernant le soutien externe aux négociations israélo-palestiniennes ; pendant que les Européens fournissaient une partie substantielle du soutien financier et politique à la nouvelle Autorité Palestinienne, et cela avec l'accord et l'encouragement actif des États-Unis et d'Israël.

Cette collaboration, ayant atteint son plus haut degré à partir du début des années 90, a commencé à bientôt s'atténuer. La coalition de la Guerre du Golfe s'est effilochée pendant la décennie à la suite des non-conformités irakiennes aux résolutions du Conseil de Sécurité régulant ses programmes militaires. La loi des Sanctions Iran-Libye a provoqué une friction considérable, bien que cela ait été désamorcé par l'administration de Clinton. L'effondrement du processus de paix israélo-palestinien après les réunions au Camp David et Taba en 2000-2001, le changement ultérieur du gouvernement d'Israël et de l'arrivée de l'administration de Bush étaient les signes importants du début d'une ère nouvelle. En particulier, les nouvelles approches adoptées progressivement par le Président Bush sur ces trois questions et qui sont devenues plus claires et affirmées après les attaques terroristes du 11 Septembre, ont

causé un retour vers la friction traditionnelle transatlantique concernant la politique du Moyen-Orient.

Les développements récents en Afghanistan et en Iraq à la suite des guerres respectives ont montré que malgré sa supériorité militaire écrasante, les Etats-Unis avaient vraiment besoin de partenaires et d'alliés, et pas seulement pour des raisons de légitimité internationale et de soutien politique. La prévention des conflits, l'établissement de la paix et la reconstruction d'un État nécessitent une capacité qui ne se résume pas seulement à la force militaire que possède les Etats-Unis ; et justement à ce propos l'Europe est prête à fournir l'aide nécessaire, mais seulement sous certaines conditions. La notion acceptée actuellement comme quoi les Etats-Unis seraient une puissance "dure" et l'UE une puissance "douce" (comme l'évoque Robert Kagan dans sa métaphore "Mars contre Vénus") mérite d'être revue intellectuellement aussi bien que politiquement. Par exemple, Joseph Nye soutient que la puissance "dure" est économique aussi bien que militaire et que la puissance "douce" n'est pas uniquement diplomatique et possède un aspect culturel et lié aux valeurs. Donc, les Etats-Unis avaient toujours un aspect bénin dans leur puissance, tandis que l'Europe avait également des aspects durs. Pour cette raison, aucune des deux rives de l'Atlantique ne peut à présent compter sur un ensemble équilibré de capacité de gestion de crise ; c'est pourquoi l'idée actuelle d'une division de travail transatlantique n'est pas entièrement convaincante.

La raison principale en est le fait qu'il existe une division asymétrique de travail entre les États-Unis et l'Europe dans le Moyen-Orient : les Etats-Unis fournissent la plupart de la capacité militaire pour la dissuasion et les Européens sont le principal partenaire commercial de la région. L'Europe est ainsi dépendante des Etats-Unis pour la sécurité de la région qui lui importe beaucoup dans le domaine économique. Comme la compétition dans les marchés du Moyen-Orient s'intensifie entre l'Amérique et l'Europe, cette asymétrie leur pèse davantage. Ce mécontentement nourrit les divergences entre les politiques. Les Européens qui veulent faire du commerce avec l'Iran et l'Iraq ont tendance à préférer un engagement constructif avec ces pays; les États-Unis, qui porteront le poids sur l'action militaire pour dissuader l'agression, épousent une diplomatie coercitive, notamment les sanctions et l'isolement. Les États-Unis trouvent injuste que les Européens tirent profit économiquement du commerce

avec ces pays, tandis que le fardeau militaire de gérer les éventuelles agressions repose sur les épaules des États-Unis. D'autre part, l'UE ne veut plus simplement financer les politiques menées par les États-Unis mais au contraire, elle veut un rôle politique actif, c'est-à-dire décider et agir.

En fait, comme nous avons pu voir dans une première partie, la métaphore de Robert Kagan "les Américains viennent de Mars, et les Européens de Vénus" identifie exactement les différences et les problèmes dans les relations transatlantiques. "La crise" actuelle démontre que les relations euro-américaines sont dans une phase de transition. La fin de la Guerre Froide a enterré l'interdépendance existentielle entre l'Amérique et l'Europe. La raison principale de ce problème est une transformation considérable des relations transatlantiques conformément aux deux concepts complémentaires mais aussi opposés : premièrement la superpuissance américaine et deuxièmement, l'évolution économique, politique et militaire qui aboutit à la nouvelle identité européenne. Par conséquent, les dirigeants américains et européens se concentrent davantage sur leurs différences et moins sur les valeurs et intérêts communs.

Les écarts structurels et culturels existant pendant si longtemps entre l'Amérique et l'Europe, ont été élargis en raison des attaques terroristes contre les États-Unis et la crise irakienne dans le Moyen-Orient ; si ces écarts sont ignorés, le résultat pourrait être une division transatlantique plus profonde que n'importe quand depuis plus de 50 ans. Quand même le fait d'exagérer les écarts existants seraient une erreur tout comme les ignorer. Cela dit, même s'il existe des différences entre les politiques américaines et européennes, les deux côtés de l'Atlantique partagent les mêmes valeurs et intérêts. Bien que leur tactique diffère quelquefois, les Américains et les Européens partagent en général les mêmes aspirations démocratiques et libérales pour leur société et pour le reste du monde. Ils ont des intérêts communs concernant le commerce libre international, une communication continue et sans frontières, un accès sans problèmes aux diverses sources d'énergies mondiales, la limitation de la prolifération d'armes de destruction massive, la prévention des tragédies humanitaires, et la gestion d'un petit groupe d'Etats dangereux ne respectant pas les droits de l'homme et menaçant les valeurs et intérêts communs occidentaux.

Comme nous avons pu voir dans la dernière partie de cette étude, il existe des différences de politique des deux côtés de l'Atlantique concernant les aspects principaux de la stratégie occidentale envers le Moyen-Orient. Les raisons globales qui provoquent cette tendance, peuvent se résumer ainsi :³⁴⁸

- La fin de la menace soviétique qui a desserré en générale la solidarité transatlantique;
- Le fait que l'Europe accepte difficilement la supériorité américaine (et pas seulement au Moyen-Orient).
- L'effort de l'Europe, mené par la France et l'Allemagne, pour développer une politique étrangère et de sécurité commune, qui conduit dans certains cas à une approche néo-gaullienne cherchant à distinguer l'identité européenne de l'Amérique.
- Dans les conditions actuelles, la difficulté à résoudre la concurrence commerciale entre l'Amérique et l'Europe et qui semble plus difficile de résoudre les problèmes existant pendant la Guerre Froide.
- La compétition transatlantique féroce dans les ventes d'armes à la région.
- Les préoccupations internes des deux côtés de l'Atlantique et des gouvernements actuels (particulièrement les politiques néoconservatrices par le rôle d'administration de Bush) qui entravent le développement de la coopération euro-américaine.

Par ailleurs, il faut souligner que pour les Etats-Unis, les intérêts au niveau de la sécurité sont primordiaux comparés aux intérêts économiques. D'où l'appellation des Etats-Unis comme «Etat de sécurité nationale» (*national security state*). Bien sûr qu'il n'y a aucun doute dans le fait que les intérêts économiques sont très importants dans les politiques étrangères des Etats-Unis. Et particulièrement, cela s'est intensifié avec le gouvernement de Clinton. Mais quand les intérêts s'affrontent du point de vue économique et militaire, c'est la sécurité qui prédomine. L'Europe, contrairement aux Etats-Unis est plus proche du concept d'«États commerciaux»

³⁴⁸ Robert D. Blackwill and Michael Stürmer, *op.cit.*, p.299

(*trading state*). Pendant que les sanctions économiques ont été l'instrument de politique étrangère préféré des Américains ; l'Europe pensait que le commerce aidait à réduire les tensions internationales et que ces embargos commerciaux étaient inefficaces.

Ainsi que nous avons pu le constater tout au long de ce travail, il existe des convergences inébranlables entre les Etats-Unis et l'Europe, aussi bien que des divergences apparues dans la conjoncture de la période post-Guerre Froide et qui semblent tout aussi substantielles. Cependant, vu la nature, l'histoire, la culture et les valeurs politiques communes des deux parties, il s'agit plus d'une complémentarité que d'un schéma de rupture définitive. Par conséquent, leurs approches respectives envers le Moyen-Orient devraient aboutir à une coopération plutôt qu'une confrontation.



BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

ALAGAPPA, Muthiah, **International Security Management And the United Nations**, in Inoguchi Takashi (Ed.), Tokyo, United Nations University Press, 1996

BLACKMILL R., **Allies Divided: Transatlantic Policies for Greeter** in Strümmer M., (Ed.), **Middle East**, London, the MIT Press, 1997

BRANDON, Henry (Ed.), **In search of a New world Order; the Future of US-European Relations**, Washington DC, Brooking Institution, 1992

DOSENRODE, Soren and STUBKJAER Anders, **The European Union and the Middle East**, New York, Sheffield Academic Press, 2002.

DUIGNAN, Peter and GANN L.H., **The United States and the New Europe 1945-1993**, Massachusetts, Blackwell Publishers, 1994.

EICHENBERG, Richard C., **Les Etats-Unis et l'Europe: Alliés Ou Adversaires**, Bruxelles, Bruylant, 1993.

GARDNER, Hall, **The New Transatlantic Agenda**, in Stefanova Bratislava, (Ed.), Hampshire, Ashgate Publishing Limited, 2001

GOMPERT D. C., **America and Europe: A partnership for a New Era**, in Larrabee F.S.,(Ed.), New York, Cambridge University Press, 1998

HILL C., **European Foreign Policy**, in Smith K.E., (Ed.), London, Routledge, 2000.
HOLMES, John W., **The United States and Europe after the Cold War: A New Alliance**, Columbia, University of South Carolina Press, 1997.

ISMAEL, Tareq Y., (Ed.), **“The International Relations of the Middle East in the 21st Century”**, Hampshire, Ashgate Publishing Limited, 2000.

ISSAWI, Charles, **The Middle East Economy: Decline and Recovery**, Princeton, Markus Wiener Publishers, 1995.

JOHSTON, Douglas, **Foreign Policy into the 21st Century: The U.S. Leadership Challenge**, in, Zbigniew Brezinski (Ed.), Washington D.C., The Center for Strategic&International Studies, 1996.

KAGAN, Robert, **Paradise and Power**, Indiana, Donneley&Sons Publications, 1990.

LUNDESTAD, Geir, **Empire by Integration: The United States and European Integration, 1945-1997**, New York, Oxford University Press, 1998.

NAU, Henry (Ed.), **Europe and the America in the 1990s**, Oxford, Blackwell Publishers, 1993.

PIENING, Christopher, **Global Europe**, London, Lynne Rienner Publishers, 1997.

ROBERSON, B.A., (Ed.), **The Middle East and Europe: The Power Deficit**, London, Routledge, 1998.

RUBIN, Barry and KEANEY, Thomas, **U.S. Allies in the Changing World**, London, Frank Class Publishers, 2001.

SOETENDORP, Ben, **Foreign Policy in the EU**, New York, Pearson Education Inc., 1999.

SVEN B., **Bound to Cooperate-Europe and the Middle East**, in C.P Hanelt, (Ed.), Gutersloh, Bertelsmann Foundation Publishers, 2000.

STORY, Jonathan (Ed.), **The New Europe: Politics Government and Economy since 1945**, Oxford, Blackwell Publishers, 1993.

VASCONCELOS, Alvaro, **The Barcelona Process**, in George Joffe, (Ed.), London, Frank Cass Publishing, 2000.

BRANDON, Henry, **Contours of a New World Order: American and European Perspectives**", Bergdorf Round Table/Berlin, 124th Bergdorf Protocol, Berlin, Körber-Stiftung Edition, 2002.



ARTICLES

ALAGAPPA, Muthiah, "International Security Management and the United Nations", in Inoguchi Takashi (Ed.), Tokyo, **United Nations University Press**, 1996.

ALBRIGHT, Madeleine, "Bridges, Bombs, or Bluster?" **Foreign Affairs**, September/October 2003.

ALLIN Dana H., "The Atlantic Crisis of Confidence", **International Affairs**, Volume 80, July 2004.

AMUZEGAR, Jahangir, "Adjusting to Sanctions", **Foreign Affairs**, May/June 1997.

ANGELLI, Giovanni, "An Industrialized Answer to Where Europe is Going", BRANDON, Henry (Ed.), **"In search of a New world Order; the Future of US-European Relations"**, Washington DC, Brooking Institution, 1992.

ASMUS, D. Ronald, "Rebuilding the Atlantic Alliance", **Foreign Affairs**, September/October 2003.

BERGSTEN, C. Fred, "America and Europe: Clash of the Titans", **Foreign Affairs**, March/April 1999.

BHAGWATI, Jagdish, "Borders Beyond Control", **Foreign Affairs**, January-February 2003.

BLINKEN, Anthony, "The False Crisis Over the Atlantic", **"Foreign Affairs"**, May/June 2001.

BOOT, Max, "Continental Divide: America Needs a Serious Europe Policy", **Weekly Standard**, June 2003.

BRANDON, Henry, "The United States and the Europe", BRANDON, Henry (Ed.), **"In Search of a New world Order; the Future of US-European Relations"**, Washington DC, Brooking Institution, 1992.

BREZINSKI, Zbigniew, "Differentiated Containment", **Foreign Affairs**, May/June 1997.

BROOKS, G. Stephen, WOHLFORTH, C. William, "American Primacy in Perspective", **Foreign Affairs**, July/August 2002.

CLAWSON, Patrick, "US and European Priorities in the Middle East", in Gustav Lindstrom (Ed.), **"Shift or Rift: Assessing US-EU Relations after Iraq"**, Paris, Institute for Security Studies, 2003.

DONFRIED K., "Pieces on our Craft: Transatlantic Relations in the Shadow of September 11", **International Studies Perspective**, Volume 3, Number 3 (August 2002).

DUFFIELD John S., "Policy and International Studies Transatlantic Relations after the Cold War: Theory, Evidence, and the Future", **International Studies Perspectives**, Volume 2, Number 1 (April 2001).

DUFFIELD J.S., "Transatlantic Relations after the Cold War: Theory, Evidence, and Future", **International Studies Perspective**, Volume 2, Number 1 (April 2001).

EHTESHAMI, Anoushirivan, "Europe, the US and Iran", in B. Sven., C. P. Hanelt, (Ed.) **"Bound to Cooperate-Europe and the Middle East"**, Gütersloh, Bertelsmann Foundation Publishers, 2000.

EVERTS Steven, "The Ultimate Test Case: Can Europe and America Forge A Joint Strategy For The Wider Middle East?" **International Affairs**, Volume 80, 2004.

FALKENRATH, Richard, "The United States, Europe, and Weapons of Mass Destruction", in Robert D. Blackwill and Michel Stürmer (Ed.), **"Allies Divided: Transatlantic Policies for the Greeter Middle East"**, London, the MIT Press, 1997.

FULLER, E. Graham, LESSER, O. Ian, "Persian Gulf Myths", **Foreign Affairs**, May/June 1997.

GEOFFREY, Kemp, "The United States, Europe and the Persian Gulf", in Robert D. Blackwill and Michel Stürmer (Ed.), **"Allied Divided: Transatlantic Policies for the Greeter Middle East"**, London, The MIT Press, 1997.

GLESKE, Leonard, "The Opportunities and Perils for the United States of European Integration", BRANDON, Henry (Ed.), **"In search of a New world Order; the Future of US-European Relations"**, Washington DC, Brooking Institution, 1992.

GNESSOTO, Nicole, "EU and US: Vision of the World", in Gustav Lindstrom (Ed.), **"Shift or Rift: Assessing US-EU Relations after Iraq"**, Paris, Institute for Security Studies, 2003.

GONZALES, Felipe, "European Union and Globalization", **Foreign Policy**, Summer 1999.

GORDON, H. Philip, "Bridging the Atlantic Divide", **Foreign Affairs**, January-February 2003.

HAAS, N. Richard, "What to do with American Primacy", **Foreign Affairs**, September/October 1999.

HADAR, Leon T., "Meddling in the Middle East? Europe Challenges U.S. Hegemony in the Region", **Mediterranean Quarterly**, Fall 1996.

HEISBOURG, François, "The United States, Europe, Military Force Projection", in Robert D. Blackwill and Michel Stürmer (Ed.) **"Allies Divided: Transatlantic Policies for the Greater Middle East"**, London, the MIT Press, 1997.

HELSING W., Jeffrey, "The American shadow: U.S. Foreign Policy and the Middle East" in Ismael Tareq Y., (ed.), **The International Relations of the Middle East in the 21st Century**, Hampshire, Ashgate Publishing Limited, 2000

HIRSCH, Michael, "Bush and the World", **Foreign Affairs**, September/October 2002.

HOFFMAN, Bruce, "Is Europe Soft on Terrorism", **Foreign Policy**, Summer 1999.

HOFFMANN, Stanley, "The Crisis in Transatlantic Relations", in Gustav Lindstrom (Ed.), **"Shift or Rift: Assessing US-EU Relations after Iraq"**, Paris, Institute for Security Studies, 2003.

HULSMAN, John C., "European Arrogance and Weakness Dictate Coalitions Willing", **Heritage Lecture-777**, February, 2003.

HUNTINGTON, P. Samuel, "The Erosion of American National Interests", **Foreign Affairs**, September/October 1997.

HUNTINGTON, Samuel, "The Lonely Superpower", **Foreign Affairs**, March/April 1999.

HUNTINGTON, Samuel, "The Erosion of American national Interests", **Foreign Affairs**, September/October 1997, p.28

IKENBERRY, G. John, "America's Imperial Ambition", **Foreign Affairs**, September/October 2002.

JOFFE, George, "Relations between the Middle East and the West: the View from the West", in B.A. Roberson (Ed.), **"The Middle East and Europe"**, London, Routledge, 1998.

JOFFE, Josef, "How America Does It", **Foreign Affairs**, September/October 1997.

JONES Erik, "Debating the Transatlantic Relationship: rhetoric and reality", **International Affairs**, Volume 80, Number 4 (July 2004).

KAGAN, Robert and WILLIAM Kristol, "Burden of Power is Having to Wield it", **Washington Post**, March 2000.

KAGAN, Robert; KRISTOL, William, "Toward a Neo-Reaganite Foreign Policy", **Foreign Policy**, July-August 1996.

KHALILZAD, Zalmay, "Challenges in the Greeter Middle East", in Gompert D.C., Larrabee F.S., (Ed.), **"America and Europe: A Partnership for a New Era"**, New York, Cambridge University Press, 1998.

KUPCHAN, Charles A., "The End of the West", **Atlantic Monthly**, November 2002.

LAMBERT, Richard, "Misunderstanding Each Other", **Foreign Affairs**, March/April 2003.

LEWIS, Bernard, "The West and the Middle East", **Foreign Affairs**, January/February, 1997.

MADLBAUM, Michael, "The Inadequacy of American Power", **Foreign Affairs**, September/October 2002.

MARR, Phebe, "The United States, Europe and the Middle East: Cooperation, Co-optation or Confrontation?" in B.A. Roberson (Ed.), **"The Middle east and Europe"**, London, Routledge, 1998.

MEAD, W. Russell, "Why Do They Hate Us", **Foreign Affairs**, March/April, 2003.

MEDLEY, Richard, "Europe's Next Big Idea", **Foreign Affairs**, September/October 1999.

MOISI, Dominique, "Dreaming of Europe", **Foreign Policy**, Summer, 1999.

MOISI, Dominique, "The Real Crisis Over the Atlantic", **Foreign Affairs**, July/August 2001.

MORAVCSIK, Andrew, "Striking a New Transatlantic Bargain", **Foreign Affairs**, July/August 2003.

NAIM, Moisés, "Clinton's Foreign Policy: A Victim of Globalization", **Foreign Policy**, winter 1997-1998.

NYE, S. Joseph, "Redefining National Interest", **Foreign Affairs**, July/August, 1999.

NYE, S. Joseph, "U.S Power and Strategy after Iraq", **Foreign Affairs**, July/August 2003.

ORTEGA, Martin, "The Achilles Heel of Transatlantic Relations", in Gustav Lindstrom (Ed.), **"Shift or Rift: Assessing US-EU Relations after Iraq"**, Paris, Institute for Security Studies, 2003.

OWEN, Henry, "Atlantic Partnership or Rivalry", BRANDON, Henry (Ed.), **"In search of a New world Order; the Future of US-European Relations"**, Washington DC, Brooking Institution, 1992.

PAUL, Johnson, "Iraq, Middle East and Europe", **National Review**, January, 2003.

PETERSON John, "America As A European Power: The End Of Empire By Integration?" **International Affairs**, Volume 80, Number 4 (July 2004),

POLLACK, M. Pollack, "Securing the Gulf", **Foreign Affairs**, July/August 2003.

POWELL, L. Colin, "A Strategy of Partnership", **Foreign Affairs**, January-February 2004.

REISNERR, Johannes, "Europe, the United States, and the Persian Gulf", Robert D. Blackwill and Michel Stürmer (Ed.), **"Allies Divided: Transatlantic Policies for the Greeter Middle East"**, London, the MIT Press, 1997.

RHEIN, Eberhard, "Europe and the Greeter Middle East", in Robert D. Blackwill and Michel Stürmer (Ed.), **"Allies Divided: Transatlantic Policies for the Greeter Middle East"**, London, the MIT Press, 1997.

RICE, Condoleezza, "Foreign Policy Priorities and Challenges of the Administration", **National Conference**, New York, June 2001.

ROCAD, Michael, "Toward a Redefinition of Transatlantic Relations", BRANDON, Henry (Ed.), **"In search of a New world Order; the Future of US-European Relations"**, Washington DC, Brooking Institution, 1992.

SATLOFF, Robert, "America, Europe and the Middle East in the 1990s: Interests and Policies", in Robert D. Blackwill and Michel Stürmer (Ed.), **"Allies Divided: Transatlantic Policies for the Greeter Middle East"**, London, the MIT Press, 1997.

SCHLESINGER, James, "An American Assessment: Hands across the Sea" BRANDON, Henry (Ed.), **"In search of a New world Order; the Future of US-European Relations"**, Washington DC, Brooking Institution, 1992.

SCHWENNINGER, Sherle R., "United States as a Great Power", ALAGAPPA, Muthiah; INOUCHI, Takashi (Ed.), **"International Security Management and the United Nations"**, Tokyo, United Nations University Press, 1996.

SERFATY, Simon, "The U.S-European Relationship: Opportunities and Challenges", **Testimony of Simon Serfaty**, April 2001.

SERFATY, Simon, "Bridging the Gulf across the Atlantic: Europe and the United States in the Persian Gulf", **The Middle East Journal**, Summer 1998.

STRACHAN, Hew, "The War to End All Wars", **Foreign Affairs**, January/February 2003.

TAYLOR, Trevor, "The Critical Dialogue Reconsidered", in Hanelt SVEN B. C.P., (Ed.), **"Bound to Cooperate-Europe and the Middle East"**, Gutersloh, Bertelsmann Foundation Publishers, 2000.

TUCKER, W. Robert, "Alone or with Others", **Foreign Affairs**, November/December 1999.

VICTOR, G. Victor; VICTOR, M. Nadejda, "Axis of Oil", **Foreign Affairs**, March/April 2003.

WALLACE, William, "Europe the Necessary Partner", **"Foreign Affairs"**, May/June 2001.

WALLACE, William, "How the Europe and America Cooperate in the Middle East", **The Observer**, April 2003.

WOOD, P. Christina, "Chirac's New Arab Policy and Middle East Challenges", **The Middle East Journal**, Autumn 1998.

SOURCES ELECTRONIQUES

BP Statistical Review of World Energy, 2003, London, June 2003

http://www.bp.com/liveassets/bp_internet/globalbp/STAGING/global_assets/downloads/B/BP_statistical_review_of_world_energy_2003_print_version.pdf

CHRISTOPHER J. Makins, “Renewing the Transatlantic Partnership: Why and How?”, Europe of the House International Relations Committee, June 2003.

<http://www.acus.org/Publications/Speeches/CJM%20HIRC%20Testimony%20June%202003.pdf>

CORDESMAN Anthony H., Center for Strategic and International Studies, “Energy Developments in the Middle East, Draft For Comment And Review”, March 15, 2004

http://www.csis.org/burke/meep/meep_fullreport.pdf

DROZDIAK, William “Partners in Frustration: Europe, the United States and the Broader Middle East”, **Policy Paper of the Atlantic Council of the U.S.**, (e-book) September 2004.

<http://www.acus.org/Publications/policypapers/TransatlanticRelations/Partnersinfrustration.pdf>

European Security Strategy, “A Secure Europe in a Better World”, Brussels, 12 December 2003

<http://ue.eu.int/uedocs/cmsUpload/78367.pdf>

GORDON H. Philip and SHAPIRO Jeremy, **Allies at War**, (e-book), McGraw-Hill, 2004.

<http://www.brookings.edu/views/papers/gordon/20040224.pdf>

HADAR, Leon T., "Mending the U.S.-European Rift over the Middle East", **Policy Analysis**, August 2003.

http://www.cato.org/pub_display.php?pub_id=1344

KEMP, Geoffrey (Ed.), "Elusive Partnership: U.S. and European Policies in the Near East and the Gulf", **Policy Paper of the Atlantic Council of the U.S**, September 2002.

http://www.acus.org/Publications/policypapers/TransatlanticRelations/Elusive_Partnership.pdf

KEMP, Geoffrey (Ed.), "Elusive Partnership", (Policy Paper) **The Atlantic Council**, Washington DC, September 2002.

http://www.acus.org/Publications/policypapers/TransatlanticRelations/Elusive_Partnership.pdf

KAGAN, Robert, "Power and Weakness", **Policy Review**, No: 113, June 2002.

<http://www.mtholyoke.edu/acad/intrel/bush/kagan.htm>

LINDSTROM, Gustav, "Shift or Rift: Assessing US-EU Relations after Iraq", (e-book) Paris, **Institute for Security Studies**, 2003.

<http://www.iss-eu.org/chaillot/bk2003.pdf>

Middle East Policy Council, "U.S. Challenges and Choices in the Gulf: Unilateral U.S Sanctions", Policy Brief: 9, 2002.

http://www.mepec.org/public_asp/forums_briefs/12-13-02.asp

SERFATY, Simon, "Renewing Transatlantic Partnership", (e-book), CSIS (Daimler Chrysler), May 2003, p.3

http://www.nato.int/docu/conf/2003/030718_bxl/serfati-transatlpart.pdf

The Stanley Foundation, "US-European Policies in the Persian Gulf: Time for Precrisis Management" (e-book), Virginia, 1998.

<http://www.stanleyfoundation.org/reports/PG98.pdf>

The Stanley Foundation, “US--European Policies in the Persian Gulf: Beyond the Friction” (e-book), London, 1997.

<http://www.stanleyfoundation.org/reports/PG97.pdf>

The White House, “The National Security Strategy of the United States of America”, September 2002,

<http://www.whitehouse.gov/news/releases/2002/12/WMDStrategy.pdf>

YACUBIN, Mona, “Promoting Middle Eastern Democracy: European Initiatives”, **Special Report -127**.

<http://www.usip.org/pubs/specialreports/sr127.html>

YOUNG, Richard, “Europe’s Uncertain Pursuit of Middle East Reform”, **Carnegie Endowment Papers**, June 2004.

<http://fesportal.fes.de/pls/portal30/docs/folder/ipg/ipg4/2004/artyoung.pdf>

ANNEXE I

Résolution 242 du 22 novembre 1967

Le Conseil de sécurité,

Exprimant l'inquiétude que continue de lui causer la grave situation au Moyen-Orient,

Soulignant l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la guerre et la nécessité d'oeuvrer pour une paix juste et durable permettant à chaque Etat de la région de vivre en sécurité,

Soulignant en outre que tous les Etats Membres, en acceptant la Charte des Nations Unies, ont contracté l'engagement d'agir conformément à l'article 2 de la Charte,

1- Affirme que l'accomplissement des principes de la Charte exige l'instauration d'une paix juste et durable au Moyen-Orient qui devrait comprendre l'application des deux principes suivants :

- Retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés lors du récent conflit ;
- Cessation de toutes assertions de belligérance ou de tous états de belligérance et respect et reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque état de la région et de leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues à l'abri de menaces ou d'actes de force ;

2- Affirme en outre la nécessité

- a) De garantir la liberté de navigation sur les voies d'eau internationales de la région ;
- b) De réaliser un juste règlement du problème des réfugiés ;
- c) De garantir l'inviolabilité territoriale et l'indépendance politique de chaque Etat de la région, par des mesures comprenant la création de zones démilitarisées ;

3- Prie le Secrétaire général de désigner un représentant spécial pour se rendre au Moyen-Orient afin d'y établir et d'y maintenir des rapports avec les Etats intéressés en vue de favoriser un accord et de seconder les efforts tendant à aboutir à un règlement pacifique et accepté, conformément aux dispositions et aux principes de la présente résolution;

4- Prie le Secrétaire général de présenter aussitôt que possible au Conseil de sécurité un rapport d'activité sur les efforts du représentant spécial.

Adoptée à l'unanimité à la 1382^e séance.

Décision

Le 8 décembre 1967, le Président a fait distribuer, en tant que document du Conseil (S/8289-12), la déclaration ci-après qui reflétait l'avis des membres du Conseil :

« En ce qui concerne le document S/8053/Add.3-12, soumis à l'attention du Conseil de sécurité, les membres de celui-ci, rappelant le consensus intervenu à sa 1366^e séance, le 9 Juillet 1967, reconnaissent la nécessité de l'accroissement, par le Secrétaire générale, du nombre des observateurs dans le secteur du canal de Suez et de la mise à la disposition de ceux-ci de matériel technique et de moyens de transport supplémentaires.»

<http://www.un.org/french/documents/sc/res/1967/s67r242f.pdf>



ANNEXE II

Middle East and World Petroleum Reserves
(Billions of Barrels)

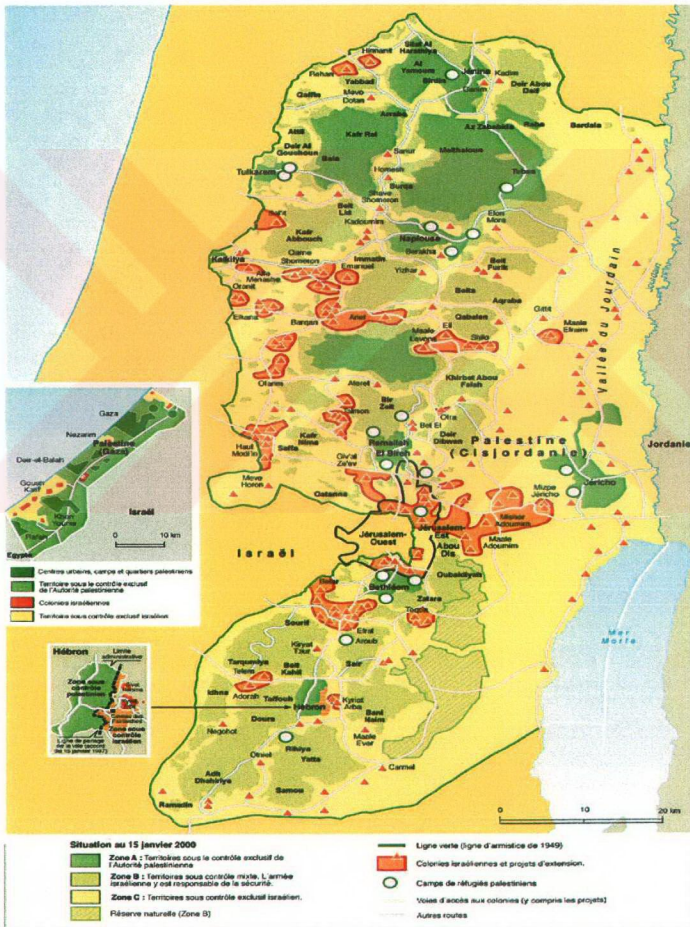
<u>Nation</u>	<u>End 1982</u>	<u>End 1992</u>	<u>End 2002</u>	<u>Percent of World Reserves</u>	<u>R/P Ratio</u>	<u>Production in 2002 - % of World</u>
Bahrain	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a	n/a
Iran	55.3	92.9	89.7	8.6	73.8	4.7
Iraq	41.0	100.0	112.5	10.7	>100.0	2.8
Kuwait	67.2	96.5	96.5	9.2	>100.0	2.6
Oman	2.7	4.5	5.5	0.5	16.8	1.3
Qatar	3.4	3.7	15.2	1.5	57.6	1.0
Saudi Arabia	165.3	260.3	261.8	25.0	86.0	11.8
Syria	1.5	1.7	2.5	0.2	11.9	0.8
UAE	32.4	98.1	97.8	9.3	>100.0	3.0
Yemen	-	4.0	4.0	0.4	23.4	0.6
Other	0.2	0.1	0.1	<0.05	7.8	0.1
Total Middle East	369.0	661.8	685.6	65.4	92.0	28.5
Algeria	9.4	9.2	9.2	0.9	16.5	2.0
Egypt	3.3	6.2	3.7	0.4	14.1	1.0
Libya	21.5	22.8	29.5	2.8	59.4	1.8
Tunisia	1.9	1.7	0.3	<0.05	11.2	0.1
Total MENA	405.1	701.7	728.3	69.5	193.2	33.4
Russia	n/a	48.5	60.0	5.7	21.7	10.7
US	35.1	32.1	30.4	2.9	10.8	9.9
Europe/Eurasia	88.8	26.5	35.5	3.6	17.0	11.3
Asia/Pacific	39.2	44.6	38.7	3.7	13.7	10.7
World Total	676.6	1006.7	1047.7	100.0	40.6	100.0

BP Statistical Review of World Energy, 2003, London, June 2003, pp. 6-8.

http://www.bp.com/liveassets/bp_internet/globalbp/STAGING/global_assets/downloads/B/BP_statistical_review_of_world_energy_2003_print_version.pdf

ANNEXE III

Un Etat palestinien morcelé par les colonies par Philippe Rekacewicz



ANNEXE IV

Le Golan annexé et le Liban sud occupé par Israël



DR. ALİ VAHİT TURHAN

Ali

YRD-DOÇ-DR. FÜSÜN TÖRKMEN

F. Torkmen

Doç. Dr. E. Buzgah

